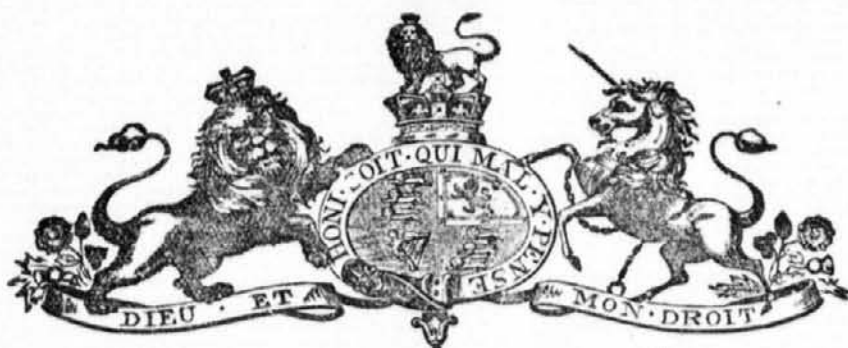




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 12 OCTOBRE 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3573

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quatrième jour d'octobre 1912, de nommer M. Philias Corriveau, avocat, de la cité de Québec, magistrat de district avec juridiction sur les districts d'Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska et Québec, et concurremment avec tous autres magistrats de district sur tous les districts, comtés, cités, villes de la province où il existe une cour de magistrat. 4119

Proclamations

G. FITZPATRICK,
Suppléant du Gouverneur-Général du Canada.
[L. S.]

CANADA.

GEORGE CINQ, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.
A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles peuvent concerner, — SALUT :

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 12th OCTOBER, 1912.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3574

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fourth day of October, 1912, to appoint Mr. Philias Corriveau, advocate, of the city of Quebec, district magistrate with jurisdiction over the districts of Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska and Quebec, and concurrently with all other district magistrates over all the districts, counties, cities, towns of the province where a magistrate court is in existence. 4120

Proclamations

G. FITZPATRICK,
Deputy Governor General of Canada.
[L. S.]

CANADA.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the seas King, Defender of the Faith, Emperor of India.
To all to whom these presents shall come, or whom the same may in any wise concern, — GREETING :

14 OCT 1912

PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, } **A**TTENDU qu'il a
Sous-ministre de la } plu au Dieu Tout-
Justice, Canada. } Puissant, dans sa bonté
extrême, d'accorder au Canada cette année une abon-
dante moisson et d'autres bienfaits,—

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage Notre population tout entière, doivent être reconnus d'une manière publique et solennelle; et Nous avons fixé, et fixons par les présentes, par et de l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, lundi le vingt-huitième jour d'octobre prochain, comme jour d'actions de grâces pour remercier le Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson et autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder au Canada durant la présente année. Et Nous invitons tous Nos bien-aimés sujets du Canada d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis de prendre connaissance et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. Té-
MOIN, Notre Très fidèle et bien-aimé Conseiller le Très Honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, Juge en chef du Canada et suppléant de Notre Très cher et Bien-aimé Oncle et Très fidèle Conseiller le Feld-maréchal Son Altesse Royale le Prince ARTHUR WILLIAM PATRICK ALBERT, Duc de Connaught et Strathern, comte de Sussex (dans la pairie du Royaume-Uni) Prince du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Duc de Saxe, Prince de Saxe-Cobourg et Gotha, Chevalier de Notre Ordre Très noble de la Jarretière; Chevalier de Notre Ordre Très ancien et Très noble du Chardon; Chevalier de Notre Ordre Très illustre de Saint-Patrice; l'un de Notre Très honorable Conseil Privé, Grand Maître de Notre Ordre Très honorable du Bain; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très exalté de l'Etoile de l'Inde; Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très éminent de l'Empire Indien; Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Royal de Victoria; Notre Aide-de-Camp personnel; Gouverneur Général et Commandant en chef de Notre Puissance du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITE d'OTTAWA, ce VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE, en l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent douze, et de Notre Règne la troisième.

Par ordre,

4129

THOMAS MULVEY,
Sous-secrétaire d'Etat.

Canada,
Province de }
Québec. }
[L. S.]

F. LANGELIER.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes verront ou elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCOT, } **A**TTENDU qu'il
Assistant Procureur-Général. } a plu au Dieu
Tout-Puissant, dans
sa bonté extrême, d'accorder cette année à la province de Québec, une abondante récolte et d'autres bienfaits ;

A PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, } **W**HEREAS it hath
Deputy Minister of } pleased Almighty
Justice, Canada. } God, in His Great Good-
ness to vouchsafe this year unto Our Dominion of
Canada, a bountiful harvest and other blessings,—

We, therefore, considering that these blessings enjoyed by Our people throughout the said Dominion do call for a public and solemn acknowledgment, have thought fit, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, to appoint, and We do appoint Monday, the twenty-eighth day of October next, as a day of general thanksgiving to Almighty God for the bountiful harvest and all other blessings with which Canada has been favoured this year; and We do invite all Our loving subjects throughout Canada to observe the said day as a day of General Thanksgiving.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WIT-
NESS, Our Right Trusty and Well BELOVED Councillor, the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George; Chief Justice of Canada and Deputy of Our Most Dear and Entirely Beloved Uncle and Most Faithful Counsellor, Field Marshal His Royal Highness PRINCE ARTHUR WILLIAM PATRICK ALBERT, Duke of Connaught and of Strathern, Earl of Sussex (in the Peerage of the United Kingdom); Prince of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Duke of Saxony, Prince of Saxe-Coburg and Gotha; Knight of Our Most Noble Order of the Garter; Knight of Our Most Ancient and Most Noble Order of the Thistle; Knight of Our Most Illustrious Order of Saint Patrick; One of Our Most Honourable Privy Council; Great Master of Our Most Honourable Order of the Bath; Knight Grand Commander of Our Most Exalted Order of the Star of India; Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George; Knight Grand-Commander of Our Most Eminent Order of the Indian Empire; Knight Grand Cross of Our Royal Victorian Order; Our Personal Aide-de-Camp; Governor General and Commander-in-Chief of Our Dominion of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this TWENTY EIGHTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By Command,

4130

THOMAS MULVEY,
Under-Secretary of State.

Canada
Province of }
Quebec. }
[L. S.]

F. LANGELIER.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCOT, } **W**HEREAS Al-
Assistant Attorney General } mighty God has
been pleased, in His
extreme goodness, to grant this year, an abundant harvest and other blessings to the province of Que-
bec ;

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage notre population toute entière doivent être reconnus d'une manière solennelle et publique ; et nous avons fixé, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, LUNDI, le VINGT-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain 1912, comme JOUR D'ACTIONS DE GRACES pour remercier Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder à la province de Québec durant la présente année, Et nous invitons tous nos biens aimés sujets de Notre province de Québec d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et à icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce SEPTIEME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

4127 Sous-secrétaire de la province.

Canada,
Province de }
Québec. }
L. S.

F. LANGELIER

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le quinze octobre mil neuf cent douze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au cinq novembre prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le quinze octobre prochain ; vous convoquons par les présentes pour le CINQ NOVEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons ce vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec, pour y EXPEDIER LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce douzième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent douze, et de Notre règne le troisième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec,

3811

L. P. GEOFFRION.

We, therefore, considered that these blessings enjoyed by Our entire population call for a solemn and public acknowledgment ; accordingly, We have fixed, by and with the advice of the Executive Council of Our province of Quebec, MONDAY, the TWENTY EIGHTH day of OCTOBER next, 1912, as a DAY of GENERAL THANKS-GIVING to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings which He has been pleased to grant to the province of Quebec during this year. And We do invite all Our loving subjects of Our province of Quebec to observe the said day as a day of general thanksgiving.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

4128 Deputy Provincial Secretary.

Canada,
Province of }
Quebec. }

F. LANGELIER

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the fifteenth of October, one thousand nine hundred and twelve, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fifth of November next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the fifteenth of October next, and hereby convene you for the FIFTH of NOVEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings in the said city of Quebec, for the DESPATCH OF THE BUSINESS OF THE PROVINCE, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ;

WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable Sir FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this twelfth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

3812

Avis du Gouvernement

La formation d'une association sous le nom de "The Lachine Nest of Owls", dans le but que pourvoir et maintenir un fonds pour ses membres pour le paiement des bénéfices de maladie, accident, inhabilité et décès, et pour fournir des services médicaux gratuits aux membres, a été autorisée par ordre en conseil, en date du 3 octobre 1912.

Le principal bureau de l'association est dans la ville de Lachine.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896, S. R. P. Q., 1909, ce quatrième jour d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec.

4097

La formation d'une association sous le nom de "The Montreal Nest of Owls", dans le but de pourvoir et maintenir un fonds pour ses membres pour le paiement des bénéfices de maladie, accident, inhabilité et décès, et pour fournir les services médicaux gratuits, a été autorisée par ordre en conseil, en date du 3 octobre 1912.

Le principal bureau de l'association est dans la cité de Montréal.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896, S. R. P. Q., 1909, ce 4^e jour de d'octobre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des assurances,

Département du Trésor, Québec.

4095

Québec, 8 octobre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 3 octobre 1912, d'accorder, en faveur de Gaudiose Guérard, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant à la station d'Hébertville, comté du Lac Saint-Jean, district de Chicoutimi, la transmission des minutes, repertoire et index de feu Napoléon Michaud, en son vivant, notaire public, pratiquant à Hébertville, district susdit.

4131

Québec, 8 octobre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 3 octobre 1912, d'accorder en faveur de Charles-Arthur Gauvreau, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant à Fraserville, comté de Témiscouata, district de Kamouraska, la transmission des minutes, repertoire et index de feu son père, Louis-Narcisse Gauvreau, en son vivant notaire public, pratiquant à l'Isle-Verte, dans le district susdit.

4133

Québec, 8 octobre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Napoléon Médard Preville, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier, district de Joliette, par laquelle il demande la transmission en sa faveur, des minutes, repertoire et index de Hector Champagne, écuyer, notaire public, de Saint-Gabriel-de-Brandon, district susdit.

4169

Government Notices

The formation of an association under the name of the "Lachine Nest of Owls", for the purpose of providing and maintaining a fund for its members for the payment of sick, accident, disability and death benefits, and to furnish free medical services to members, has been authorized by order in council, dated the 3rd October, 1912.

The head office of the association is in the town of Lachine.

Given pursuant to paragraph 4 of article 6896, R. S. P. Q., 1909, this fourth day of October, 1912.

For the Treasurer of the Province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec.

4098

The formation of an association, under the name of "The Montreal Nest of Owls", for the purpose of providing and maintaining a fund for its members for the payment of sick, accident, disability and death benefits, and to furnish free medical services to members, has been authorized by order in council, dated the 3rd October, 1912.

The head office of the association is in the city of Montreal.

Given pursuant to paragraph 4 of article 6896, R. S. P. Q., 1909, this 4th day of October, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec.

4096

Québec, 8th October, 1912.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, has been pleased on the 3rd of October, 1912, to authorize in favor of Gaudiose Guérard, esquire, notary public, residing and practising at Hébertville station, county of Lake Saint John, district of Chicoutimi, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Napoléon Michaud, in his lifetime notary public, practising at Hébertville, aforesaid district.

4132

Québec, 8th October, 1912.

Notice is hereby given that His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Québec, has been pleased, on the 3rd of October, 1912 to authorize in favor of Charles Arthur Gauvreau, esquire, notary public, practising and residing at Fraserville, county of Témiscouata, district of Kamouraska, the transfer of the minutes, repertory and index of his late father, Louis Narcisse Gauvreau, in his lifetime notary public, practising at l'Isle-Verte, in the aforesaid district, in accordance with the provisions of the notarial code.

4134

Québec, 8th October, 1912.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Québec, by Joseph Napoléon Médard Preville, esquire, notary public, practising and residing at Saint Gabriel de Brandon, county of Berthier, district of Joliette, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of Hector Champagne, esquire, notary public, of Saint Gabriel de Brandon, aforesaid district.

4160

SÉNAT DU CANADA.

AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Extraits des règles du Sénat.

Toute demande au Parlement pour obtenir un bill privé, de quelque nature qu'il soit, doit être annoncée par avis inséré à la *Gazette du Canada*, cet avis doit indiquer d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, être signé par les pétitionnaires ou en leur nom et contenir l'adresse des signataires; et si elle a pour objet l'obtention d'un acte constitutif, il faut donner aussi dans l'avis le nom de la compagnie projetée.

Dans le cas où des pouvoirs exclusifs sont demandés, outre l'avis à insérer dans la *Gazette du Canada*, il doit en être publié un semblable dans quelqu'un des principaux journaux de la principale cité ou ville ou du principal village de chaque comté du district de la province ou du territoire que l'acte demandé intéresse, selon la nature de l'entreprise projetée.

Et si les travaux d'une compagnie (constituée ou à constituer) doivent être déclarés d'utilité générale pour le Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis; et les requérants feront envoyer par lettre enregistrée une copie de cet avis au secrétaire de chaque conseil de comté et de chaque corporation municipale spécialement intéressée dans la construction ou l'exploitation de ces travaux, ainsi qu'au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou seront situés, en sorte que cette copie parvienne à ces fonctionnaires cinq semaines au moins avant la considération de la pétition par le comité des Ordres permanents; et la preuve de l'accomplissement de cette prescription par les requérants devra s'établir par déclaration statuaire adressée au greffier du Sénat.

Dans tous les cas, les avis insérés soit à la "*Gazette du Canada*" ou dans les journaux, doivent se publier au moins une fois par semaine pendant cinq semaines consécutives; et, lorsqu'ils se publient dans les provinces de Québec et du Manitoba, ils doivent être en langue anglaise et en langue française. Il faut envoyer au greffier du Sénat des exemplaires marqués de chaque numéro de tous les journaux contenant l'avis, avec sur le pli de la feuille les mots: "*Avis de bill privé*"; où l'on peut transmettre, au lieu des journaux une déclaration statuaire que l'avis a été dûment publié.

Pour plus amples détails, voir les règles du Sénat y relatives, publiées dans la "*Gazette du Canada*," ou s'adresser à ce bureau.

SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,

4107

Greffier du Sénat.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. Arthur Godbout, avocat, Georges Cloutier, médecin, Jean Jos. Lavoie, notaire, Rodolphe Marcotte, agent d'assurances, et R. mi Bolduc, avocat, du village Saint-Georges Est, comté de Beauce, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder des propriétés immobilières;

Vendre, louer, transporter, échanger toutes telles propriétés immobilières ou aucune partie d'icelles, en disposer ou en faire le commerce autrement, et développer, améliorer et disposer aucune telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement;

Prendre et posséder des hypothèques, obligations et charges pour assurer le paiement du prix d'achat d'aucune des propriétés vendues par la compagnie, ou tous argents dus à la compagnie par les acheteurs ou avancés par la compagnie aux acheteurs, pour les fins de construction ou autres améliorations.

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre

THE SENATE OF CANADA.

NOTICE FOR PRIVATE BILLS.

Extracts from the rules of the Senate.

All applications to parliament for private bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a notice published in the *Canada Gazette*; such notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same; and, when the application is for an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the notice.

In cases where exclusive powers are asked, in addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall also be published in some leading newspapers in the principal city, town or village in each county or district in each province or territory which may be affected by the passing of such private bills, according to the nature of the undertakings contemplated.

And, if the works of any company (incorporated or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specifically mentioned in the notice; and the applicants shall cause a copy of such notice to be sent by registered letter to the clerk of each county council and of each municipal corporation which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also, to the secretary of the province in which such works are, or may be located, so as to reach those officers not less than five weeks before the consideration of the petition by the committee on Standing Orders; and statutory declaration establishing proof of such mailing must be sent to the clerk of the Senate.

All such notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week for a period of five consecutive weeks, and, when published in the provinces of Quebec and Manitoba, shall be in both the English and French languages; and marked copies of each issue of all newspapers containing any such notice shall be sent to the clerk of the senate, endorsed "*Private bill notice*", or statutory declaration as to due publication may be sent in lieu thereof.

For fuller particulars see the rules of the Senate relating thereto published in the "*Canada Gazette*", or apply to this office.

SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,

4108

Clerk of the Senate.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of September, 1912, incorporating Messrs. Arthur Godbout, advocate, Georges Cloutier, physician, Jean Jos. Lavoie, notary, Rodolphe Marcotte, insurance agent, and Rémi Bolduc, advocate, of village Saint Georges East, county of Beauce, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise, and hold immovable property;

To sell, lease, transfer, exchange any such immovable property or any part of such, dispose thereof or deal in same, and develop, improve and dispose of any said property into building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To take and hold hypothecs, obligations and liens to assure the payment of the purchase price of any of the property sold by the company or any money due to the company by the purchasers or advanced by the company to purchasers for the purposes of building or other improvements;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and

et disposer d'actions, stocks, débetures ou garanties dans aucune autre compagnie ayant le même but en tout ou en partie que celui de cette compagnie, et faisant affaires de manière à apporter directement ou indirectement des bénéfices à cette compagnie ;

Vendre ou disposer autrement d'aucune partie d'immeubles ou toute propriété possédée par la compagnie pour telle considération, termes et conditions que la compagnie jugera à propos, et accepter de l'argent, actions, débetures, stock et garanties d'aucune autre compagnie ayant un objet semblable en tout ou en partie à celle-ci, en paiement ou en partie de paiement de telles propriétés ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie semblable à ceux de cette compagnie ;

Acquérir et posséder toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stocks, biens et tous autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des privilèges ci-dessus, à une valeur jugée raisonnable par la compagnie ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en espèces, toutes actions, débetures, garanties ou propriété appartenant à la compagnie ;

Et en général faire toutes choses en rapport à la mise en opération des objets de la compagnie, sous le nom de "North Shore Realty Company, Limited", avec un capital de cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$199,000.00), divisé en dix-neuf cent quatre-vingt-dix (1990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

4121

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1912, constituant en corporation MM. Edmond Sawyer, imprimeur, Léon Sawyer, commis, Cléophas Sawyer, comptable, Arthur Quesnel, typographe, et Téléphone Prud'homme, gentilhomme, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce en général d'imprimerie, relieure, réglage et de fourniture de bureau ;

Produire et manufacturer les produits formant en aucune manière quelconque directement ou indirectement l'objet de tel commerce ou industrie ;

Demander ou obtenir ou affermer ou acquérir autrement, et posséder, employer, mettre en opération, vendre, céder toutes marques de commerce, patentes d'invention, ou autres tels droits et privilèges qui peuvent être utiles à la compagnie, ou en disposer autrement ;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs accordés par la "Loi des Compagnies", en autant qu'il sera jugé nécessaire ou utiles aux dites fins, et spécialement ;

Promouvoir ou aider à promouvoir et devenir actionnaire dans toute compagnie auxiliaire ou autre compagnie ayant en tout ou en partie des objets semblables à ceux de cette compagnie ou se consolider ou s'amalgamer avec icelles aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos ;

Emettre, repartir des actions acquittées du capital-action de la compagnie soit privilégiées ou ordinaires en paiement ou partie de paiement pour toute propriété, meubles ou immeubles ou tous les deux, et pour tous droits, privilèges ou concessions garantis par achats, bail ou autrement, ou pour services rendus ou convenu de rendre à la compagnie par toutes personnes dans la formation et le progrès de la compagnie, ou la conduite de ses affaires, sous le nom de "Edmond Sawyer Limitée", avec un capital de vingt cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux mille cinq cents actions (2500) de dix piastres (\$10.00) chacune.

dispose of the shares, stocks, debentures or securities in any other company having the same purpose in whole or in part as that of this company and carrying on business so as directly or indirectly to benefit this company ;

To sell or otherwise dispose of any part of the immoveable or any property held by the company for such consideration, terms and conditions as the company may deem fit, and accept the cash, shares, debentures, stock and securities of any other company having a similar object in whole or in part to this company in payment or part payment for such properties ;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To acquire and hold any businesses, franchises, undertakings, property, rights, privileges, leases, contracts, immoveables, stocks, goods and other rights that the company may legally acquire under the hereabove privileges at a value deemed reasonable by the company ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any shares, debentures, securities or property belonging to the company ;

And generally do all and everything in connection with the carrying out of the objects of the company, under the name of the "North Shore Realty Company, Limited", with a capital of one hundred and ninety nine thousand dollars (\$199,000.00), divided into nineteen hundred and ninety (1990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

4122

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1912, incorporating Messrs. Edmond Sawyer, printer, Léon Sawyer, clerk, Cléophas Sawyer, accountant, Arthur Quesnel, typographer, and Téléphone Prud'homme, gentleman, of the city of Montreal, for the following purposes :

To deal in and carry on the business of printing, binding, ruling and office supplies ;

To produce and manufacture the products forming in any manner whatsoever directly or indirectly the object of such business or trade ;

To apply for, obtain, rent or otherwise acquire and hold, employ, operate, sell, convey any trade, marks, patents of invention or other such rights and privileges that may be useful to the company, or otherwise dispose thereof ;

To do all the acts and exercise all the powers granted by the "Companies Act" in so far as may be deemed necessary or useful to the said purposes, and especially ;

To promote or aid in promoting and become a shareholder in any auxiliary or other company having in whole or in part similar objects to those of this company or to consolidate or amalgamate with same on the terms and conditions that may be deemed advisable ;

To issue and allot paid up shares of the capital stock of the company either preferred or common in full or part payment for any property moveables or immoveables, or both, and for any rights, privileges or concessions secured by purchase, lease or otherwise, or for services rendered or agreed to be rendered to the company by any persons in the formation and progress of the company or the management of its business, under the name of "Edmond Sawyer Limitée", with a capital of twenty five thousand dollars (\$25,000.00, divided into twenty five hundred (2500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,
4163 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trente septembre 1912, par lesquelles la compagnie "East Broughton Commercial Company" a été autorisée à changer son nom par celui de "La Compagnie Industrielle et Commerciale Limitée de East Broughton", et a obtenu des pouvoirs additionnels suivants :

Acheter, acquérir par vente, échange ou autrement de la laine et du coton bruts ou tissés ; carder, filer, tisser la laine et le coton ; vendre ou échanger la laine et le coton ou produits accessoires ou similaires ; manufacturer du drap, de la toile et tout ce qui peut se fabriquer avec la laine et le coton ou autres produits accessoires ou similaires, les vendre ou échanger ; acquérir, louer ou posséder les machines nécessaires à cette fin, et d'une manière générale, avoir tous les pouvoirs nécessaires pour fabriquer, manufacturer et commercer la laine et le coton et les produits accessoires ou similaires.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,
4161 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trois octobre 1912, constituant en corporation MM. Napoléon Bédard, négociant, O. Marceau, marchand, de la cité de Québec, C.F.X. Villeneuve, et F. Xavier Latulippe, cultivateurs, et J. R. H. Byrne, commis, de Charlesbourg, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'immeubles sous toutes ses formes, et tous autres commerces ou transactions dans l'intérêt de la compagnie, sous le nom de "The Quebec County Realty Company", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,
4165 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trente septembre 1912, par lesquelles la compagnie "Cote St. Luc Realty Limited" a été autorisée à changer son nom par celui de "Cote St. Luc Land Improvement Company Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province ce trentième jour de septembre 1912.

J. C. SIMARD,
4167 Sous-secrétaire de la province.

No 2575-12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 23 septembre 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Sainte Angélique, comté de Labelle, les lots portant les Nos 55, 56, 57 et 58 et de les annexer à la municipalité scolaire de Montebello, même comté.

3863-2

The principal place of business of the said company, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,
4164 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September 1912, by which the "East Broughton Commercial Company" has been authorized to change its name to "La Compagnie Industrielle et Commerciale Limitée de East Broughton", and has obtained the following additional powers :

To purchase, acquire by sale, exchange or otherwise, raw or woven wool and cotton ; to card, spin, weave wool and cotton ; to sell or exchange wool and cotton or similar or accessory products ; to manufacture cloth, linen and anything that may be manufactured with wool and cotton or other similar or accessory products, and sell or exchange same ; to acquire, lease or hold the machinery necessary for such purpose, and in a general manner to have all the necessary powers to manufacture, make and deal in wool and cotton and similar or accessory products.

Dated from this office of the Provincial Secretary, this thirty first day of September, 1912.

C. J. SIMARD,
4162 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of October, 1912, incorporating Messrs. Napoléon Bédard, trader, O. Marceau, merchant, of the city of Québec, C.F.X. Villeneuve, and F. Xavier Latulippe, farmers, and J. R. H. Byrne, clerk, of Charlesbourg, for the following purposes :

To carry on the real estate business in all its forms and any other business or transaction in the interest of the company, under the name of "The Quebec County Realty Company", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the company, in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of October, 1912.

C. J. SIMARD,
4166 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act Supplementary, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the thirtieth day of September, 1912, by which the company "Cote St. Luc Realty Limited" has been authorized to change its name to "Cote St. Luc Land Improvement Company Limited".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,
4168 Deputy Provincial Secretary.

No. 2575-12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 23rd September, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Sainte Angélique, county of Labelle, the lots bearing the Nos. 55, 56, 57 and 58, and to annex same to the school municipality of Montebello, same county.

3864

Québec, 11 septembre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province de Québec, par Francis E. McKenna, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, d'un minutes, repertoire et index de feu William H. Cox, en son vivant notaire public, pratiquant et résidant à Montréal, district susdit.

4173

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. Arthur E. Simard, notaire, Johnny Lemieux, gentilhomme, Marc-Aurèle Lemieux, avocat, Robert Trudel, notaire, Henri Gauvin, médecin-vétérinaire, Roméo Depeyre, étudiant, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce général d'immeubles, louer, acheter et transiger sur les immeubles ;
Arpenter, subdiviser, améliorer et développer des terres, dans le but de les vendre, ou autres buts et pour faire et accomplir toutes choses nécessaires et utiles à ces fins pour des résidences, des établissements de commerce ou des industries ;

Vendre, louer ou disposer autrement de la propriété et entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelles, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos et en particulier pour actions, débetures, obligations ou garantie de toute autre compagnie ;

Emettre et assigner du stock acquitté de la compagnie en paiement ou partie de paiement de toute affaires, services, franchises, entreprises, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licences, contrats, brevets d'invention, marques de commerce, immeubles, stock, obligations, débetures et autres propriétés et droits que la compagnie peut légalement acquérir ;

Employer en tout ou en partie ses fonds pour l'achat d'actions d'autres corporations, faisant en tout ou en partie un commerce ou des opérations semblables à ceux de la compagnie ;

Transiger et négocier avec toutes autres compagnies faisant le même genre d'affaires et généralement faire toutes les opérations nécessaires au commerce d'immeubles ;

Ériger et construire des magasins, maisons, maisons d'habitation, maisons à appartement et toutes sortes de bâtisses en général sur la propriété immobilière de la compagnie et de les hypothéquer, vendre, louer, échanger ou transporter autrement, et acquérir ou posséder des hypothèques ou obligations sur le terrain vendu ou disposé par la compagnie ou sur tout autre terrain qui peut paraître convenable ;

Acheter, ériger, construire ou autrement acquérir, posséder, affréter, maintenir, mettre en opération, conduire, naviguer et employer des bateaux à vapeur, à gazoline, et autres, des barges, bacs et vaisseaux pour les fins de ses affaires ou autrement, et acheter ou acquérir autrement des actions dans aucun vaisseau ;

Acquérir, posséder et mettre en opération des moulins à scie, moulins à bardeaux et faire le commerce de bois en général ;

Entrer en aucun arrangement avec toutes autorités, municipales, locales ou autrement, qui peut paraître utile aux objets de la compagnie, ou aucun d'eux, ou obtenir de toute telle autorité tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut juger à propos d'obtenir et faire, exercer et exécuter les dits

Quebec, 11th September, 1912.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Francis E. McKenna, esquire, notary public, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertoire and index of the late William H. Cox, in his lifetime notary public, practising and residing at Montreal, aforesaid district.

4174

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1912, incorporating Messrs. Arthur E. Simard, notary, Johnny Lemieux, gentleman, Marc-Aurèle Lemieux, advocate, Robert Trudel, notary, Henri Gauvin, veterinary surgeon, Roméo Depeyre, student, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on a real estate business, lease, purchase and deal in immoveable property ;

To survey, subdivide, improve and develop lands for the purpose of selling same or other purposes and to do and carry out anything necessary and useful to such purposes for residences, business establishments or factories ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit and particularly for the shares, bonds, debentures or securities of any other company ;

To issue and allot the paid up stock of the company in payment or part payment for any business, services, franchises, undertakings, rights, powers, privileges, lease, licenses, contracts, patents of invention, trade marks, immoveables, stock, bonds, debentures and other property and rights that the company may legally acquire ;

To employ its funds in whole or in part for the purchase of shares in other corporations carrying on in whole or in part a business or operations similar to those of the company ;

To deal and trade with any other companies carrying on the same kind of business and generally carry on any operations necessary in the real estate business ;

To build and erect stores, houses, dwelling houses, apartment houses and other kinds of structures generally on the immoveable property of the company, and to hypothecate, sell, lease, exchange or otherwise transfer same, and acquire or hold hypothecs or obligations on the land sold or disposed of by the company or on any other land that may appear suitable ;

To purchase, erect, construct or otherwise acquire, hold, charter, maintain, operate, manage, navigate and employ steam, gasoline and other boats, barges, ferryboats and vessels for the purposes of its business or otherwise, and purchase or otherwise acquire shares in any vessels ;

To acquire, hold and operate saw and shingle mills and deal in lumber generally ;

To enter into any arrangement with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise

arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Manufacturer, acheter, vendre, trafiquer et faire le commerce de toutes sortes de matériaux de constructions, fer, acier, bois, brique, ciments, pierres, sable, gravier et autres matériaux de constructions et produits manufacturés ou non manufacturés ;

Tirer, faire, endosser, accepter, escompter et émettre des billets promissaires, lettres de change et autres instruments négociables ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires de toute partie de la propriété de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations sur icelles, et aider au moyen d'avances ou autrement à la construction et l'entretien de chemins, rues, ouvrages hydrauliques, égouts et autres améliorations et travaux calculés pour en faciliter l'accès ou pour donner plus de valeur à la propriété de la compagnie ;

Aucun pouvoir octroyé par les présentes ne sera limité ou restreint par l'application ou l'interprétation de tout autre pouvoir ainsi accordé ;

Faire toutes autres affaires et opérations ayant rapport ou étant utiles à l'acquisition des objets et à l'exercice des pouvoirs et obligations auxquels la compagnie est autorisée, soit par principaux, soit comme agents. Les pouvoirs dans chaque cas ne devant être considérés comme limités ou restreints par interprétation ou déduction des termes de chacun d'eux, sous le nom de "New Quebec Realty Company Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

3967

and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To manufacture, purchase, sell, deal and trade in all kinds of building materials, iron, steel, wood, brick, cement, stone, sand, gravel and other building materials and products manufactured or non manufactured ;

To draw, make, endorse, accept, discount and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments ;

To make advances by way of loans to the purchasers or lessees of any part of the property of the company for the purpose of building or other improvements on same, and aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, waterworks, drains and other improvements and works calculated to facilitate access thereto or to increase the value of the property of the company ;

No power granted hereby shall be limited or restricted by the application or interpretation of any other power thus granted ;

To do and carry on any other business and operations connected with or useful for the acquisition of the objects and for the exercise of the powers and obligations which the company is authorized, either as principals or as agents. The powers in each case not to be considered as limited or restricted by interpretation or deduction from the terms of any of same, under the name of "New Quebec Realty Company, Limited", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

3968

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. Abel François Turcotte, marchand, Joseph Hector Meunier, agent commercial, Olivier Arthur Gignac, manufacturier, Ernest Stewart Poulin, commis, Frédéric Poulin, comptable, Pierre Rosario Leclerc, comptable et Thomas Brophy, marchand, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

L'encouragement de l'éducation, la récréation, l'amusement et l'amélioration des relations sociales de ses membres et particulièrement afin de développer leurs forces physiques par des exercices corporels, tels que jeux de billards et de quilles ;

Que les actions de la compagnie ne pourront être vendues ou transférées qu'aux actionnaires, sous le nom de "Arcanum Chambers Company", avec un capital de huit mille piastres (\$8,000.00), divisé en huit cent (800) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

4013

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of September, 1912, incorporating Messrs. Abel François Turcotte, merchant, Joseph Hector Meunier, commercial agent, Olivier Arthur Gignac, manufacturer, Ernest Stewart Poulin, clerk, Frédéric Poulin, accountant, Pierre Rosario Leclerc, accountant, and Thomas Brophy, merchant, of the city of Quebec, for the following purposes :

The encouragement of education, recreation, amusement and the improvement of social relations among its members, and particularly so as to develop their physical strength by corporal exercises such as games of billiards and bowling ;

That the shares of the company shall only be sold or transferred to the shareholders, under the name of "Arcanum Chambers Company", with a capital of eight thousand dollars (\$8,000.00), divided into eight hundred (800) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

4014

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre 1912, constituant en corporation le Révd J. W. Proulx, prêtre et curé, MM. Geo. Blais, industriel, Donat Proulx, marchand, Téles. Kirouac et Arthur Lemieux, cultivateurs, tous de Sainte-Euphémie, dans les buts suivants :

Construire et exploiter un aqueduc dans la paroisse de Sainte-Euphémie, construire des canaux de drainage et d'égouts et autres choses s'y rapportant, sous le nom de "La Compagnie d'Aqueduc de Sainte-Euphémie", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sainte-Euphémie, district de Montmagny.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

4011

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. H. E. Gauthier, marchand, Avila Bédard, ingénieur, de la cité de Québec, Lionel Lemieux, notaire public, de Lévis, Honoré Grenier, avocat, J. E. Rondeau, géographe, J. R. H. Byrnes, comptable et O. Marceau, marchand, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'immeubles et toutes autres transactions ou commerces dans l'intérêt de la compagnie, sous le nom de "Quebec Bridge & Railway Terminals Realty Company", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

3999

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. Louis Alexandre Plante, Joseph Baptiste Poirier, de la cité de Québec, Joseph Adjour Marcoux, de la paroisse de Stanfold, et Antoine Arthur Dubé, de Saint-Agapitville, tous quatre commis-voyageurs, et Anicet St-Laurent, comptable, de la ville de Lévis, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail (emphytéotique ou ordinaire) ou par tout autre titre légal, et posséder, tenir, vendre, louer, sous-louer ou mettre à profit des immeubles, terrains, bâtisses, tenements et héritages et droits y ayant rapport, de toute sorte et description, ou en disposer autrement, et effectuer l'assurance contre les pertes par le feu ou autrement de toutes bâtisses, matériel ou choses appartenant à la compagnie ;

Développer, disposer, améliorer et en aucune autre manière faire le commerce avec sa propre propriété immobilière ou autres, y compris la division d'icelles en lots à bâtir, rues, carres, ruelles ou autrement, et sur telles propriétés, faire, construire, bâtir et maintenir des chemins, ponts et autres voies de communication, égouts, canaux, aqueducs, maisons, moulins, manufactures et toutes autres cons-

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of September, 1912, incorporating the Revd. J. W. Proulx, priest and curé, Messrs. Geo. Blais, manufacturer, Donat Proulx, merchant, Teles. Kirouac and Arthur Lemieux, farmers, all of Sainte Euphémie, for the following purposes :

To build and operate a waterworks in the parish of Sainte-Euphémie, and construct drains, sewers and other things connected therewith, under the name of "La Compagnie d'Aqueduc de Sainte Euphémie" with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sainte Euphémie, district of Montmagny.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

4012

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1912, incorporating Messrs. H. E. Gauthier, merchant, Avila Bédard, engineer, of the city of Quebec, Lionel Lemieux, notary public, of Lévis, Honoré Grenier, advocate, J. E. Rondeau, geographer, J. R. H. Byrnes, accountant, and O. Marceau, merchant, of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on a real estate business and any other transactions or business in the interest of the company, under the name of "Quebec Bridge & Railways Terminals Realty Company", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

4000

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of September, 1912, incorporating Messrs. Louis Alexandre Plante, Joseph Baptiste Poirier, of the city of Quebec, Joseph Adjour Marcoux, of the parish of Stanfold, and Antoine Arthur Dubé, of Saint Agapitville, all four commercial travellers, and Anicet St-Laurent, accountant, of the town of Lévis, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease (emphyteutic or ordinary) or by any other legal title, and to own, hold, sell, lease, sublet or otherwise dispose of or turn to account real estate, lands, buildings, tenements and hereditaments and the right therein and thereunder of every kind and description, and to effect the insurance against loss by fire or otherwise of any buildings, plants or things owned by the company ;

To develop, lay out, improve and in any other way deal with its own or other immoveable property, including the division of the same into building lots, streets, squares, lanes or otherwise, and upon such properties to make, construct, build, and maintain roads, bridges, and other means of communication, sewers, drains, waterworks, houses, mills, factories and all other construction necessary to

tructions nécessaires ou utiles pour l'occupation, emploi ou amélioration de toute telle propriété ;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des affaires avec la compagnie, et faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations, et prendre et tenir des hypothèques, obligations, baux et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie, ou argent dû à la compagnie par les acquéreurs ou par toutes autres personnes, ou avancé par la compagnie aux acquéreurs ou à toutes autres personnes ;

Engendrer, manufacturer, produire, accumuler, acheter et employer la vapeur, le gaz, l'air comprimé et l'électricité, les vendre ou en disposer autrement, et les fournir pour les fins d'éclairage, chauffage et pouvoir aux occupants de toutes bâtisses possédées ou mises en opération par la compagnie, ou à toutes autres personnes, sociétés ou corporations, pourvu que les pouvoirs conférés par les présentes à la compagnie, lorsqu'ils seront exercés sur les terres de la compagnie, soient sujets aux lois locales et municipales à cette fin ;

Acquérir par achat, bail, échange ou par tout autre titre légal, et posséder, aliéner, soit seule ou conjointement avec autres, toutes ou aucune partie des affaires, biens, actifs, franchises, clientèle, droits et privilèges, en disposer ou en faire le commerce autrement, avec ou sans se charger des obligations de toutes personnes, sociétés ou corporations faisant toutes affaires ou entreprises semblables à celles que cette compagnie est autorisée à faire ou possédant une propriété ou intérêts ou droits en icelle convenables pour les fins de cette compagnie, et acheter ou acquérir autrement aucune ou toutes les actions, débetures ou autres garanties de la dite corporation, et payer pour tous droits et objets acquis, en tout ou en partie en argent, en tout ou en partie en actions, obligations ou débetures, ou par l'émission d'actions acquittées et non sujettes à appel du capital actions de la compagnie ou autrement ;

Faire toutes affaires soit manufacturées ou autrement et vendre toutes marchandises qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie, ou calculées pour augmenter la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie ;

Demander, enregistrer, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, patentes d'invention, licences, concessions et autres semblables, conférant le pouvoir de se servir d'aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité qui peut paraître capable d'être employé pour aucune des fins de la compagnie, et de les payer en obligations, débetures ou autres garanties ou actifs de la compagnie, ou par l'émission d'actions acquittées et non sujettes à appel de son capital actions ou autrement, et employer, exercer, développer, octroyer des licences y ayant rapport ou autrement mettre à profit tous biens, droits ou concessions ainsi acquis ;

Placer et faire le commerce avec les argents de la compagnie non immédiatement requis en la manière qui peut être déterminée de temps en temps ;

Payer pour tous biens, droits ou objets acquis par la compagnie et rémunérer toute personne, société ou corporation pour services rendus à la compagnie, antérieurs ou subséquents à son incorporation et organisation ou autrement, en obligations, débetures ou autres garanties ou actifs de la compagnie, ou par l'émission d'actions acquittées et non sujettes à appel du capital actions ou autrement ;

or expedient for the occupation, use, or improvement of any such property ;

To lend money to customers and others having dealings with the company, and to make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements, and to take and hold mortgages, hypothecs, leases, and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or money due to the company from purchasers or any other persons or advanced by the company to purchasers or any other persons ;

To generate, manufacture, produce, accumulate, purchase and use steam, gas, compressed air and electricity, and to sell or otherwise dispose of and supply the same for light, heat and power purposes to the occupants of any buildings owned or operated by the company, or to any other persons, firms or corporations, provided that the powers hereby conferred on the company shall, when exercised, be on the lands of the company, and be subject to local and municipal regulations in that behalf ;

To acquire by purchase, lease, exchange, or by any other legal title, and to hold, alienate dispose of or otherwise deal with, either solely or jointly with others, the whole or any part of the business, property, assets, franchises, good-will, rights and privileges, with or without assuming the liabilities of any persons, firms or corporations carrying on any business or undertaking similar to that which this company is authorized to carry on or possessed of, or interested in property or rights suitable for the purposes of this company, and to purchase or otherwise acquire any or all of the shares, debentures, or other securities of said corporation, and to pay for any rights and things acquired wholly or partly in cash, wholly or partly in shares, bonds or debentures, or by the issuing of shares of the company's capital stock as fully paid up non-assessable or otherwise ;

To carry of any business, whether manufacturing or otherwise, and sell any merchandise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company, or calculated to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights ;

To apply for, register, purchase or otherwise acquire any trade marks, patents of invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, and to pay for the same in bonds, debentures, or other securities or assets of the company, or by issuing shares of its capital stock as fully paid up and non-assessable or otherwise and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any property, rights or concessions so acquired ;

To invest and deal with moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To pay for any property, rights or things acquired by the company and to remunerate any person, firm or corporation for services rendered to the company previous or subsequent to its incorporation and organization or otherwise in bonds, debentures or other securities or assets of the company, or by the issue of shares of capital stock as fully paid up and non assessable or otherwise ;

Prendre, acheter ou acquérir par souscription originale ou autrement les actions, obligations ou autres garanties ou actifs de toute autre corporation faisant des affaires semblables à celles de la compagnie, et les payer en obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie, ou par l'émission d'actions acquittées et non sujettes à appel de son capital action ou autrement, et durant la possession et jouissance d'aucune telles garanties ainsi acquises, exercer tous les droits et pouvoirs de propriétés d'icelles, y compris les pouvoirs de voter ;

Promouvoir ou aider à promouvoir toute compagnie dans le but de faire toutes affaires semblables à celles de cette compagnie ou dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens de cette compagnie ou pour toutes autres fins qui peuvent paraître directement ou indirectement calculées pour le bénéfice de cette compagnie ;

Entrer en aucun arrangement avec toute autorité ou gouvernement, municipal, local ou autrement qui peut paraître utile aux objets de la compagnie ou à aucun d'eux ;

Entrer en aucune amalgamation, société ou arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, co-opération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute compagnie faisant ou engagée dans aucune affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et prêter de l'argent à toute telle compagnie, garantir ses contrats ou l'aider autrement ;

Vendre tous ou aucune partie des biens, actifs ou entreprise de la compagnie comme une affaire en opération ou autrement, pour telle considération que la compagnie jugera à propos et en particulier en tout ou en partie en argent, actions acquittées, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer autrement ;

Distribuer en espèce ou autrement, suivant qu'il sera déterminé, tous les actifs de la compagnie parmi ses actionnaires, et en particulier les actions, obligations et débetures de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou que cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer ;

Faire toutes telles autres choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'acquisition des objets de la compagnie ou pour la mise en opération des objets de la compagnie ;

Faire aucune des susdites choses comme patrons, agents ou entrepreneurs, fidéicommiss ou autrement, et par ou l'intermédiaire de fidéicommiss ou agents ou autrement, et soit seule ou conjointement avec autres ;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ci-dessus ne seront en aucune manière limités ou restreints par rapport à ou déduction de tout autre paragraphe sous le nom de "The Queen City Realty Co", avec un capital de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

4001

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf septembre 1912, constituant en corporation MM. Joseph Moïse Nault, marchand, Joseph Emile Noël, médecin, Joseph Hector Poupard, commis, Arthur Pigeon, avocat, et Joseph Albert Comtois, commis, de la cité de Sherbrooke, dans les buts suivants :

To take, purchase or acquire by original subscription or otherwise the shares, bonds or other securities or assets of any other corporation carrying on a business similar to that of the company, and to pay for the same in bonds, debentures or other securities of the company, or by issuing shares of its capital stock as fully paid up and non assessable or otherwise, and will holding or enjoying any such securities thus acquired to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including voting powers ;

To promote or assist in promoting any company for the purpose of carrying on any business similar to that of this company or for the purpose of acquiring all or any of the property of this company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company ;

To enter into any arrangement with any authority or government, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them ;

To enter into any amalgamation, partnership or arrangement for sharing profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any company carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to lend money, to guarantee the contracts of or otherwise assist any such company ;

To sell or otherwise dispose of in whole or in part any of the property, assets or undertaking of the company as a going concern or otherwise for such consideration as the company may think fit, and in particular in whole or in part in cash fully paid up shares, bonds, debentures, or other securities or any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company amongst its shareholders, and particularly the shares, bonds, and debentures of any other company belonging to this company or which this company may have the power to dispose of ;

To do all such other things as may be incidental or conducive to the attainment of the company's objects or for the carrying out of the company's purposes ;

To do any of the above things as principals, agents or contractors, trustees or otherwise, and by or through trustees or agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

The powers of each paragraph herein are in no way to be limited or restricted by means of reference to or inference from any other paragraph under the name of "The Queen City Realty Co.", with a capital of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

4002

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1912, incorporating Messrs. Joseph Moïse Nault, merchant, Joseph Emile Noël, physician, Joseph Hector Poupard, clerk, Arthur Pigeon, advocate, and Joseph Albert Comtois, clerk, of the city of Sherbrooke, for the following purposes :

Faire les affaires de marchands en gros et en détail, et plus spécialement le commerce en gros et en détail de vêtements, merceries, marchandises sèches, soieries, lainages, chapeaux, fourrures et chaussures;

Agir comme agents généraux ou spéciaux, agents ou marchands à commission pour toutes personnes, sociétés ou corporation manufacturant ou vendant en gros ou en détail aucun des objets, marchandises ou effets ci-dessus mentionnés ou autres semblables;

Acquérir des fonds de commerce, les vendre en bloc ou en détail, ou les liquider par encan;

Acquérir, détenir, posséder, vendre, échanger, louer ou autrement aliéner des biens mobiliers et immobiliers;

Acheter ou acquérir autrement toutes affaires en rapport avec les fins de la compagnie, avec ou sans les propriétés immobilières, droits et contrats lui appartenant, et assumer ses obligations, lorsqu'il sera jugé à propos, et payer toutes telles affaires en argent ou en actions, obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie;

Acheter, acquérir, posséder, vendre des actions du capital-actions de toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de la compagnie ou y ayant rapport, et de payer toutes telles actions en argent ou en actions, obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie;

Entré en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits ou pour l'union d'intérêts avec toute personne ou compagnie engagée ou sur le point d'être engagée dans toutes affaires ou entreprises que la compagnie est autorisée à faire et garantir les contrats d'icelle, lui faire des avances d'argent, ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, sous le nom de "J. M. Nault, Limitée", avec un capital de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en huit cents (800) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

3987

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. Nérée Robillard, chef de gare, de Saint-Martin, Narcisse Dagenais, contremaitre, de Sainte-Thérèse de Blainville, Joseph Oléas Lacroix, conseil du Roi, de Montréal, Ernest Jérôme, courtier, de Sainte-Thérèse de Blainville, Joseph M. Robillard, chef de gare de Sainte-Thérèse de Blainville, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, posséder, louer ou sous-louer toutes terres ou terrains contenant les éléments nécessaires pour manufacturer ou fabriquer toutes sortes de briques, ciments, tuiles, terracota, chaux, mortiers, granits, marbres, pierres ou toutes autres fabrications du même genre et pouvant être connexé avec les objets ci-dessus mentionnés, et de tenir manufacture pour y manufacturer les dits objets;

D'acheter, vendre, louer ou sous-louer, posséder directement ou indirectement, tous terrains contenant du sable, destinés à la construction des bâtisses en général ou à la fabrication des objets mentionnés dans l'allégué 1, de la présente requête;

De vendre, mettre en dépôt, donner en garanties, tous objets manufacturés ou fabriqués par la présente compagnie, et tous matériaux appartenant à la dite compagnie, et faire le comermce d'iceux;

To carry on business as wholesale and retail merchants and more particularly deal wholesale and retail in clothing, haberdashery, drygoods, silk and wollen goods, hats, furs and boots and shoes;

To act as general or special agents, commission merchants or agents for any persons, firms or corporations manufacturing or selling wholesale and retail any of the hereabove mentioned or other similar objects, merchandise or goods;

To acquire any stocks in trade, sell same in block or in detail or by auction;

To acquire, hold, own, sell, exchange, lease or otherwise alienate moveable and immoveable property;

To purchase or otherwise acquire any business in connection with the purposes of the company, with or without the immoveable property, rights and engagements belonging to same, and assume the obligations thereof when deemed advisable, and pay for any such business in cash or in shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To purchase, acquire, hold, sell the shares of the capital stock of any other company having the same objects as those of the company or connected therewith, and to pay for any such shares in cash or in shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for the sharing of profits or the union of interest with any person or company engaged in or about to engage in any business or undertaking that the company is authorized to carry on, and guarantee the contracts of such, make them advances of money or otherwise aid any such person or company, under the name of "J. M. Nault, Limitée", with a capital of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into eight hundred (800) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sherbrooke.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

3988

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1912, incorporating Messrs. Nérée Robillard, station master, of Saint Martin, Narcisse Dagenais, foreman, of Sainte Thérèse de Blainville, Joseph Oléas Lacroix, King's Counsel, of Montreal, Ernest Jérôme, broker, of Sainte Thérèse de Blainville, Joseph M. Robillard, station master, of Sainte Thérèse de Blainville, for the following purposes:

To purchase, sell, hold, lease or sublet any lots or lands containing the necessary elements to manufacture or make any kind of brick, cement, tiles, terracota, lime, mortar, granite, marble, stone or any other products of a similar nature and that may be connected with the hereabove mentioned objects, and to have a factory to manufacture the said objects therein;

To purchase, sell, lease or sublet, hold directly or indirectly any land containing sand, destined for the construction of buildings generally or for the manufacture of the objects mentioned in the first paragraph of this petition;

To sell, pledge, give as security any objects manufactured or made by this company and any materials belonging to the said company and deal in same;

D'acquérir, posséder, louer, bâtir, construire des maisons ou toutes autres sortes d'autres bâtisses, ou tous droits immobiliers ou options sur immeubles ;

D'acquérir des immeubles, fermes, lots, bâtisses en construction, limités à bois ;

D'acquérir, vendre et revendre, acheter, posséder les terrains, immeubles, machineries, biens, meubles, créances, matériaux de d'autres compagnies ou individus faisant un commerce similaire ou connexe à celui de la présente compagnie, d'entrer en société, partager, profits, et responsabilités avec toutes personnes ou compagnies similaires ;

De se fusionner ou amalgamer avec d'autres compagnies, faisant un commerce similaire ou ayant quelque connexion avec le commerce de la présente compagnie ;

De payer toutes ou partie des obligations de la présente compagnie, par des parts émises par la dite compagnie ;

De donner en garantie des obligations de la compagnie ou de toutes autres personnes, des parts dans la présente compagnie ;

D'acquérir tous pouvoirs d'eau, sources, ruisseaux, lits de rivières ou de lacs, carrières, pouvant fournir les matériaux nécessaires pour l'exploitation de la présente compagnie ;

D'accepter en paiements de parts dans la présente compagnie, des biens-immeubles, ou des biens-meubles, ou autres valeurs, sous le nom de "Dominion Brick Company, Limited", avec un capital de soixante et quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en quinze cents (1,500) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sainte-Thérèse de Blainville, comté de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD.

3983

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. Clovis Pauzé, comtable, Napoléon Turcot, échevin, M. P., entrepreneur-plombier, Henri Beauregard, entrepreneur, Fabien Côté, fabricant, Henri Georges Bisson, marchand, Désiré L. Desbois, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par option, achat, louer et posséder autrement des immeubles, construire des maisons d'habitations et toutes autres bâtisses sur tels immeubles ou sur aucune partie d'iceux ; vendre, louer, transporter, échanger tels immeubles ou aucune partie d'iceux, en disposer ou en faire le commerce autrement, et développer, subdiviser et tracer toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires de toute partie d'immeubles de la compagnie pour les fins de constructions ou autres améliorations, et avec l'approbation de la majorité des actionnaires pour aider au moyen d'avances ou autrement à la construction et à l'entretien des chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'amélioration calculé à rendre le propriété de la compagnie plus accessibles et pour augmenter sa valeur ;

Acquérir et posséder ou autrement faire le commerce de stock, obligation, débentures, actions, inscriptions ou garanties de tout individu, gouvernement, état, possession, souverain ou autorisé de toute compagnie incorporée ou non incorporée ;

Acquérir aucun des susdits placements par souscription originale, soumission, participa-

To acquire, hold, lease, build, construct houses or any other kind of buildings or any immovable rights or options on immovables property ;

To acquire real estate, farms, lots buildings in course of construction, timber limits ;

To acquire, sell, resell, purchase, hold the lands, immovables, machinery, personal property, claims, materials of other companies or individuals carrying on a similar or like business to that of this company, and enter into partnership and share profits and responsibilities with any similar persons or companies ;

To amalgamate or unite with other companies carrying on a similar business or being in any way connected with the business of this company ;

To pay the whole or part of the obligations of the company with shares issued by the said company ;

To give as security for the obligations of the company or of any other persons, shares in the present company ;

To acquire any waterpowers, springs, streams, beds of rivers or lakes, quarries, capable of supplying the necessary materials for the operation of the company ;

To accept in payment of shares in the company, real or personal property or other securities, under the name of "Dominion Brick Company, Limited, with a capital of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into fifteen hundred (1,500) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sainte Thérèse de Blainville, county of Terrebonne.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

3984

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1912, incorporating Messrs. Clovis Pauzé, accountant, Napoléon Turcot, alderman, M. P., master plumber, Henri Beauregard, contractor, Fabien Côté, manufacturer, Henri Georges Bisson, merchant, Désiré L. Desbois, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by option, purchase, lease and otherwise possess immovable property, construct dwelling houses and any other buildings on such immovables or upon any part thereof ; to sell, lease, transfer, exchange such immovables or any part thereof ; to dispose of or otherwise deal in the same, and to develop, subdivide and lay out such property in building lots streets, lanes, squares or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any portion of the company's property for purposes of building or other improvements, and with the approval of a majority of the shareholders to assist by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, waterworks, drains and other improvement work calculated to make the company's property more accessible and to increase its value ;

To acquire or own or otherwise deal in stocks, bonds, debentures, shares, inscriptions or securities of any individual, government, state, possession, sovereign or authorized by any company incorporated or unincorporated ;

To acquire any of the aforesaid investments by original subscription tender, participation

tion dans les syndicats ou autrement, soit acquittés ou non et faire les paiements d'iceux lorsqu'ils sont demandés ou en avance de demandes ou autrement les assumer ou souscrire conditionnellement ou autrement, changer les placements de la compagnie et en général vendre, échanger, mettre à profit aucun des biens de la compagnie, ou en disposer et en faire le commerce autrement ;

Offrir pour souscription publique ou autrement favoriser ou aider à placer aucun des susdits placements, donner toute garantie à tout tel placement acquis par l'entremise de la compagnie ou fait par icelle, recevoir les documents et valeurs pour la sûreté, transmission ou dépôt, agir comme agent pour toutes fins ;

Agir comme patrons, agents ou procureurs pour la vente de la propriété, les placements, manèment, prêt, paiement, hypothèques, obligations, billets, promesses par écrit et autres garanties ;

Faire les affaires de courtiers d'assurance et d'agents d'assurance ;

Acquérir, posséder et mettre en opération les affaires, franchise, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stock, biens et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu d'icelles à une juste valeur d'iceux ;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens meubles et immeubles, droits, ou autres biens acquis par la compagnie sous aucun titre ou pour services rendus par voie de promotion ou autrement ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, ou en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant les affaires en tout ou en partie semblables à celles de cette compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, et en paiement de la considération d'icelles accepter de l'argent ou au lieu d'argent, des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débiteures ou garanties ou autre propriété appartenant à la compagnie ;

Aucun pouvoir octroyé par les présentes sera limité ou restreint par l'application ou l'interprétation de tout autre pouvoir ainsi accordé ;

Faire toutes autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets soit comme patrons, agents, courtiers ou autrement, sous le nom de "The Jeanneville Land Company Limited", avec un capital de trois cent cinquante mille piastres (\$350,000.00), divisé en trois mille cinq cents (3,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

3989

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. Charles A. Paquet, Jean Célestin Paquet, Joseph Henri Paquet, tous négociants, Hubert Moisan, industriel, de la cité de Québec, et Victor Emmanuel Pantaléon Hudon, négociant, de Sainte-Anne de la Pocatière, dans les buts suivants :

Acquérir, posséder, développer, exploiter de toute manière qui sera jugée convenable, des chutes ou pouvoirs d'eau, produire de l'électricité ou toute autre force motrice, employer, vendre ou autrement disposer de la dite élec-

in syndicates or otherwise, either paid-up or not, and pay for the same when called upon, or in advance of calls or otherwise, to take or subscribe for them conditionally or otherwise, change the investments of the company, and generally to sell, exchange, or put to profit any of the property of the company, or otherwise dispose of or deal in the same ;

To offer by public subscription or otherwise favor or aid in placing any of the aforesaid investments, to give all warranty to any such investment acquired through the company or made for it, to receive documents or values for safety, transmission or deposit, to act as agents for all purposes ;

To act as principals, agents or attorneys for the sale of property, investments, management, loans, payments, mortgages, obligations, notes, promises in writing or other securities ;

To carry on the business of insurance brokers and agents ;

To acquire, own and operate the business, franchises, undertakings, property rights, privileges, leases, contracts, immovables, stock, goods and other rights that the company may legally acquire in virtue of the same at the just value thereof ;

To issue paid-up and non-assessable shares, obligations or other securities of the company in whole or part payment of any moveables or immovables, rights or other property acquired by the company under whatsoever title, or for services rendered by way of promotion or otherwise ;

To sell or lease the enterprise of the company or any part thereof, or otherwise dispose of the same, for such consideration as the company may think fit, or to amalgamate with any person, firm or corporation doing wholly or in part a business similar to that of this company, on the terms and conditions which may be judged fitting, and in payment and consideration therefor to accept cash or in lieu thereof paid-up non-assessable shares, bonds, debentures or securities or other property belonging to the company ;

None of the powers granted hereby shall be limited or restricted by the application or interpretation of any other power thus granted ;

To do all and every such other things in connection with or useful to the acquisition of the aforesaid objects either, as principals, agents, brokers or otherwise, under the name of "The Jeanneville Land Company, Limited", with a capital of three hundred and fifty thousand dollars (\$350,000.00), divided into three thousand five hundred (3,500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

3990

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1912, incorporating Messrs. Charles A. Paquet, Jean Célestin Paquet, Joseph Henri Paquet, all traders, Hubert Moisan, manufacturer, of the city of Quebec, and Victor Emmanuel Pantaléon Hudon, trader, of Sainte Anne de la Pocatière, for the following purposes :

To acquire, own, develop and exploit in any manner judged suitable, falls and water powers, to produce electricity or any other motive power, to use, sell or otherwise dispose of such electricity or of all other motive power

tricité ou de toute autre force motrice pour les fins d'éclairage, de chauffage ou toutes autres fins; construire et exploiter tout équipement, machinerie, appareil, lignes nécessaires à ces fins, le tout subordonnement à tous statuts et règlements locaux, municipaux et provinciaux à ce sujet; pouvoirs à être exercés dans les districts de Chicoutimi, Lac Saint-Jean et Québec;

Acquérir, posséder, construire, développer des usines, pour fabriquer le gaz d'éclairage ou tout autre moyen d'éclairage et distribuer, transmettre ce gaz et ces moyens d'éclairage, les vendre ou autrement en disposer avec faculté, de construire et exploiter tout équipement, machinerie, appareils, et lignes nécessaires à ces fins; subordonnement à tous statuts et règlements locaux, municipaux, et provinciaux; pouvoir à être exercés dans les districts de Chicoutimi, Lac Saint-Jean et Québec;

Acquérir, posséder, louer de toute manière qui sera jugée convenable des limites à bois, les exploiter et généralement exercer l'industrie du bois, de marchand de bois, de propriétaires de scieries, et acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer et exporter, et faire le commerce de bois de construction et autres bois de toute sorte, fabriquer et faire le commerce d'articles en bois de tout genre dans la fabrication desquels entre du bois de construction ou tout autre bois, et de tous les articles qui peuvent être faits ou tirés du bois ou de déchets de bois;

Exercer l'industrie de la pulpe, acquérir, posséder de la manière qui sera jugée convenable, et exploiter des limites à bois dans le but d'en faire de la pulpe ou du papier, exploiter les pulperies, usines à fabriquer le papier, et manufacturer, vendre ou autrement exploiter le bois de pulpe et le papier et en disposer aux conditions qui seront jugées convenables;

Faire les affaires de courtier d'assurance et d'agent d'assurance sur le feu et la vie;

Distribuer la chaleur dans tous endroits, cités, villes et villages dans les districts de Chicoutimi, Lac Saint-Jean et Québec, et pour cet objet acquérir, posséder des usines, machineries, et toutes autres choses utiles pour la fabrication et la distribution de la chaleur par quelque moyen que ce soit;

Agir comme manufacturiers, industriels et commerçants et comme tels, exploiter des manufactures, des usines et des magasins;

Faire le commerce d'immeubles, exercer le commerce et l'industrie de constructeurs de maisons, édifices et constructions quelconques;

Agir généralement comme entrepreneurs de travaux, agents d'immeubles et commerçants de matériaux;

Acquérir, posséder et construire des rues, chemins, ruelles et sentiers, des aqueducs, citernes, drains, égouts et réservoirs;

Construire, exploiter des voitures automobiles et autres moyens de transport à l'exception des chemins de fer, et en disposer;

Acquérir ou entreprendre de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables, la totalité ou une partie des affaires, propriétés ou engagements de toute personne, société ou compagnie, exerçant une industrie semblable à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de propriété propre aux fins de la présente compagnie;

Acquérir, posséder, exploiter et disposer aux conditions et de la manière qui seront jugées convenables, des franchises, privilèges de toute corporation municipale et de tous pouvoirs publics;

Acquérir par achat, bail ou autrement ou prendre des actions, obligations, débiteures, ou autres valeurs de toute compagnie exerçant ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans l'industrie que la présente compagnie est au-

tor lighting, heating and all other ends, to construct or work all equipment, machinery, apparatus and lines necessary to these ends, the whole subject to all statutes and local, municipal and provincial regulations on the subject; such powers to be exercised in the district of Chicoutimi, Lake Saint John and Quebec;

To acquire, hold, develop and construct works for the manufacture of illuminating gas or any other means of lighting, and to distribute and transmit such gas or lighting system, and to sell or otherwise dispose of the same, with power to construct and exploit all equipment, machinery, apparatus and lines necessary for these purposes, subject to all statutes and to all local, municipal and provincial regulations; such powers to be exercised in the district of Chicoutimi, Lake Saint John and Quebec;

To acquire, possess and lease, in any manner that may be judged convenient, timber limits, to work the same, and generally to carry on the timber business and that of lumber merchants and owners of saw mills, to purchase, sell, prepare for market, manufacture, import and export and trade in building lumber and other wood of all kinds, to manufacture and trade in wooden goods of all sorts into the making of which building wood enters or all other wood, and of all other articles or extracted from wood or from waste wood;

To carry on the pulp industry, to acquire and hold in manner judged suitable and to operate timber limits with the object of making therefrom pulp or paper, to operate pulp-mills and papermills, and to manufacture, sell or otherwise exploit pulp-wood and paper and dispose of the same on conditions which may be deemed suitable;

To carry on the business of fire and life insurance brokers and agents;

To distribute heat in all localities, cities, towns and villages, within the districts of Chicoutimi, Lake Saint John and Quebec, and with that object to acquire and own workshops, machinery and every other thing useful for the generation and distribution of heat by any means whatsoever;

To act as manufacturers, operatives and traders, and as such operate manufactories, workshops and stores;

To deal in real estate, and carry on the business of constructors of houses, buildings and structures of every kind;

To act generally as contractors for works, real estate agents and dealers in materials;

To acquire, hold and build and make streets, roads, lanes and paths, waterworks, cisterns, drains, sewers and reservoirs;

To construct, exploit vehicles, automobiles and other means of transportation with the exception of railways, and dispose of same;

To acquire and take over in the manner and on the conditions that may be judged suitable the whole or a part of the business, property or undertakings of any person, firm or company carrying on an industry similar to that which the present company is authorized to carry on or in possession of property suited to the objects of the present company;

To acquire, possess, exploit and dispose of on the conditions and in the manner that may be judged suitable, the franchises and privileges of any municipal corporation, and of all public powers;

To acquire by purchase or otherwise or to take the shares obligations, debentures or other securities of any company carrying on or about to carry on or engage in the industry that the present company is authorized to

torisée à exercer, et les vendre, détenir, remettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

Émettre et répartir des actions acquittées de la compagnie en plein paiement ou en paiement partiel de tout service rendu ou de tout industrie, franchise, privilège, propriété, droits, pouvoirs, bail, licence ou contrat que la compagnie est autorisée à acquérir ;

Vendre, arrenter ou autrement disposer de la propriété, entreprise de la compagnie, ou d'une partie quelconque de la propriété pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, ou pour des intérêts ou des parts de toute société de personnes ou de syndicats de personnes ;

Conclure des arrangements au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec tout gouvernement municipal ou autorité locale, ou avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point de s'engager dans toute industrie ou transaction que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou toute industrie pouvant être conduite de manière à profiter à cette compagnie directement ou indirectement, et répondre des contrats avec ou sans garantie et avancer des fonds ou autrement aider toute telle personne ou compagnie entreprenant d'améliorer ou de construire sur toute propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, et généralement, aux personnes ou compagnies et aux termes et conditions que la compagnie jugera bon, et en particulier aux locataires, constructeurs et entrepreneurs ;

Garantir le paiement des deniers assurés ou payable au moyen d'obligations, actions, contrats, mortgages, changes, obligations ou toutes valeurs de toute compagnie ou entreprise dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ;

Conclure des arrangements avec tout gouvernement ou autorité fédérale, provinciale, municipale ou locale, ou autrement, qui seront de nature à atteindre les fins de la compagnie ou aucune d'elle ;

Placer les fonds non employés de la compagnie de la manière qui sera déterminée de temps à autre ou distribuer en espèce entre les actionnaires toute partie de la propriété de la compagnie ;

Faire tous les actes et choses ci-dessus comme principal, agents, entrepreneurs ou fondés de pouvoirs ;

Faire toutes les autres choses qui seront propres à atteindre les objets ci-dessus ;

L'interprétation de tous pouvoirs accordés dans tout paragraphe ci-dessus ne sera ni limitée ni restreinte par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe que ce soit ni par induction ou déduction du nom de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Electrique Lamartine Limitée", avec un capital de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

3965

Sous-secrétaire de la province.

carry on, and the same to sell, hold, reissue, with or without warranty, or otherwise dispose of ;

To issue and apportion paid-up shares of the company in full or part payment of any service rendered or of any industry, franchise, privilege, properties, power, lease, license or contract that the company is authorized to acquire ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, undertaking of the company, or a part whatsoever of the property, for the compensation that the company may judge suitable, and in particular for shares, debentures, obligations or securities of any other company, or for the interest, or shares of any association of persons or syndicate of persons ;

To make agreements respecting the partition profits, union of interests, cooperation, joint risks, reciprocal concessions or otherwise with any municipal government or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in or about to engage in any industry or transaction that the present company is authorized to carry on, or any industry capable of being conducted in a manner to benefit this company directly or indirectly, and be responsible for the contracts, with or without warranty and to advance funds to or otherwise aid any such person or company undertaking to improve or build upon any property in which the company is interested, and in general to the persons or companies and on the terms and conditions that the company may deem desirable, and in particular to tenants, builders and contractors ;

To guarantee the payment of moneys payable by means of obligations, shares, contracts, mortgages, charges, obligations or other securities of any company or undertaking whose objects are in whole or in part similar to those of the present company ;

To conclude arrangements with any government or authority federal, provincial, municipal or local, or otherwise, of a nature to attain the ends of the company or any of them ;

To invest the unemployed funds of the company in the manner that may be from time to time determined upon or distribute in cash amongst the shareholders any part of the property of the company ;

To do all the foregoing acts and things as principal, agents, contractors or attorneys ;

To do all things necessary to attain the foregoing objects ;

The interpretation of all powers granted by any foregoing paragraph shall not be limited or restricted by induction or deduction from the terms of any other paragraph whatsoever nor by induction or deduction from the name of the company, under the name of "La Compagnie Electrique Lamartine Limitée", with a capital of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec ;

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

3966

Québec, 10 septembre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Albert Poupert, écuier, notaire public, pratiquant et demeurant à Sainte-Martine, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Hector Bernard, en son vivant notaire public, pratiquant à Sainte-Martine, district susdit.

3681.5

Québec, 11 septembre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec par François E. McKenna, écuier, notaire public, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Ernest Henry Stuart, en son vivant, notaire public, pratiquant et résidant à Montréal, même district.

3737.5

Avis est par le présent donné que "La Sauvegarde Life Insurance Company", de Montréal, P. Q., a été enregistrée pour faire les affaires d'assurance sur la vie, dans cette province, le 1^{er} octobre 1912.

Le nom du principal agent pour la province, est M. P. Bonhomme, 7, Place d'Armes, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-septième jour de septembre 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec,

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des assurances,

Département du Trésor, Québec.

3969.2

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 18 septembre 1912.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le dix-huitième jour du mois de novembre prochain; qu'aucun tel bill privé ne pourra être présenté après le vingt-cinquième jour du même mois; qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le deuxième jour du mois de décembre prochain.

L. P. GEOFFRION,

3807.2

Greffier de l'Assemblée législative.

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donnée dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

Québec, 10th September, 1912.

Notice is hereby given that, a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Joseph Albert Poupert, esquire, notary public, practising and residing at Sainte-Martine, county of Châteauguay, district of Beauharnois, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Hector Bernard, in his lifetime notary public, practising at Sainte Martine, aforesaid district, in accordance with the provisions of the notarial code.

3682

Québec, 11th September, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Francis E. McKenna, esquire, notary public, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Ernest Henry Stuart, in his lifetime notary public, practising and residing at Montreal, same district, in accordance with the provisions of the notarial code.

3738

Notice is hereby given that "La Sauvegarde Life Insurance Company", of Montreal, P. Q., has been registered to transact in this province, the business of life insurance on and after the 1st of October, 1912.

The name of the chief agent for the province, is Mr. P. Bonhomme, 7, Place d'Armes, Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty seventh day of September, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec.

3970

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Québec, 18th September, 1912.

Notice is hereby given that in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the eighteenth day of the month of November next; that no private bill shall be introduced after the twenty fifth day of the said month; that no report of any standing or select committee upon private bill shall be received after the second day of the month of December next.

L. P. GEOFFRION,

3808

Clerk of Legislative Assembly.

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and a copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. *Pour des lois de constitution en corporation :*

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service ;

(c) ou d'une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de garantie ; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. *Pour des amendements à des lois de constitution en corporation :*

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,

3957 Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou tra-
aux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies a fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in same leading newspaper, as follows :

1. *For acts of Incorporation.*

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected ;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate ;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. *For amendments to acts of incorporation :*

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT.

3958 Clerk of the House of Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any

can- ton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.— Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou les dimensions de ce pont-tournant.

60.— Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.— Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up- giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.— The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock com-

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à

une compagnie à fonds social, ou d'amender telle chartre, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

3569

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un ramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur invention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogo-

pany, or to amend such of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

3570

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Commissioner of Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement shall be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting

ions de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen du bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps qu'une copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif à un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelquel'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le bill soit mis en considération.

Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railway turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas."

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,

3571-2

Greffier de l'Assemblée Législative.

"3. If a copy the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases."

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,

3572

Clerk of the Legislative Assembly.

Demandes à la Législature

Avis public est donné par les présentes, par la corporation de la ville de Magog, qu'elle demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'amender sa charte de manière à lui permettre de diviser la ville en quartiers, de faire élire le maire par le peuple, d'employer le vote au scrutin secret pour les élections municipales, de changer la date et le mode des dites élections, d'être régie par la loi des cités et villes, contenue dans les statuts refondus de 1909, pour les matières non prévues par sa charte, d'emprunter une certaine somme d'argent pour compléter le paiement de ou améliorer ses usines électriques, sur simple résolution du conseil, etc.

ALF. TOURIGNY,

Procureur de la corporation
de la ville de Magog.

Magog, P. Q., 20 septembre 1912.

3851-3

Avis public est par le présent donné que Henri Timmis, directeur gérant, Ross H. McMaster, gérant, Robert H. Barron, notaire public, tous des cité et district de Montréal, et Charles W. Taylor, solliciteur de brevets, et Andrew Ross McMaster, conseil en loi du Roi, tous deux de la cité de Westmount, dans la province de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale les constituant, et toutes telles personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie, en une corporation de chemin de fer sous le nom de "The Huntingdon & Hemmingford Railway Company", avec pouvoir de construire et mettre en opération un chemin de fer de largeur normale d'un point à ou près du village de Huntingdon, dans le comté de Huntingdon, dans la province de Québec, à un point à ou près du village de Hemmingford, dans les dits comté et province, traversant dans son cours par la route la plus pratique les parties des comtés de Huntingdon et Châteauguay situées entre les deux villages, et pour d'autres fins.

Daté à Montréal, ce 24^e jour de septembre mil neuf cent douze (1912).

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,

3901.2

Procureurs des requérants.

ASSOCIATION SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTREAL.

Avis est par les présentes donné que l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, corps politique et incorporé par acte de la législature, ayant son principal siège d'affaires en les cité et district de Montréal, s'adressera à la prochaine session de la

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given by the corporation of the town of Magog, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to have their charter amended in order to be permitted to divide the town into wards, to have the mayor elected by the people, to use the secret ballot in municipal election, to change the date and the mode of said elections, to be governed by the law of the cities and towns contained in the revised statutes of the province of Quebec of 1909, for all matters not provided for in their charter, to borrow a certain sum of money on resolution of the council to complete the payment of or improve their electric plant, &c.

ALF. TOURIGNY,

Attorney for the corporation
of the town of Magog.

Magog, Que., 20th September, 1912

3852

Public notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, Henry Timmis, managing director, Ross H. McMaster, manager, Robert H. Barron, notary public, all of the city and district of Montreal, and Charles W. Taylor, patent attorney, and Andrew Ross McMaster, King's counsel, both of the city of Westmount, in the province of Quebec, will petition for a special act creating them and such other persons as may become shareholders in the company, a railway corporation under the name of "The Huntingdon & Hemmingford Railway Company", with powers to construct and operate a railway of standard gauge from a point at or near the village of Huntingdon, in the county of Huntingdon, in the province of Quebec, to a point at or near the village of Hemmingford, in the same county and province, traversing in its course by the best practicable route such parts of the counties of Huntingdon and Châteauguay as may lie between the two villages, and for other purposes.

Dated at Montreal, this 24th day of September, one thousand nine hundred and twelve (1912).

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,

3902

Attorneys for applicants.

ASSOCIATION SAINT-JEAN-BAPTISTE OF MONTREAL.

Notice is hereby given that "L'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal", a body politic and duly incorporated by act of the Legislature having its principal place of business in the city and district of Montreal, will apply at the next session of the

législature de Québec, pour demander la refonte de la loi 51-52 Victoria, ch. 65, incorporant la dite association, et des amendements à la dite loi contenus dans les statuts 55-56 Victoria, ch. 85, 62 Victoria, ch. 93, 3 Édouard VII, ch. 121, et 6 Édouard VII, ch. 93, et pour demander tous pouvoirs additionnels et plus amples, pour lui permettre d'atteindre plus effectivement les fins de son incorporation.

Par ordre,

G. A. MARSAN,

Secrétaire général.

Montréal 20 septembre 1912.

3921-3

Avis est par les présentes donné, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer la Compagnie d'Assurance contre le feu "Laurentide" avec bureau principal en la cité de Hull, avec pouvoir de faire des contrats d'assurance et de réassurance contre le feu, les bris de glace et des chaudières à vapeur et les accidents ou événements de la nature ainsi que pour garantir la fidélité de personnes occupant des charges ou emplois de confiance et de faire exécuter toutes autres choses se rapportant à ses opérations et de nature à les faciliter et pour autres fins.

DEVLIN & STE MARIE,

Procureurs de la requérante.

Hull, 26 septembre 1912.

3961-2

Avis public est par le présent donné que la Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (communément appelée "Soeurs Grises"), corps politique et incorporé ayant son principal établissement en la cité et le district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit passée à l'effet d'autoriser la dite Communauté à vendre en bloc ou par lots séparés, ensemble ou en différents temps, l'immeuble suivant, savoir :

Tout le terrain compris dans les limites suivantes :

Borné en front vers le nord-est par la rue Cathédrale, en arrière vers le sud-ouest par les lots 725 et 726 du cadastre du quartier Saint Antoine; d'un côté vers le nord-ouest par la rue Saint-Antoine, et de l'autre côté vers le sud-est par la rue Saint-Jacques, et contenant cinquante-neuf mille quatre cent soixante et onze pieds (59,471 pieds) en superficie, mesure anglaise ;

Ce terrain composé des lots suivants :

Tout le lot No. 729, du cadastre du quartier Saint-Antoine; le lot No 727, du dit cadastre, moins la partie nord-ouest du dit lot No 727, exproprié par la cité de Montréal, pour l'élargissement de la rue Saint-Antoine; le lot No 728, du dit cadastre, moins la partie nord-ouest du dit lot No 728, expropriée par la cité de Montréal, pour l'élargissement de la rue Saint-Antoine; à consentir un titre valable aux acquéreurs, à donner quittance pour le prix. La dite communauté demandera en outre à être autorisée à établir l'Asile Saint-Joseph, et poursuivre et continuer l'oeuvre du dit asile ailleurs que dans les limites de la cité de Montréal, et, dans ce but, à construire le dit asile et tous autres édifices nécessaires pour les fins de la dite oeuvre dans tous endroits que la communauté pourra choisir soit dans les limites de la cité de Montréal, soit en dehors de ces limites, pourvu que ce soit dans un endroit situé dans l'Ile de Montréal, de faire toutes les acquisitions de terrains qu'elle jugera utile et nécessaire à ces fins ou, si elle le préfère, de se servir de terrains appartenant actuellement à la dite communauté.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 25 septembre 1912.

3943

Legislature of Quebec, that its act of incorporation 51-52 Victoria, ch. 65, be consolidated, and also the amendments to said law 55-56 Victoria, ch. 85, 62 Victoria, ch. 93, 3 Edward VII, ch. 121, and 6 Edward VII, ch. 93, and for additional and wider powers to carry out more effectively the objects of its incorporation.

By order,

G. A. MARSAN,

General secretary.

Montreal, 20th September, 1912.

3922

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to incorporate "La Compagnie d'Assurance contre le feu "Laurentide", with its chief office in the city of Hull, with power to make insurance contracts and reinsurance against fire, breakage of glass and of steam boilers, and accidents or events of any kind, and to have any other thing done relating to these operations and of a nature to facilitate them, and for other purposes, as also to guarantee the fidelity of persons occupying offices or positions of trust, and for other purposes.

DEVLIN & STE. MARIE,

Attorneys for petitioners

Hull, 26th September, 1912.

3962

Public notice is hereby given that the Community of the Sisters of Charity of the Montreal General Hospital (commonly called "Grey Nuns"), a body politic and corporate having its principal establishment in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to be passed to authorize the said Community to sell in block or in separate lots, at the same or different times, the following immovable, to wit :

The whole of the land comprised with the following limits :

Bounded in front on the north east by Cathedral street, in the rear on the south west by the lots 725 and 726 of the cadastre of Saint Anthony ward, on one side to the north west by Saint Anthony street, and on the other side to the south east by Saint James street—and containing fifty nine thousand four hundred and seventy one feet in superficies, english measure ;

The said land being composed of the following lots :

The whole of lot No. 729 of the cadastre of Saint Anthony ward, lot No. 727, of the cadastre less the north-west part of the said lot No. 727, expropriated by the city of Montreal for the widening of Saint Anthony street, lot No. 728, of the said cadastre less the north west part of the said lot No. 728 expropriated by the city of Montreal for the widening of Saint Anthony street, to give a valid title to the purchasers and give a discharge for the price. The said Community will apply moreover to be authorized to establish the Saint-Joseph Asylum and pursue and continue the work of the said asylum elsewhere than within the limits of the city of Montreal, and, for such purpose, to construct the said asylum and any other buildings necessary for the purposes of the said work in any locality that the Community may choose either within or outside the limits of the city of Montreal, provided it be in a place situate on the Island of Montreal; to make any acquisitions of lands it may deem useful and necessary for such purposes or, if so preferred, to make use of the lands presently belonging to the said Community.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

Attorneys for Petitioner.

Montreal, 25th September, 1912.

3944

Avis est par le présent donné que les commissaires d'écoles de la cité de Westmount, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant la section 8 de 56 Vic., chap. 80, et augmentant les pouvoirs d'emprunter des dits commissaires.

ATWATER, DUCLOS & BOND,
Procureurs des requérants.
Montréal, 24 septembre 1912. 3931-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, par les grévés de substitution et curateur nommés par le testament de feu Colin Campbell, pour obtenir le pouvoir de vendre certains immeubles appartenant à la dite succession et placer les produits d'iceux.

FOSTER, MARTIN, MANN,
MACKINNON & HACKETT,
Procureurs des requérants.
Montréal, 26 septembre 1912. 3945-3

Avis est par les présentes donné que Frederick W. Evans, exécuteur testamentaire de feu Walter Drake, en son vivant gentilhomme, de Montréal, demandera à la prochaine session de la législature de Québec, de passer une loi aux fins d'interpréter certaines clauses du testament du dit M. Walter Drake, de définir ses pouvoirs, et de ratifier deux ventes faites entre lui en sa qualité d'exécuteur testamentaire du dit Walter Drake et Raoul A. Girard, par actes passés à Montréal, le 24 avril 1912, devant Napoléon Théoret, N. P.

3947-3 FRED. W. EVANS.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant le village de Norway Bay.

Donné au canton de Bristol, le 1er jour d'octobre 1912.

3997-2 WM. GAMBLE,
Solliciteur des requérants.

Avis est par les présentes donné que "The Donnacona Paper Company Limited" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi confirmant et autorisant l'exercice par la dite compagnie, dans toute la province de Québec, des pouvoirs accordés par les lettres patentes de la province de l'Ontario, incorporant la dite compagnie; autorisant la dite compagnie à faire affaires dans la province de Québec; ratifiant et confirmant les acquisitions d'immeubles et droits réels dans la province de Québec, faites par la dite compagnie depuis son incorporation; accordant à la dite compagnie, le pouvoir de faire des arrangements avec toute personne ou compagnie exploitant ou se disposant à exploiter une affaire pouvant être profitable à la compagnie; d'acquérir, posséder, louer, aliéner, hypothéquer et en général administrer des immeubles situés dans les limites de la province et autres pouvoirs additionnels; et pour autres fins.

L. A. CANNON,
Procureur de la requérante.
Quebec, 25 septembre 1912. 3941

Avis public est par le présent donné que le Bureau des Commissaires d'Ecoles catholiques romains de la cité de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire augmenter ses pouvoirs d'emprunt; pourvoir à la nomination d'un représentant de Limoullou, dans le dit bureau, et pour d'autres fins.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
Sec.-trés. C. S. C. R., de Québec.
Québec, 26 septembre 1912. 3935

Notice is hereby given that the school commissioners of the city of Westmount, will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending section 8 of 56 Vic., cap. 80, and increasing the borrowing powers of the said commissioners.

ATWATER, DUCLOS & BOND,
Attorneys for applicants.
Montreal, 24th September, 1912. 3932

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, by the institute and curator to the substitution created by the will of the late Colin Campbell, for authority to sell certain immovables le propriétés belonging to said estate and to invest the proceeds thereof.

FOSTER, MARTIN, MANN,
MACKINNON & HACKETT,
Attorneys for applicants.
Montreal, 26th September, 1912. 3946

Notice is hereby given that Frederick W. Evans, testamentary executor of the late Walter Drake, in his lifetime, gentleman, of the city of Montreal, will apply at the next session of the Legislature of Quebec, for an act to interpret certain clauses of the will of said Walter Drake, to define its powers and to ratify two sales, made between said Frederick W. Evans, in his quality of testamentary executor of said Walter Drake and Raoul Girard, by two deeds passed at Montreal, on the 24th of April, 1912, before Napoléon Théoret, notary.

3948 FRED. W. EVANS.

Notice is hereby given that application will be made at the approaching session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act incorporating the village of Norway Bay.

Given at the township of Bristol, the 1st day of October, 1912.

3998 WM. GAMBLE,
Solicitor for applicants.

Public notice is hereby given that "The Donnacona Paper Company Limited" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act confirming and authorizing the exercise by the said company, throughout the province of Quebec, of the powers granted by the letters patent of the province of Ontario incorporating the said company; authorizing the said company to carry on business in the province of Quebec; ratifying and confirming the acquisition of real estate and real rights in the province of Quebec, made by the said company since its incorporation; granting to the said company the power to make arrangements with any person or company operating or about to operate any business that may be profitable to the company; to acquire, hold, lease, alienate, hypothecate and generally manage immovable property within the limits of the province and other additional powers, and other purposes.

L. A. CANNON,
Attorney for Petitioner.
Quebec, 25th September, 1912. 3942

Public notice is hereby given that the Roman Catholic Board of School Commissioners of the city of Quebec will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to increase its power to borrow; to provide for the appointment of a representative of Limoullou, in the said board, and for other purposes.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
Sec.-treas. R. C. S. B. of Quebec.
Quebec, 26th September, 1912 3936

Avis public est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, la corporation de la ville de Beauharnois présentera un bill aux fins de faire ratifier et confirmer un règlement adopté par le conseil de la dite ville, le 7 août dernier, 1912, portant le No 110, accordant à la compagnie dite "Howard Smith Paper Company, Limited", une exemption de taxes et un bonus, aussi pour faire ratifier et confirmer un acte de conventions intervenu entre la compagnie et la dite corporation, le 28 août 1912, devant L. C. Tassé, notaire : pour amender l'article 5314 des statuts refondus, en autant que la dite ville est concernée, pourvoyant au remplacement des échevins, dans les cas de vacance, et aussi pour abroger l'article 5373, concernant les personnes à être inscrites sur la liste des électeurs, et pour autres amendements devenus nécessaires à la charte d'incorporation de la dite ville.

L. C. TASSÉ,

Secrétaire trésorier de la ville de Beauharnois.
Beauharnois, 30 septembre 1912. 4005.2

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que la corporation du village du Sault-au-Récollet s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte, l'autorisant à faire un emprunt ; ratifiant l'acte d'achat d'un système d'aqueduc et l'acte d'achat de certains terrains acquis pour des fins municipales et autres fins.

PELLETIER & BEAULIEU,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 27 septembre 1912. 3963.2

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant en corporation de ville pour toutes fins municipales et scolaires le territoire faisant partie actuellement de la municipalité de Saint-Joachim de Châteauguay et comprenant les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, —252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 378, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Saint-Joachim de Châteauguay, y compris les subdivisions des dits lots originaires qui peuvent exister, sous le nom de Ville de Châteauguay, et placer la dite ville sous les dispositions de la loi des cités et villes avec quelques modifications ou dispositions spéciales au sujet du temps et du mode de l'élection du maire et des échevins, de la votation, de la taxation, qualification des électeurs et des échevins et autres dispositions ou clauses qui pourront être suggérées.

LAMOTHE & TESSIER,

Avocats des requérants.

Montréal, 30 septembre 1912. 3993.2

Avis est par le présent donné que "The Hebrew Free Loan Association of Montreal" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'incorporant comme une association de prêt gratuit, avec pouvoir de prêter des argent, exempts d'intérêts et charges aux personnes pauvres et indigentes, aider les personnes dans la détresse temporaire, et leur donner l'aide afin de les prévenir de tomber dans la pauvreté, avec pouvoir de détenir et posséder des immeubles, et pour autres fins.

JACOBS, HALL & COUTURE,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 25 septembre 1912. 3933-3

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, the corporation of the village of Beauharnois will present a bill to ratify and confirm a by-law adopted by the council of the said village, on the 7th August last, 1912, bearing the No. 110, granting to the "Howard Smith Paper Company Limited", an exemption from taxes and a bonus, and also to ratify and confirm a deed of agreement made between the company and the said corporation, on the 28th August, 1912, before L. C. Tassé, notary ; to amend article 5314 of the revised statutes in so far as the said town is concerned, providing for the replacement of the aldermen during vacation time, and also to repeal article 5373 respecting the persons to be inscribed on the electors' list, and for other amendments become necessary to the charter of incorporation of the said town.

L. C. TASSÉ,

Secretary-treasurer of the town of Beauharnois.
Beauharnois, 30th September, 1912. 4006

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

Public notice is hereby given that the corporation of the village of Sault-au-Récollet will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law amending its charter for the purpose of authorizing said corporation to negotiate a loan, and of ratifying the deed of acquisition of a system of water works, also the deed of acquisition of certain lots of land acquired for municipal purposes and for all other purposes.

PELLETIER & BEAULIEU,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 27th September, 1912. 3964

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a law incorporating in town for municipal and school purposes, the territory actually being a part of the municipality of Saint-Joachim de Châteauguay, comprising lots numbers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, —252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 378, of the official cadastral plan and book of reference of Saint-Joachim de Châteauguay, including all the subdivisions of the said original lots which may exist, under the name of the town of Châteauguay, and to place the said town under the dispositions of the law of cities and towns with some special modifications relating to the time and mode of the election of the mayor and aldermen, of the votation, of the taxation, qualification of electors, aldermen and other dispositions or clauses which may be suggested.

LAMOTHE & TESSIER,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 30th September, 1912. 3994

Public notice is hereby given that the Hebrew Free Loan Association of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session, for an act to incorporate it as Free Loan Association, with authority to lend monies, free of interest and charge to poor and indigent persons, to relieve people in temporary distress, and to render them such aid as to prevent them from sinking into pauperism, with power to hold and possess immovable property, and for other objects.

JACOBS, HALL & COUTURE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 25th September, 1912. 3934

Avis public est par le présent donné que William A. Desbarats, de la cité de Montréal, imprimeur, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de ratifier un certain acte de vente à lui par Mlle Victoria Eugénie Macdonald et autres, d'une certaine propriété comprenant tous les lots numéros mille soixante et treize B (1073 B), et mille soixante et treize C (1073 C), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, et pour toutes autres fins y ayant rapport.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,

Solliciteurs du requérant.

Montréal, 1er octobre 1912. 4059

Avis public est par le présent donné que National Hydro-Electric Company, Limited, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, fera application pour une loi à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les fins suivantes: pour faire confirmer sa charte et lettres-patentes; pour faire les affaires et opérations d'une compagnie de lumière, chaleur et force électrique et pour posséder, détenir, louer et autrement acquérir des pouvoirs d'eau et les développer; pour produire, transmettre, distribuer, fournir et vendre l'électricité pour les fins de chauffage, lumière, traction et force électrique et des fins industrielles et autres; pour bâtir des lignes de transmission, pour émettre des obligations et débetures; pour faire les affaires et opérations d'une compagnie de lumière, chaleur et force électrique dans les comtés de L'Assomption, Terrebonne, Deux-Montagnes, Laval, Montcalm, Joliette, Berthier, Richelieu, Verchères, Laprairie, Napierville, Saint-Jean, Iberville, Missisquoi, Vaudreuil, Argenteuil, Soulanges, Chambly, Chateauguay, Beauharnois, Labelle et Ottawa et dans l'île et dans la cité de Montréal; pour exproprier les propriétés immobilières ou aucune partie d'icelles et le droit de passage requis pour l'installation de ses lignes de transmission et les propriétés immobilières ou aucune partie d'icelles et les droits riverains requis pour l'établissement de ses usines et dépendances et pour la construction et maintien de tranchées, canaux, écluses, ponts, tuyaux, barrages, digues, canaux de roues hydrauliques et autres travaux se rattachant à l'entreprise de la compagnie.

NATIONAL HYDRO-ELECTRIC
COMPANY, LIMITED.

Montréal, 25 septembre 1912. 4023

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à l'Assemblée Législative de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant la Quebec and North Eastern Railway, avec pouvoir de construire et d'opérer une ligne de chemin de fer depuis un point situé à ou près de la frontière ouest de la province de Québec à ou près du Lac Oposatica, dans le district de Pontiac, et continuant dans une direction nord-est jusqu'à ce qu'elle puisse traverser la voie du chemin de fer du Grand Tronc Pacifique, dans le district d'Abitibi près du lac Kapitachunn, une distance approximative de 160 milles; et un embranchement commençant à un point sud-ouest d'où Belle River croise le chemin de fer du Transcontinental; et de là dans une direction sud-est à travers les districts de Pontiac et d'Ottawa à un point ou près de Monte Laurier; de là dans une direction sud-est à travers les comtés d'Ottawa, Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé et Saint-Maurice à la cité de Trois-Rivières ou dans l'alternative à travers les dits comtés aux Grandes Piles, dans le comté de Champlain et de là à travers les comtés de Cham-

Public notice is hereby given that William A. Desbarats, of the city and district of Montreal, printer, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to ratify a certain deed of sale to him by Miss Victoria Eugénie Macdonald and others, of certain property comprising the whole of lots numbers ten hundred and seventy three-B (1073 B) and ten hundred and seventy three-C (1073 C), on the official plan and book of reference of the Saint Antoine Ward, of the city of Montreal, and for such other purposes as may be accessory thereto.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,

Sollicitors for applicant.

Montreal, 1st October, 1912. 4060

Public notice is hereby given that National Hydro-Electric Company, Limited, a body politic and corporate, having its chief office and principal place of business, in the city and district of Montreal, will make application for an act to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the following objects: To confirm its charter and letters patent; to carry on the business of an electric light, heat and power company and to own, hold, lease and otherwise acquire water-powers and develop same; to generate, transmit, distribute, supply and sell electricity for the purposes of electric heating, lighting, traction and motive power, and for industrial and other purposes; to build transmission lines; to issue bonds and debentures; to do the business of an electric light, heat and power company in the counties of L'Assomption, Terrebonne, Deux-Montagnes, Laval, Montcalm, Joliette, Berthier, Richelieu, Verchères, Laprairie, Napierville, Saint-Jean, Iberville, Missisquoi, Vaudreuil, Argenteuil, Soulanges, Chambly, Chateauguay, Beauharnois, Labelle and Ottawa, and in the island and city of Montreal; to expropriate immovable properties of any part thereof and the right of way required for the installation of its transmission lines and immovable properties or any part thereof and riparian rights, for the establishment of its factories and dependencies and for the construction and maintenance of drains, canals, sluices, bridges, pipes, dams, flumes and other works incidental to the enterprise of the company.

NATIONAL HYDRO-ELECTRIC
COMPANY, LIMITED.

Montreal, 25th September, 1912. 4024

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislative Assembly, of the province of Quebec, at next session, thereof for an act to incorporate the Quebec and North Eastern Railway, with power to construct and operate a line of railway from a point at or near the western boundary of the province of Quebec at or near Oposatica Lake, in the district of Pontiac, and continuing through the clay belt a north easterly direction till it interests the line of the Grand Trunk Pacific Railway in the district of Abitibi near Lake Kapitachunn an approximate distance of 160 miles; and a branch line commencing at a point south west of where Belle River intersects the Transcontinental Railway; thence in a south easterly direction through the districts of Pontiac and Ottawa to a point at or near Monte Laurier; thence south easterly through the counties of Ottawa, Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé and Saint Maurice to the city of Three Rivers or in the alternative through the said counties to Grand Piles in the county of Champlain and from thence through the counties of Champlain, Portneuf and Quebec to the city

plain, Portneuf et Québec à la cité de Québec; et avec pouvoir de construire un embranchement d'un point du Lac Témiscamingue, dans le comté de Pontiac, dans une direction sud à travers le comté de Pontiac, au village de Ville-Marie, et continuant dans une direction nord-est à ou près du Lac des Quinze au Lac Expanse; avec pouvoir de construire des embranchements ou extensions à divers endroits le long de la route; et pour communiquer avec tous les chemins de fer déjà construits ou qui peuvent être construits; avec pouvoir d'opérer le dit chemin de fer par vapeur, électricité ou autrement; et pour autres pouvoirs ordinairement donnés aux compagnies de chemins de fer.

Daté, ce 27ième jour de septembre A. D. 1912.

GEORGE PARENT,
Procureur, Québec.

Agent pour PRICE, GARVEY & CO.
Procureurs du requérant.

4021

La cité de Montréal donne avis qu'elles s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes:

Autonomie municipale; expropriations, ouverture, prolongement et élargissement de rues; redistribution et fusion des quartiers; autorisation de faire des règlements sur différents sujets; finance, administration, taxes, permis, licences, pavages permanents; annexions; prolongation des délais pour exécution des travaux dans différents quartiers; listes électorales; élections; rôles de contribution et de perception; ratification du contrat avec la compagnie Canadienne d'Autobus; construction d'égouts, drains; emprunts permanents et temporaires; pouvoirs généraux de la cité; obligations et responsabilités de personnes ou compagnies dans le cas d'excavations faites dans les rues pour pose de tuyaux; pouvoirs du conseil ou du bureau des commissaires; hygiène et salubrité; remboursement à la cité du coût de l'entretien dans les hôpitaux civiques, de malades venant de municipalités étrangères; travaux et améliorations publiques; paix et sûreté publiques; nuisances; marchés et abattoirs, décence et bonnes moeurs; aqueduc; rues, ruelles et voies publiques et droit d'y exercer des privilèges; établissement de parcs et de boulevards; droit de s'emparer des rues privées et d'y faire des travaux dans l'intérêt général; ratification du règlement No 460, intitulé: "Règlement concernant les voitures à vapeur et à moteur; ratification des règlements relatifs à la construction des édifices; annuités, fonds de pension ou de retraite pour les fonctionnaires municipaux.

L. O. DAVID,
Greffier de la cité.

Bureau du greffier de la cité.

Hôtel de ville.

Montréal, 3 octobre 1912

4015

Avis est donné de la part de la Compagnie Hydraulique Stadacona qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'autorisant à exercer certains pouvoirs d'expropriation pour la pose de ses poteaux et l'installation de ses lignes de transmission conformément à la loi des Chemins de Fer de Québec.

Pour la Compagnie Hydraulique Stadacona.
ST-LAURENT & LAFERTE,

Québec, 2 octobre 1912.

Avocats.
4019

of Quebec; and with power to construct a branch line from a point on Lake Temiskaming in Pontiac county in a southerly direction through the county of Pontiac to the village of Ville Marie, and continued in an north easterly direction at or near the Lac des Quinze to Lake Expanse; with power to construct branches or extensions at different points along the route; and to connect with any railroads built or that may be built; with power to operate said railway by steam, electricity or otherwise; and for such powers as are usually given to railway companies.

Dated 27th day of September, A. D. 1912.

GEORGE PARENT,
Solicitor, Quebec.

Agent for PRICE, GARVEY & CO.,
Solicitors for applicant.

4022

The city of Montreal gives notice that it will apply, to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

Municipal autonomy; expropriations; opening extension and widening of streets; redistribution and amalgamation of wards; authorization to enact by-laws on different subjects; finance; administration; taxes; permits; licenses; permanent pavings; annexations; extension of the delays for the carrying out of works in different wards; voters lists; elections; assessment and collection rolls; ratification of the contract with the Canadian Autobus Company; laying of sewers and drains; permanent and temporary loans; general powers of the city; obligations and responsibility of persons or companies in the case of cuts made in the streets for the laying of pipes; powers of the Council and of the Board of Commissioners; hygiene and sanitation; refund to the city of the cost of the maintenance, in civic hospital, of patients coming from outside municipalities; public works and improvements; public peace and safety; nuisances; markets and abattoirs; decency and good morals; water works; streets, lames and thoroughfares and right to exercise privileges thereon establishment of parks and boulevards; right to take possession of private streets and to perform works thereon in the general interest; ratification of by-law No 460, entitled "By-law concerning steam and motor vehicles; ratification of by-laws reconstruction of buildings; superannuation fund, annuities for civic employees.

L. O. DAVID,
City Clerk.

City Clerk's Office,

City Hall.

Montreal, 3rd October, 1912.

4016

Notice is given on behalf of The Stadacona Hydraulic Company that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act authorizing it to exercise certain powers of expropriation for the placing of its posts and the installation of its transmission lines, in conformity with the dispositions of the Quebec Railway Act.

For the Stadacona Hydraulic Company.

ST-LAURENT & LAFERTE,

Solicitors.

Quebec, 2nd October, 1912.

4020

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, et pour demander d'être autorisée à emprunter une somme de sept cent vingt cinq mille piastres, pour payer le coût de travaux permanents dans les rues et places publiques, des travaux pour la construction du nouveau conduit de son aqueduc, et extension de l'aqueduc dans certaines parties du quartier Limoilou, de construction et réparation de postes de pompiers et équipement, et réorganisation de la brigade de feu, des travaux et acquisition de terrains pour les ponts Dorchester et Drouin, et aussi pour la protection des sources et cours d'eau qui alimentent son aqueduc, et aussi, pour faire ratifier un certain contrat entre elle et "The Canadian Northern Quebec Railway Company", concernant le paiement de certaines cotisations, pour modifier la loi concernant les plaintes contre les rôles de cotisation, et la taxe sur les poteaux érigés dans les rues; pour obtenir des pouvoirs additionnels pour l'installation de son télégraphe d'alarme du feu, pour modifier la loi concernant la construction des bâtisses et des trottoirs, et concernant les murs de soutènement des terres des rues, et pour autres fins.

Par ordre,

H. J. J. B. CHOUINARD,

Greffier de la cité.

Québec, 2 octobre 1912.

4033.2

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

Avis public est par le présent donné que MM. Alphonse Turcotte, Henry James Ross, Georges Gonthier, John Joseph Robson, Alexandre Desmarreau, Edgar Alexander Right, Joseph Desautels et Henri Viau, tous comptables, de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale les constituant, eux et toutes autres personnes qui leur sont déjà associées ou qui pourront l'être à l'avenir, en une corporation, sous le nom de "Institut des Comptables et Auditeurs de la province de Québec" (Institute of Accountants and Auditors of the province of Quebec), avec pouvoir de faire tout ce que nécessaire pour assurer l'efficacité, la dignité et le bon renom de leur profession comme comptables et auditeurs publics; définir les devoirs et les droits de leur profession de comptables et auditeurs; établir les conditions auxquelles on pourra devenir ou rester membre de cette association; conférer aux membres de cette association des titres, certificats de compétence ou de qualification et certaines appellations et restreindre à ses membres exclusivement tels titres et appellations; établir des cours d'enseignement et faire à ce sujet tous arrangements avec une université ou une maison d'enseignement ou d'éducation; faire tous règlements se rapportant à l'admission, au maintien et à la régie des membres dans l'association et à leur expulsion; acquérir, par achat ou autrement aliéner, toutes propriétés immobilières que l'association pourrait avoir en vue, afin d'obtenir son objet et ses fins; prélever sur ses membres, toute contribution nécessaire et pour d'autres fins.

PELLETIER & BEAULIEU,

Procureurs des requérants.

Montréal, 2 octobre 1912.

4031.2

Avis public est par les présentes donné que la ville de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte, et obtenir les pouvoirs additionnels suivants:

Pour faire décréter que la ville portera à l'avenir le nom de "Cité de Maisonneuve." Pour homologuer, ouvrir et macadamiser conformément à la

Public notice is hereby given that the city of Québec, shall apply to the Legislature of this province, at its next session, to obtain certain amendments to its charter of incorporation, and to request authorization to borrow a sum of \$725 000, seven hundred and twenty five dollars, to pay the cost of permanent works in the streets and public places; works for the construction of the new water works main and extension of water works in certain portions of Limoilou ward, to build and repair fire stations and for equipment and reorganization of the Fire Brigade, of works and purchase of land required for Dorchester and Drouin bridges, and also for the protection of the sources and water courses which supply water to the water works, and also for ratification of a certain deed between the city and the Canadian Northern Quebec Railway Company, concerning the payment of certain assessment, to modify the law concerning complaints against the assessment roll and tax on poles erected in streets, to obtain additional power for the extension of the Fire Alarm Telegraph, to modify the law concerning the construction of buildings and sidewalks, and concerning retaining walls to support the land of streets, and for other purposes.

By order,

H. J. J. B. CHOUINARD,

City clerk

Quebec, 2nd October, 1912

4034

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

Notice public is hereby given that Messrs. Alphonse Turcotte, Henry James Ross, Georges Gonthier, John Joseph Robson, Alexandre Desmarreau, Edgar Alexander Right, Joseph Desautels et Henri Viau, all accountants, of the city and district of Montreal, shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law, constituting them with all other persons actually connected and associated with them or who might so become in future as a body politic and corporate, under the name of "Institute of Accountants and Auditors of the province of Quebec" (Institut des Comptables et Auditeurs de la province de Québec), and to confer upon them all the power and authority required for the following purposes: to perform whatever may be necessary to secure the efficacy, the dignity and good renown of their profession as public accountants and auditors; to define the duties and the rights of their profession as accountants and auditors; to establish the conditions under which one may become or remain a member of said association; to confer upon the members of said association titles certificates of competency or qualification, and certain appellations and also to restrict to its members exclusively said titles and appellations; to establish course of teaching and to enter into any agreement to that effect, with any university or establishment of instruction and education; to enact any by-laws relating to the admission, maintenance and conduct of the members in said association and also to the expulsion of members therefrom; to acquire, alienate, by deed of sale or otherwise all immovable properties that the association may have in view, in order to obtain its object and its ends; to levy upon said members all contribution required and for any other purposes.

PELLETIER & BEAULIEU,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 2nd October, 1912.

4032

Public notice is hereby given that the town of Maisonneuve will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter and to obtain the following additional powers:

To obtain an enactment to the effect that the town in the future will be known under the name of "City of Maisonneuve". To homologate, open and

" loi des bons chemins 1912," le Boulevard Pie IX à une largeur de 100 pieds des limites nord de la ville jusqu'à la Rivière des Prairies, et réglementer la construction des maisons qui y seront construites; pour réglementer en général la construction des bâtiments, et décréter certaines prohibitions dans certains cas, et sur certaines rues et ruelles; pour amender l'article 7 de la loi 1 George V (1ère session) chapitre 52, concernant la construction des trottoirs permanents. Pour demander la création d'une commission à être nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil, dans le but d'embellir et d'administrer le parc Maisonneuve;

Pour amender l'article 13 de la loi 1 George V (2ème session) chapitre 64, ainsi que l'article 5 de la loi 1 George V (1ère session), chapitre 52. Amender la loi concernant les taxes, les limitations ou exemptions de taxes, les licences en général, les aliénés et l'homologation des rôles de cotisation et de perception; autoriser le conseil à paver les rues comprises entre le fleuve et la ligne proposée au Pacifique Canadien;

Autoriser le conseil à construire les écuries et hangars nécessaires; obtenir une appropriation additionnelle pour compléter le marché et le bain publics, et autoriser le conseil à émettre des bons ou débiteurs de la ville pour les fins ci-dessus mentionnées et ce sans suivre les formalités des statuts refondus de 1888, pour ratifier le plan d'homologation et de cadastre de partie du lot No 17, du village incorporé d'Hochelaga. Amender l'article 4546 des statuts refondus de 1888;

Pour autoriser le conseil à faire tous règlements concernant la circulation des voitures et des camions mus par la vapeur ou autre force motrice, et en général à faire tous règlements pour la bonne administration de la ville.

Pour donner aux compagnies, corporations ou corps incorporés le droit de voter.

JOSEPH MORIN,

Procureur de la ville de Maisonneuve.
Montréal, 2 octobre 1912. 4029.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par M. George Doyer, cultivateur, de Saint Gervais, et autres, aux fins d'obtenir le pouvoir de vendre un certain immeuble substitué étant le No 256, des plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Saint-Gervais.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,

Procureurs du requérant.
Québec, 30 septembre 1912. 4017.2

Avis public est par les présentes donné que la ville de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la création d'une commission, dont les membres seront nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec pouvoirs d'administrer et embellir et exploiter le parc Maisonneuve; les revenus de telle exploitation devant être partagés moitié à la ville et moitié aux institutions de charité de la ville.

JOSEPH MORIN,

Procureur pour la ville de Maisonneuve.
Montréal, 2 octobre 1912. 4027.2

La cité de Hull donne avis qu'elle s'adressera à la législature de la province, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, dans les buts suivants:

Déterminer les devoirs et pouvoirs de ses officiers concernant les élections des échevins; définir la promulgation et approbation de certains règlements; déterminer les procédures à suivre pour vendre des immeubles pour taxes; sur la manière de donner les avis publics; faire certains règlements; amender certains pouvoirs du conseil quant à la taxe de locataire; touchant la cour du recorder et le recorder; pour évaluer et imposer des taxes sur rails, poteaux, accessoires de chemins de fer électrique dans les limites de la cité; obliger des personnes et compagnies exemptes de taxes à

macadamize, according to the "law of good roads, 1912," the Boulevard Pie IX at a width of 100 feet from the northern limits of the town up to Rivière des Prairies, and to regulate the construction of houses that may be erected thereon. To regulate in general the erection of buildings, and to enact certain prohibitions in certain cases and on certain streets and lanes; to amend article 7 of the law 1 George V (1st session) chapter 52, relating to the construction of permanent sidewalks. To ask for the creation of a commission to be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, for the purpose of beautifying and managing the Park Maisonneuve;

To amend article 13 of the law 1 George V (2nd session) chapter 64 as well as article 5 of the law 1 George V (1st session), chapter 52. To amend the law relating to taxes, limitations or exemptions of taxation, licences in general, to insane persons, and the homologation of assessment and perception rolls. To authorize the council to pave the streets situated between the river and the proposed line of the Canadian Pacific Railway;

To authorize the council to erect necessary stables and sheds, to obtain an additional appropriation to complete the public market and bath, and authorize the council to issue bonds or debentures of the town for the purposes herein above mentioned and this without following the formalities of the revised statutes of 1888. To ratify the plan of homologation and cadastre of part of lot No. 17 of the incorporated village of Hochelaga, to amend article 4546 of the revised statutes of 1888;

To authorize the council to regulate the circulation of vehicles and wagons propelled by steam or other motive power, and in general to make by-laws for the good administration of the town.

To give to companies, corporations or incorporated bodies the right to vote.

JOSEPH MORIN,

Attorney for the town of Maisonneuve.
Montreal, 2nd October, 1912. 4030

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Mr. George Doyer, farmer, of Saint Gervais, and others, to obtain the power to sell a certain substituted immoveable being No. 256, on the cadastral plan and in the book of reference for the parish of Saint Gervais.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,

Solicitor for petitioner.
Quebec, 30th September, 1912. 4018

Public notice is hereby given that the town of Maisonneuve will apply at the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to ask for the creation of a commission whose members shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council, with powers to manage, beautify and exploit Maisonneuve Park; the revenues of such exploitation to be divided one half to the town and one half to the charitable institutions of the town.

JOSEPH MORIN,

Attorney for the town of Maisonneuve.
Montreal, 2nd October, 1912. 4028

The city of Hull gives notice that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter, on the following matters:

To determine duties any powers of its officers concerning elections of aldermen; to define the promulgation and approbation of certain by-laws; to determine the procedures for the sale of immoveables for taxes; on the rule to give public notices; to make certain by-laws; to amend the powers of the council regarding the rental taxes; concerning the recorder's court and the recorder himself; to assess and impose taxes on rails, posts and accessories of the electric railways in the limits of the city; to force persons and companies exempt from taxation to pay for costs of local improvements; mode of perception of said taxes

payer pour les améliorations locales ; mode de perception des dites taxes ; pour ses pouvoirs d'emprunt et au sujet du fonds d'amortissement ; referendum ; déterminer le nombre de licences ; de faire certains amendements relatifs à l'instruction publique en ce qui regarde l'élection des commissaires d'écoles et leur droit d'emprunt ; obliger certaines personnes ou compagnies aux améliorations locales.

DEVLIN & STE MARIE,

Procureur de la requérante.

Hull, 30 septembre 1912.

4025.2

Avis public est par le présent donné que le bureau protestant des commissaires d'écoles, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi dans les buts suivants :

Augmenter leurs pouvoirs d'emprunt et les autoriser à émettre des obligations additionnelles pour cette fin et jusqu'à une limite à être déterminée ;

Spécifier la forme de telles obligations ;

Annexer au territoire sous la juridiction des requérants la partie du territoire du quartier Saint-Denis, qui n'est pas déjà sujette à leur contrôle pour les fins scolaires ;

Pourvoir à la perception des taxes scolaires imposées sur la propriété des corporations et compagnies incorporées comme suit :

(a) Que la liste neutre de la taxe scolaire sur la propriété des corporations situées dans les limites de la cité sera imposée par les assesseurs de la cité et prélevée par le trésorier de la cité au taux qui sera fixé par la loi ;

(b) Que les produits de la taxe sus-mentionnée dans ces quartiers ou parties de quartiers de la cité qui sont un territoire commun pour le bureau protestant des commissaires d'écoles et la commission scolaire catholique de Montréal, seront divisés entre les deux bureaux, tel que pourvu par la loi existante ;

(c) Que les produits de la taxe dans chacun des autres quartiers ou parties de quartiers de la cité seront traités séparément et divisés par le trésorier de la cité sur la base de per capita parmi ces bureaux scolaires de la cité qui auront des élèves résidant dans ce quartier ou partie de quartier et fréquentant leurs diverses écoles ;

(d) Que pour les fins des écoles existantes, tous les bureaux scolaires de la cité, à l'exception de la commission scolaire catholique de Montréal, seront requis de fournir au trésorier de la cité, le ou avant le quinzième jour de novembre annuellement, un état montrant le nombre d'élèves fréquentant ses écoles durant les mois d'octobre, et résidant dans les limites de chaque quartier ou partie de quartier non compris dans le territoire de la commission scolaire catholique de Montréal ;

Et pour toutes autres fins et législation en rapport, nécessaires ou accessoires aux susdites fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS

& LANGUEDOC,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 28 septembre 1912.

3973.2

concerning its borrowing powers and its sinking fund ; referendum ; to determine the number of licenses ; to make amendments concerning public instruction regarding the election of school commissioners and their borrowing powers ; to oblige and force certain persons and companies to local improvements.

DEVLIN & STE. MARIE,

Attorneys for petitioner.

Hull, 30th September, 1912.

4026

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal, will at the next session of the Legislature of the province of Quebec, make application for the passing of an act for the following purposes :

To increase their borrowing powers and authorize them to issue additional bonds for that purpose and to a limit to be determined.

To specify the form of such bonds.

To annex to the territory under the jurisdiction of the applicants such part of the territory of Saint Denis ward, as it not already subject to their control for school purposes.

To provide for the collection of school taxes, levied on the property of corporations and incorporated companies as follows :

(a) That the neutral panel school tax upon the property or corporations situate within the city limits shall be levied by the city assessors and collected by the city treasurer at the rate to be fixed by law ;

(b) That the proceeds of the above mentioned tax in those wards or parts of wards of the city which are common territory for the Protestant Board of School Commissioners and the Catholic School Commission of Montreal, shall be divided between the two boards as provided by the existing law ;

(c) That the proceeds of the tax in each of the other wards or parts of wards of the city shall be treated separately and divided by the city treasurer upon the per capita basis among those city school boards which shall have pupils residing in that ward or part of ward and attending their several schools ;

(d) That for the purpose of existing schools, every city school board, excepting the Catholic School Commission of Montreal, shall be required to furnish to the city treasurer on or before the fifteenth of November, annually a statement showing the number of pupils attending the schools during the month of October, and residing within the limits of each ward or part of ward not included in the territory of the Catholic School Commission of Montreal.

And for such other purposes and legislation as may be incidental, necessary or accessory to the above purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS

& LANGUEDOC,

Solicitors for applicants.

Montreal, 28th September, 1912.

3974

Avis public est par le présent donné que la cité de Lachine s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte aux fins : d'annexer la ville de Summerlea à son territoire ; modifier les élections municipales, la formation des commissions, les procédures concernant les séances du conseil, l'administration des finances, la votation aux élections municipales, et sur les règlements d'emprunt ; ratifier certaines dépenses encourues par le conseil dans l'intérêt de la cité ; pourvoir à l'établissement d'un incinérateur et au paiement de pensions à ses employés en retraite ; l'autoriser à faire des règlements pour prohiber l'assistance de jeunes enfants aux représentations

Notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act amending its charter for the purpose : of annexing the town of Summerlea to its territory ; to modify the municipal elections, the mode of tenders, the procedures respecting the sittings of the council, the administration of the finances, the voting at the municipal elections and on the loan by laws ; to ratify certain expenses incurred by the council in the interest of the city ; to provide for the establishment of an incinerator and for the payment of pensions to its retired employees ; to authorize it to make by-laws to prohibit the attendance of children at theatrical and cinematographic

théâtrales et cinématographiques ; augmenter ses pouvoirs de taxer les commerces et les industries, et pour autres fins.

A. S. PELLETIER,

Procureur de la cité de Lachine.

Montréal, 1er octobre 1912.

4003.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale afin d'incorporer un hôpital sous le nom de "The Montreal Foundling and Baby Hospital", devant être mis en opération dans la cité de Montréal, pour prendre soin des enfants malades et dresser des jeunes femmes pour le soin et allaitement des enfants malades et en santé, et pour donner le pouvoir au dit hôpital d'acheter, acquérir par donation ou autrement, et posséder des immeubles pour l'emploi actuel, et pour les fins de son revenu, vendre, aliéner, échanger et hypothéquer les dits immeubles, faire des contrats, lois, règles et règlements pour son administration interne et pour autres fins.

FOSTER, MARTIN, MANN,

MACKINNON & HACKETT,

Procureurs des requérants.

Montréal, 28 Septembre 1912.

3971.

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte annexant la municipalité scolaire de la ville Emard, dans le comté Jacques-Cartier, à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal.

EMARD & EMARD,

Procureurs des requérants.

Montréal, 2 octobre 1912.

4049

Avis public est par le présent donné que Joseph Rutherford Colby, gérant, de Montréal Ouest, Edward Wallace Whiting, surintendant, Andrew Thomas Stewart, trésorier, Dougall Cushing, notaire et Talbot Mercer Papineau, avocat, tous de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant les requérants en une compagnie de chemin de fer sous le nom de "Calumet & Northern Railway Company", avec pouvoir de construire, bâtir, mettre en opération et maintenir un chemin de fer mu par la vapeur, électricité ou autre pouvoir, d'un point ou près du village de Calumet, dans le comté d'Argenteuil à un point à ou près du village de Sainte-Jovite, dans le comté de Terrebonne, et pour autoriser la dite compagnie à exercer tous les pouvoirs y ayant rapport, et pour autres fins.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 26 septembre 1912.

4055

Avis est par le présent donné que The Ross Realty Company, Limited, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de ratifier, confirmer et valider son titre à une certaine propriété connue comme lot numéro 4679, sur les plan et livre de renvoi officiels, dans la paroisse de Montréal.

ATWATER, DUCLOS & BOND,

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 2 octobre 1912.

4057

representations ; to increase its powers to tax any business and trade, and for other purposes.

A. S. PELLETIER,

Attorney for the city of Lachine.

Montreal, 1st October, 1912.

4004

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a special act to incorporate a Hospital to be called "The Montreal Foundling and Baby Hospital", to be carried on at the city of Montreal, to care for sick babies and to train young women in the care and nursing of children both sick and well, and to give power to the said Hospital to purchase, acquire by donation or otherwise, and possess immoveable property for the actual use, and for the purpose of its revenue, to sell, alienate, exchange and hypothecate such immoveable property, to enter into contracts and to make by-laws, rules and regulations for its internal government and for other purposes.

FOSTER, MARTIN, MANN,

MACKINNON & HACKETT,

Attorneys for applicants.

Montreal, 28th September, 1912.

3972

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to annex the school municipality of the town of Emard, in the county of Jacques Cartier, to the school municipality which is under the jurisdiction of the Catholic School Commission of Montreal.

EMARD & EMARD,

Attorneys for petitioners.

Montréal, 2nd October, 1912.

4050

Public notice is hereby given that Joseph Rutherford Colby, manager, of Montreal West, Edward Wallace Whiting, superintendent, Andrew Thomas Stewart, treasurer, Dougall Cushing, notary, and Talbot Mercer Papineau, advocate, all of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, for an act incorporating the petitioners as a railway company under the name of "Calumet & Northern Railway Company" with power to construct, build, operate and maintain a railroad to be operated by steam, electricity or other power, from a point at or near the village of Calumet, in the county of Argenteuil to a point at or near the village of Saint Jovite, in the county of Terrebonne and to authorize the said company to exercise all the powers incident thereto, and for other purposes.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,

Solicitors for petitioners.

Montreal, 26th September, 1912.

4056

Notice is hereby given that the Ross Realty Company, Limited, a body politic and corporate, having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to ratify, confirm and validate its title to that certain property known as lot number 4679 on the official plan and book of reference in the parish of Montreal.

ATWATER, DUCLOS & BOND,

Solicitors for applicants.

Montreal, 2nd October, 1912.

4058

Avis public est donné par les présentes par la corporation de la ville Laval des Rapides qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte pour les matières suivantes :

Définition de terre en culture et taxes sur icelles, ouverture et élargissement de rues, prise de possession des rues cadastrées, plan général de la ville, emprunts, élections, électeurs, division de quartiers, administration, ratification des règlements Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Par ordre,

GORDIEN MENARD,

Procureur de la ville Laval des Rapides.
Laval des Rapides, 3 octobre 1912. 4113

Avis est par le présent donné que "The Girls Cottage Industrial School" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi confirmant son incorporation et l'autorisant à pourvoir à une maison ou maisons et facilités pour l'éducation et l'instruction des filles délinquantes, incorrigibles, négligées ou dénuées dans la cité de Montréal et ailleurs dans la province de Québec, et organiser, établir et maintenir une école ou des écoles d'entraînement, industrielle et de réforme, et en général aider et assister toutes les filles qui peuvent être dans le besoin d'aide et d'assistance, et pour autres fins.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
Solliciteurs de la requérante.
Montréal, 7 octobre 1912. 4123

Les administrateurs de l'université Laval, à Montréal, qui a son siège à Montréal, dans le district de Montréal, donnent avis par les présentes qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'amender la loi 55-56 Victoria, chapitre 64, pour leur accorder l'autorisation d'emprunter des deniers, de céder, de transporter ses biens, ses revenus en remboursement de tout prêt, et pour autres fins.

J. L. DESJARDINS, Ptre,
Secrétaire de l'université Laval, à Montréal.
Montréal, 7 octobre 1912. 4125

Avis est par les présentes donné que Louis Edgar Gauthier, manufacturier, des cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi confirmant et déclarant valide une vente consentie par Dame Joséphine Phélan, épouse de David Hébert, d'un immeuble connu sous le numéro mille soixante, sur les plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, lequel acte de vente a été reçu par René Leroux, notaire, le douzième jour de février mil neuf cent sept, et confirmant également un acte de vente du même immeuble ci-dessus mentionné, par David Hébert à M. C. Galarneau et L. E. Gauthier, passé le même jour devant René Leroux, notaire.

LOUIS-EDGAR GAUTHIER,
Procureur.
Montréal, 7 octobre 1912. 4137

Avis public est par les présentes donné que la ville Saint-Laurent s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, notamment en ce qui concerne la délimitation et l'agrandissement de son territoire, l'annexion au territoire actuel de certaines terres et terrains y adjoignant, le droit d'expropriation de parcs publics ou boulevards, le droit d'exempter de taxes les terrains en culture en tout ou en partie, le droit de disposer de l'aqueduc à des conditions jugées convenables, pour faire ratifier certaines ventes de taxes faites par la corporation et pour autres fins.

J. HONORE JOANETTE,
Avocat de la ville Saint-Laurent.
Saint-Laurent, 7 octobre 1912. 4149

Public notice is hereby given by the corporation of the town of Laval des Rapides that it would apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its charter on the following matters :

Definition of farm lands and taxes thereon, opening and widening of streets, taken possession of streets appearing on cadastral plan, general plan of the town, loans, elections, electors, divisions of wards, administration, ratification of by-laws Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6.

By order,

GORDIEN MENARD,

Attorney for the town of Laval des Rapides.
Laval des Rapides, 3rd October, 1912. 4114

Notice is hereby given that the "Girls' Cottage Industrial School" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act confirming its incorporation and authorizing it to provide a home or homes and facilities for the education and training of delinquent, incorrigible, neglected or destitute girls in the city of Montreal and elsewhere in the province of Quebec, and to organize, establish and maintain a training, industrial and reformatory school or schools, and generally to aid and assist all such girls as may appear to be in need of aid and assistance, and for other purposes.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
Solicitors for applicant.
Montreal, 7th October, 1912. 4124

The administrators of Laval University, at Montreal, with its seat at Montreal, in the district of Montreal, hereby give notice that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the act 55-56 Vict., chapter 64, to grant them the authorization to borrow money, to convey, to transfer its property and revenue for the repayment of any loan, and for other persons.

J. L. DESJARDINS, Pst,
Secretary of Laval University, at Montreal.
Montreal, 7th October, 1912. 4126

Notice is hereby given that Louis Edgar Gauthier, manufacturer, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act confirming and declaring valid a sale consented to by Dame Joséphine Phélan, wife of David Hébert, of an immovable known under the number one thousand and sixty, on the official plan and book of reference of Saint Anthony ward, in the city of Montreal, which deed of sale was received by René Leroux, notary, on the twelfth day of February, 1907, and confirming equally a deed of sale of the same immovable hereabove mentioned, by David Hébert to M. C. Galarneau and L. E. Gauthier, passed on the same day before René Leroux, notary.

LOUIS-EDGAR GAUTHIER,
Attorney.
Montreal, 7th October, 1912. 4138

Public notice is hereby given that the town of Saint-Laurent shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter, specially concerning the delimitation and widening of its territory, the annexation to the actual territory of certain lands and lots adjoining, the right to expropriate for public parks or boulevards, the right to exempt from taxes lands in cultivation, the right to dispose of the aqueduct at certain conditions, to have certain sales for taxes done by the corporation ratified, and for other purposes.

J. HONORE JOANETTE,
Attorney for the town of Saint-Laurent.
Saint Laurent, 7th October, 1912. 4150

Avis public est par le présent donné que la ville Lasalle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir des amendements à sa charte; pour rectifier les bornes de son territoire; changer les dispositions concernant les élections; l'approvisionnement de l'eau et de l'éclairage, et le prélèvement des taxes spéciales pour ces fins; les emprunts; la votation des règlements d'emprunt par les propriétaires; la juridiction de la Cour du Recorder; l'ouverture de nouveaux chemins et pour faire autoriser les grèves de substitution et autres à donner gratuitement le terrain nécessaire à ces fins; obtenir le droit d'exécuter des travaux municipaux sur les chemins des commissaires des chemins à barrières de Montréal; faire ratifier le règlement No 5 de la ville concernant l'aqueduc, passé le 17 mai dernier, et pour autres fins.

A. L. PELLETIER,
Procureur de la ville Lasalle.
Ville Lasalle, 1er octobre 1912. 4085

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par The Dominion Trust Company, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Vancouver, dans la province de la Colombie Anglaise, pour obtenir une loi l'autorisant à faire ses affaires dans la province de Québec; accepter la position de fidéicommiss, curateur, syndic, exécuteur, liquidateur, percepteur, administrateur, agent et tuteur, et recevoir et détenir tous les biens, meubles et immeubles confiés à la compagnie en rapport avec tout dépôt entrepris ou confié à la compagnie; exercer tous les autres pouvoirs qui sont octroyés aux compagnies semblables dans cette province et pour autres fins.

DOMINION TRUST COMPANY.
LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solliciteurs de la requérante.
Montréal, 4 octobre 1912. 4091

Avis public est par le présent donné que Charles Alexandre de Lisle, de Toronto, Ont., James Norman Stewart Leslie, de Kingston, Ont., Dame Marie Georgianna de Lisle, de Montréal, épouse de Joseph Henri Pillet, de lieux inconnus, tant personnellement qu'en sa qualité de grévée dans la substitution créée tant à sa part dans les biens et succession de feu Dame Marie Angélique Cuvillier, en son vivant de Montréal, veuve de feu Alexandre Maurice de Lisle, en vertu de son testament, qu'en sa qualité de grévée dans la substitution créée quant à sa part dans les biens et succession de feu Delle Angélique Marie Anne Clara de Lisle, en son vivant de Montréal, en vertu de son testament; Dame Marie Victoria Cordelia de Lisle, de Kensington, Angleterre, veuve de feu Olivier Selby, tant personnellement qu'en sa qualité de grévée dans la substitution créée quant à sa part des biens et succession de la dite feu Delle Angélique Marie Anne Clara de Lisle, en vertu de son dit testament; The Montreal Trust Company, de Montréal, Qué., en sa qualité de curatrice aux trois susdites substitutions; Delle Claire de Lisle, de Montréal, fille majeure; Dame Henrietta O'Connor, de Montréal, veuve de feu Nowlan de Lisle, tant en sa qualité d'exécutrice testamentaire de son dit feu mari, qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, issus de son mariage avec le dit Nowlan de Lisle, et le Révérend Majorique Bolduc, de Cacouna, Qué., en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Delle Lucy Anne de Lisle, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi afin d'amender 49-50 Vic.,

Public notice is hereby given that Ville Lasalle will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain amendments; to its charter: to rectify the boundaries of its territory; to change the provisions respecting the elections; the supplying of water and light, and the levying of special taxes for such purposes; the loans; the voting of the loan by-laws by the proprietors; the jurisdiction of the Recorder's Court; the opening of new roads, and to cause institutes under substitution and others to be authorized to gratuitously give the land necessary for such purposes; to obtain the right to execute municipal works on the roads of the Commissioners of the Montreal Turnpike Roads; to ratify by-laws No. 5 of the town respecting the waterworks, passed on the 17th May last, and for other purposes.

A. L. PELLETIER,
Attorney for ville Lasalle.
Ville Lasalle, 3rd October, 1912. 4086

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Dominion Trust Company, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Vancouver, in the province of British Columbia, for an act to authorize it to carry on its business in the province of Quebec; to accept the position of trustee, curator, assignee, executor, liquidator, receiver, administrator, agent and tutor, and to receive and hold all property, moveable and immoveable, committed to the company in connection with any trust undertaken by or committed to the company; to exercise such other powers as are conferred upon similar companies in this province and for other purposes.

DOMINION TRUST COMPANY.
LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solicitors for Applicant.
Montréal, 4th October, 1912. 4092

Public notice is hereby given that Charles Alexandre de Lisle, of Toronto, Ont., James Norman Stuart Leslie, of Kingston, Ont., Dame Marie Georgianna de Lisle, of Montreal, wife of Joseph Henri Pillet, of parts unknown, as well personally as in her quality of institute in the substitution created as to her share in the estate and succession of the late Dame Marie Angélique Cuvillier, in her lifetime of Montreal, widow of the late Alexandre Maurice de Lisle, under her last will; as also in her quality of institute in the substitution created as to her share in the estate and succession of the late Miss Angélique Marie Anne Clara de Lisle, in her lifetime of Montreal, under her last will; Dame Marie Victoria Cordelia de Lisle, of Kensington, England, widow of the late Oliver Selby, as well personally as in her quality of institute in the substitution created as to her share in the estate and succession of the said late Miss Angélique Marie Anne Clara de Lisle, under the said will of the latter; the Montreal Trust Company, of Montreal, Que., in its quality of curator to the three substitutions aforesaid; Miss Claire de Lisle, of Montreal, of the full age of majority; Dame Henrietta O'Connor, of Montreal, widow of the late Nowlan de Lisle, as well in her quality of executrix of the last will of her said late husband, as in her quality of tutrix, to her minor children, issue of her marriage with said late Nowlan de Lisle, and the Reverend Majorique Bolduc, of Cacouna, Que., in his quality of executor of the last will of the late Miss Lucy Ann de Lisle, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at

Chap. 88, pour augmenter et définir les pouvoirs des exécuteurs des biens de la dite Dame Marie Angélique Cuvillier, de la dite feu Delle Angélique Marie Anne Clara de Lisle et de Dlle Lucy Anne de Lisle, et pour exempter les dits exécuteurs et légataires des dits biens, de la nécessité d'observer les formalités de la loi en rapport à la vente des biens affectés par les diverses substitutions créées en vertu du dit testament; pour relever certains légataires féminins de la nécessité d'autorisation maritale en rapport avec les ventes des biens des dites successions, et pour autres pouvoirs dans le but de faciliter la vente et administration des biens des dites successions.

BARNARD & McKEOWN,
Procureurs des requérants.

Montréal, 8 octobre 1912. 4177

Avis public est par le présent donné que Charles Alexandre de Lisle, de Toronto, gentleman, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Alexandre Maurice de Lisle, Dame Marie Georgianna de Lisle, de Montréal, épouse de Joseph Henri Pillet, de lieux inconnus; Dame Marie Victoria Cordella de Lisle, de Kensington, Angleterre, veuve de feu Oliver Selby; Dame Georgianna Stuart Leslie, de Montréal, épouse de Godfrey Weir, de lieux inconnus; Joseph Norman Stuart Leslie, de Kingston, Ont., tous grévés dans les diverses substitutions créées en vertu du testament; the Montreal Trust Company, de Montréal, en sa qualité de curatrice à la dite substitution; Delle Claire de Leslie, de Montréal, fille majeure, une des grévés en vertu du dit testament, et Dame Henrietta O'Connor, de Montréal, veuve de Nowlan de Lisle, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, issus de son mariage avec le dit Nowlan de Lisle, aussi grévée à la dite substitution, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé afin d'amender 43-44 Vic., Chap. 77, et pour définir et augmenter encore les pouvoirs de l'exécuteur des biens du dit feu Alexandre Maurice de Lisle, en rapport à la dite propriété immobilière de la succession, et pour autres pouvoirs afin de faciliter l'administration des biens de la dite succession.

BARNARD & McKEOWN,
Procureurs des requérants.

Montréal, 8 octobre 1912. 4175

VILLE DE VERDUN.

Avis est par le présent donné que la ville de Verdun s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, dans les buts suivants:

Le changement du nom de ville en celui de cité, finances et administration municipales, prêts et disposition des produits d'iceux, listes électorales, rôle d'évaluation et de cotisation et contestation d'iceux, chemins, aqueducs, trottoirs, licences, taxes sur meubles et immeubles, taux pour l'eau, travaux municipaux et répartition des frais d'iceux, règlements et mise en vigueur d'iceux, éclairage municipal et système de pouvoir par électricité ou autrement, production et vente de l'énergie électrique pour les fins municipales et privées, constructions, entretien et règle des conduits souterrains, installation sous terre de tous les fils élevés dans la cité de Verdun, règlement des modes de distribution et la connexion de maison à maison, pouvoir d'entrer sur aucune propriété pour les fins de distribution électrique.

A. E. J. BISSENET,
Procureur de la ville de Verdun,

Verdun, 8 octobre 1912. 4171

its next session for the passage of an act for the purpose of amending 49-50 Vic., Chap. 88; to enlarge and define the powers of the executors of the estates of said late Dame Marie Angélique Cuvillier, said late Miss Angélique Marie Ann Clara de Lisle, and Miss Lucy Ann de Lisle, and to exempt said executors and the legatee of the said estates from the necessity of observing the formalities of law in connection with the sale of the property affected by the various substitutions created under the said will; to relieve certain of the female legatees from the necessity of marital authorization in connection with the sales of the property of the said estates; and for other powers for the purpose of facilitating the sale and administration of the property of the said estates.

BARNARD & McKEOWN,
Attorneys for applicants.

Montreal, 8th October, 1912. 4178

Public notice is hereby given that Charles Alexandre de Lisle, of Toronto, gentleman, as well personally as in his quality of executor of the last will of the late Alexandre Maurice de Lisle; Dame Marie Georgianna de Lisle; Dame Marie Georgianna de Lisle, of Montreal, wife of Joseph Henri Pillet, of parts unknown; Dame Marie Victoria Cordella de Lisle, of Kensington, England, widow of the late Oliver Selby; Dame Georgianna Stuart Leslie, of Montreal, wife of Godfrey Weir, of parts unknown; Joseph Norman Stuart Leslie, of Kingston, Ont., all institutes in the several substitutions created under the said last will; the Montreal Trust Company, of Montreal, in its quality of curator to the said substitution; Miss Claire de Lisle, of Montreal, spinster, of the full age of majority, one of the substitutes under the said will, and Dame Henrietta O'Connor, of Montreal, widow of the late Nowlan de Lisle, in her quality of Tutrix to her minor children, issue of her marriage with the said Nowlan de Lisle, also substitutes in the said substitution, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passage of a private act, to amend 43-44 Vic., Chap. 77, and to define and further enlarge the powers of the executor of the estate of the said late Alexandre Maurice de Lisle, with reference to the said of the immovable property of the estate, and for other powers for the purpose of facilitating the administration of the property of the said estate.

BARNARD & McKEOWN,
Attorneys for applicants.

Montreal, 8th October, 1912. 4176

TOWN OF VERDUN

The town of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

The change of the name of the town into that of city of Verdun, municipal finances and administration thereof, loans and the disposal of the proceeds thereof, electoral lists, valuation and assessment rolls and contestation thereof, roads, waterworks, sidewalks, licences, real estate and personal taxes, water rates, municipal works and apportionment of the cost thereof, by-laws and the enforcement thereof, municipal lighting and power system by electricity or otherwise, production and sale of electric energy for municipal and private purposes; constructions, maintenance and regulation of underground conduits installation undergrounds of all overhead wires in the city of Verdun, regulation of the modes of distribution and house to house connection, power to enter any property for the purpose of electric distribution.

A. E. J. BISSENET,
Attorney for the town of Verdun.

Verdun, 8th October, 1912. 4172

Avis Divers

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Frédéric" s'est conformée aux dispositions de la loi des assurances de Québec, et que 50 souscripteurs ayant signé leurs noms sur le livre de souscription pour la somme de \$61,500, est constituée en corps politique et incorporée en vertu du sous paragraphe 2, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI, des statuts refondus de la province de Québec, 1909.

Donné conformément à l'article 6889, des statuts refondus de la province de Québec, 1909, à Saint-Frédéric, comté de Beauce, ce sixième jour d'octobre mil neuf cent douze.

NORBERT PLANTE,

Secrétaire de la Compagnie d'Assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Frédéric, Beauce. 4103

DISTRICT ELECTORAL DE NICOLET.

Dépenses légales d'élection du candidat Hon. C. R. Devlin.

Voiture.....	\$ 50 00
Télégrammes.....	2 00
	\$52 00

(Signé) J. B. A. ROUSSEAU,
Agent du candidat Hon. C. R. Devlin.

Vraie copie,

J. W. DENIS,

Officier-rapporteur.

Nicolet, 23 septembre 1912. 4089

Avis est par le présent donné que les administrateurs du cimetière Marlinton, à Marlinton, dans le canton de Stanstead, P. Q., s'adresseront au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une incorporation, sous le nom de "Marlinton Cemetery Company", conformément à l'acte des cimetières.

CHS. M. THOMAS, N. P.,

Pour les dits administrateurs.

Stanstead, P. Q., 5 octobre 1912. 3815

Province de Québec, district de Joliette, dans la cour supérieure, No 6316. Dame Marie Flore Corinne Auclair, épouse commune en biens de Camille Bélisle, mécanicien, du village de Saint-Gabriel de Brandon dans le district de Joliette, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Camille Bélisle, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause. Joliette, 8 octobre 1912.

ALPHONSE MARTINEAU,

4147 Procureur de la demanderesse.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3398. Dame Odila Roberge, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Prenoveau, charretier, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 27 septembre 1912.

BEAUDRY & BEAUDRY,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 7 octobre 1912. 4145

District de Québec, cour supérieure, No 1251. Dame Albertine Boucher, de Québec, épouse de Joseph Azarie Cloutier, aussi de Québec, marchand, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite cour. Québec, 3 octobre 1912. APOLLINAIRE CORRIVEAU, Procureur de la demanderesse. 4079.2

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that "The Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Frédéric" having complied with the provisions of the Quebec Insurance Act, and that 50 subscribers having signed their names in the subscription book to the amount of \$61,500, is constituted a body politic and corporate in virtue of sub-paragraph 2, paragraph 6, section XXII, chapter III, title XI of the revised statutes of the province of Québec, 1909.

Given pursuant to article 6889 of the revised statutes of the province of Québec, 1909, at Saint Frédéric, county of Beauce, this sixth day of October, 1912.

NORBERT PLANTE,

Secretary of the Mutual Fire Assurance Company of the parish of Saint Frédéric, Beauce. 4104

ELECTORAL DISTRICT OF NICOLET.

Legal election expenses of the candidate the Hon. C. R. Devlin.

Vehicle.....	\$ 50 00
Telegrams.....	2 00
	\$52 00

(Signed) J. B. A. ROUSSEAU,
Agent of the candidate Hon. C. R. Devlin.

True copy,

J. W. DENIS,

Returning officer.

Nicolet, 23rd September, 1912. 4090

Notice is hereby given that the administrators of the Marlinton Cemetery, at Marlinton, in the township of Stanstead, P. Q., will apply to the Lieutenant Governor of the province of Québec, for obtain an incorporation, under the name of the "Marlinton Cemetery Company", pursuant to the cemeteries act.

CHS. M. THOMAS, N. P.,

For said administrators.

Stanstead, P. Q., 5th October, 1912. 3816

Province of Québec, district of Joliette, in the superior court, No. 6316. Dame Marie Flore Corinne Auclair, wife common as to property of Camille Bélisle, mechanic, of the village of Saint Gabriel de Brandon, district of Joliette, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff; vs the said Camille Bélisle, Defendant. The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant. Joliette, 8th October, 1912.

ALPHONSE MARTINEAU,

4148 Attorney for plaintiff.

Province of Québec, district of Montreal, superior court, No. 3398. Dame Odila Roberge, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Prenoveau, carter, of the same place, has brought an action against her husband for separation as to property, the 27th September, 1912.

BEAUDRY & BEAUDRY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th October, 1912. 4146

District of Québec, superior court, No. 1251. Dame Albertine Boucher, of Québec, wife of Joseph Azarie Cloutier, of Québec, merchant, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband, before the said court. Québec, 3rd October, 1912. APOLLINAIRE CORRIVEAU, Attorney for Plaintiff. 4080

Province de Québec, district de Roberval, cour supérieure, No 52. Dame Amanda Martel, de Saint Cœur de Marie, épouse commune en biens de Eugène Fortin, ancien contracteur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Eugène Fortin, du même lieu, ancien contracteur, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur. Roberval, 30 septembre 1912.

J. D. PAMPHILE VALLÉE,
4041.2 Procureur de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 589.

Dame Elizabeth Arsenault, d-s cité et district de Montréal, épouse commune en biens de J. Omer Loisel, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit J. Omer Loisel, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28 août 1912.

GOYETTE & TRUDEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 31 août 1912. 4039.2

Avis est par le présent donné que l'assemblée annuelle de "The Levis County Railway" aura lieu à l'hôtel de ville de Lévis, mercredi, le 16 octobre, à dix heures A. M.

E. A. MACNUTT,
3985.2 Secrétaire-trésorier.

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 84.

Dame Laura Hébert, épouse d'Edward Duchesneau, cultivateur, du canton de Barnston, dans le dit district, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit mari.

G. H. ST PIERRE,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 7 juin 1912. 3991.2

Cour Supérieure.—Beauce.—No 880.

Dame Elmire Dallaire, épouse commune en biens de Charles Lachance, fils, de Saint-Martin, demanderesse; vs le dit Charles Lachance, défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

BOUFFARD & GODBOUT,
Procureurs de la demanderesse,
Saint-Joseph, Beauce, 18 septembre 1912. 3853-3

Cour Supérieure.—Arthabaska.
No 277.

Dame Ursule Roberge, épouse commune en biens de Antoine Hébert, de la paroisse de Sainte-Sophie d'Halifax, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse;

vs
Antoine Hébert, ci-devant de la paroisse de Sainte-Sophie d'Halifax, et maintenant de Prince Albert, dans la province de la Saskatchewan, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19 août 1912.

PERRAULT & PERRAULT,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 11 septembre 1912. 3767-4

Dame Salma Farah Yared a pris une action en séparation de biens contre son mari, Ayoub Yared, marchand, de la paroisse de Saint-Anaclet, district de Rimouski, province de Québec, le 14 septembre 1912; No 4606, en cour supérieure.

P. A. BEGIN,
Avocat de la demanderesse.
Rimouski, 17 septembre 1912. 3821-4

Province of Quebec, district of Roberval, superior court, No. 52. Dame Amanda Martel, of Saint Cœur de Marie, wife common as to property of Eugène Fortin, former contractor, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff; vs Eugène Fortin, of the same place, former contractor, Defendant. An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant. Roberval, 30th September, 1912.

J. D. PAMPHILE VALLÉE,
4042 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 589.

Dame Elizabeth Arsenault, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J. Omer Loisel, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff; vs The said J. Omer Loisel, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 28th August, 1912.

GOYETTE & TRUDEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montréal, 31st August, 1912. 4040

Notice is hereby given that the annual meeting of "The Levis County Railway" will be held at the Levis town hall, on Wednesday, 16th October, at ten A. M.

E. A. MACNUTT,
3986 Secretary-treasurer.

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 84.

Dame Laura Hébert, wife of Edward Duchesneau, of the township of Barnston, in said district, farmer, has taken, this day, an action for separation of property against her said husband.

G. H. ST PIERRE,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 7th June, 1912. 3992

Superior Court.—Beauce.—No. 880.

Dame Elmire Dallaire, wife common as to property of Charles Lachance, junior, of Saint-Martin, plaintiff; vs the said Charles Lachance, defendant. An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

BOUFFARD & GODBOUT,
Attorneys for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 18th September, 1912. 3854

Superior Court.—Arthabaska.
No. 277.

Dame Ursule Roberge, wife common as to property of Antoine Hébert, of the parish of Sainte-Sophie of Halifax, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs
Antoine Hébert, formerly of Sainte-Sophie of Halifax, and now of Prince Albert, in the province of Saskatchewan, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 19th of August, 1912.

PERRAULT & PERRAULT,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 11th September, 1912. 3768

Dame Salma Farah Yared has taken an action for separation as to property against her husband, Ayoub Yared, merchant, of the parish of Saint-Anaclet, district of Rimouski, province of Quebec, on the 14th of September, 1912, No. 4606, in superior court.

P. A. BEGIN,
Attorney for plaintiff.
Rimouski, 17th September, 1912. 3822

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3448.

Dame Berthe Robyns, épouse commune en biens de François Gillet, forgeron, tous deux des cité et district de Montréal, cette dernière étant dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Le dit François Gillet, du même lieu, Défendeur ;

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause contre le défendeur, le vingt-huitième jour de septembre mil neuf cent douze.

PELISSIER, WILSON & ST. PIERRE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 1er octobre 1912. 4037.2

Cour Supérieure.—Saint-François.
No 331.

Dame Laura Helen LeBaron (née Shurtleff), épouse de Wright Benjamin LeBaron, de la cité de Sherbrooke, commerçant, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, Qué., 7 octobre 1912. 4169

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de William Pratt, faisant affaires sous le nom de McArthur & Co., fournitures d'artistes, Montréal, Failli.
Avis est par le présent donné que, le 2e jour d'octobre 1912, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs des biens du susdit failli.

Les réclamations doivent être déposées dans notre bureau sous un mois de cette date.

E ALEXR. WRIGHT,
GORDON B. KINGAN,
Curateurs.

Bureau de Wright & Kingan,
711-13, Transportation Bldg.
Montréal, 3 octobre 1912. 4083

Dans l'affaire de Joseph Dutremble, commerçant, de Saint-Evariste, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 22 octobre 1912.

Ce dividende sera payable à mon bureau, le ou après le 23 octobre 1912.

L. A. FONTAINE, N. P.,
Curateur.
Saint-Evariste Station, 7 octobre 1912. 4157

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 240.

Dans l'affaire de Roland Cloutier, marchand épiciier, Trois-Rivières, faisant affaires sous la raison sociale de A. D. Cloutier, enregistré.

Avis est par le présent donné que, le 7 octobre 1912, nous avons été nommés par un ordre de la cour, curateurs-conjoints, et messieurs J. F. Bellefeuille, de Trois-Rivières, S. J. Carter et F. X. O. Trudel, de Montréal, inspecteurs aux biens de la dite faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

LARUE & TRUDEL,
Curateurs conjoints.
Bureau : 93, rue Saint-Pierre, Québec. 4143

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3448

Dame Berthe Robyns, wife common as to property of François Gillet, blacksmith, both of the city and district of Montreal, the said Berth Robyns being duly authorized to sue the defendant in this case, Plaintiff ; vs The said François Gillet, of the same place, Defendant ;

An action in separation for property was instituted in this case, against the defendant, on the twenty-eighth day of September, one thousand nine hundred and twelve.

PELISSIER, WILSON & ST. PIERRE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 1st. October 1912. 4038

Superior Court.—Saint Francis.
No. 331.

Dame Laura Helen LeBaron (née Shurtleff), wife of Wright Benjamin LeBaron, of the city of Sherbrooke, trader, has taken, this day, an action for separation of property against her said husband.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, Que., 7th October, 1912. 4170

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of William Pratt, doing business under the name of McArthur & Co., artists' supplies, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that, on the 2nd day of October, 1912, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above insolvent.

Claims must be filed at our office within one month from this date.

E. ALEXR. WRIGHT,
GORDON B. KINGAN,
Curators.
Office of Wright & Kingan,
711-13, Transportation Bldg.
Montreal, 3rd October, 1912. 4084

In the matter of Joseph Dutremble, trader of Saint-Evariste, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 22nd of October, 1912.

The said dividend will be payable at my office, on or after the 23rd of October, 1912.

L. A. FONTAINE, N. P.,
Curator.
Saint Evariste Station, 7th October, 1912. 4158

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No 240.

In the matter of Roland Cloutier, grocer, Three Rivers, doing business under the name of A. D. Cloutier, registered.

Notice is hereby given that, on the 7th October, 1912, we were appointed joint curators, and Messrs. J. F. Bellefeuille, of Three Rivers, S. J. Carter and F. X. O. Trudel, of Montreal, inspectors to this estate.

All parties having claims against the said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within thirty days from this date.

LARUE & TRUDEL,
Joint curators.
Office : 93, Saint Peter street, Quebec. 4144

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de J. André Laplante, maître char-
retier, Montréal, Failli.
Un premier et dernier bordereau de dividende a
été préparé en cette affaire et sera sujet à objection
jusqu'au 29 octobre 1912, après lequel jour le
dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 12 octobre 1912. 4151

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Azarias Levesque, entrepreneur,
de Montréal, Failli.
Un premier et dernier bordereau de dividende a
été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection
jusqu'au vingt-neuvième jour d'octobre 1912,
après lequel jour le dividende sera payable à mon
bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 12 octobre 1912. 4153

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Nestor Fagnan, entrepreneur, de
Montréal, Failli.
Un premier et dernier bordereau de dividende
a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objec-
tion jusqu'au 29e jour d'octobre 1912, après lequel
jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 9 octobre 1912. 4155

District de Quebec.

Dans l'affaire de Joseph Angers, Québec,
Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 3
octobre 1912, j'ai été nommé curateur aux biens
de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
cette succession sont requises de les produire devant
moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 9 octobre 1912. 4193

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de J. E. Carreau, limitée,
En liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'un premier
bordereau de dividende est préparé et sera payable
à mon bureau, le et après le 5e jour de novembre
1912.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 9 octobre 1912. 4215

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No 2448.

Dans l'affaire de J. S. Beaulieu, Jules Poulin,
Onésiphore Marcoux, Québec, faisant affaires,
sous la raison sociale de "Solid Shoe Co.",
Insolubles.

Avis est par le présent donné qu'un premier bor-

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of J. André Laplante, master carter,
Montreal, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been pre-
pared in this matter, which will be open to
objection until the 29th October, 1912, after which
date the dividend will be payable at my office.
NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 12th October, 1912. 4152

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Azarias Levesque, contractor, of
Montreal, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared
in this matter, which will be open to objection
until the twenty nine day of October, 1912, after
which date the dividend will be payable at my
office.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 12th October, 1912. 4154

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Nestor Fagnan, contractor, of
Montreal, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared
in this matter, which will be open to objection
until the 29th day of October, 1912, after which
date the dividend will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 9th October, 1912. 4156

District of Quebec.

In the matter of Joseph Angers, Quebec,
Insolvent
In virtue of an order of the court, dated 3rd
October, 1912, I have been appointed curator to
this estate.

All persons having claims against this estate are
requested to file them with me within thirty days
from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 9th October, 1912. 4194

IN VIRTUE OF THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of J. E. Carreau, limitée,
In liquidation.

Notice is hereby given that a first dividend
sheet has been prepared and will be payable at my
office, on and after the 5th day of November,
1912.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 9th October, 1912. 4216

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 2448.

In the matter of J. S. Beaulieu, Jules Poulin,
Onésiphore Marcoux, Quebec, doing business
under the firm name of "Solid Shoe Co.,"
Insolvents.

Notice is hereby given that a first dividend sheet

dereau de dividende a été préparé en cette affaire, qu'il sera sujet à objection d'ici au 24 octobre 1912, alors qu'il sera payable nos bureaux.

LARUE & TRUDEL,
Curateurs.

Bureau : 93, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 9 octobre 1912 4195

District de Québec.

Dans l'affaire de James Fréchette & Cie, Saint Romuald, Insolubles.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 3 octobre 1912, j'ai été nommé curateur aux biens de cette cession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 9 octobre 1912. 4191

District de Chicoutimi.

Dans l'affaire de E. Gousse & Cie, Jonquières, Insolubles.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 7 octobre 1912, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 9 octobre 1912. 4189

District de Rimouski.

Shahady Abud, Lac au Saumon, comté de Rimouski, marchand, a, le 3 octobre 1912, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 9 octobre 1912. 4185

District de Beauce.

Ludger Caron, Saint-Samuel de Gayhurst, comté de Beauce, marchand, a, le 7 octobre 1912, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Beauce, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 9 octobre 1912. 4187

Province de Québec, {
District de Montréal. { *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Max. Rubinovitch, Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera ouvert à objection jusqu'au 26 octobre 1912, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux : 408, Edifice "Power".
Montréal, 9 octobre 1912. 4203

has been prepared in this matter, that it will remain open to objection till 25th October, 1912, when it will be payable at our offices.

LARUE & TRUDEL,
Curators.

Office : 93, Saint Peter street, Québec.
Québec, 9th October, 1912. 4196

District of Québec.

In the matter of James Fréchette & Co, Saint Romuald, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated the 3rd October, 1912, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 9th October, 1912. 4192

District of Chicoutimi.

In the matter of E. Gousse & Co., Jonquières, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 7th October, 1912, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
Québec, 9th October, 1912. 4190

District of Rimouski.

Shahady Abud, Salmon Lake, Rimouski county, merchant, has, on the 3rd of October, 1912, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Build.
Québec, 9th October, 1912. 4186

District of Beauce.

Ludger Caron, Saint Samuel de Gayhurst, Beauce county, merchant, has, on the 7th of October, 1912, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Beauce, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 9th October, 1912. 4188

Province of Québec, {
District of Montreal. { *Superior Court*

In the matter of Max. Rubinovitch, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 26th October, 1912, after which date this dividend will be payable at my office.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office : 408, "Power Bldg".
Montreal, 9th October, 1912. 4204

District de Saint-François.

Dans l'affaire de E. E. Precourt, Lake Park Hotel, Failli.

Un bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'au 28 octobre courant, après laquelle date la succession sera close.

J. P. ROYER,
E. E. PRECOURT,
Curateurs conjoints.

Bureau : No. 87, rue Wellington.
Sherbrooke, 10 octobre 1912. 4199

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Maison Fournier-Fournier, Limitée, Saint-Hyacinthe, P. Q., En liquidation.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 28 octobre 1912.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Liquidateurs.

Bâtisse La Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 12 octobre 1912. 4201

Vente de Faillite**AVIS DE VENTE.**

Dans l'affaire de Alfred Desautels, entrepreneur, Insolvable.

Vente par encan public, MERCREDI, le 13 NOVEMBRE 1912, à 11 heures a. m., au No 69, rue Saint-Jacques, Montréal, des immeubles suivants :

Deux lots de terre ayant front sur la troisième avenue dans le quartier Rosemont, dans la cité de Montréal, connus sous les Nos 1673 et 1674, de la subdivision officielle du lot No 172, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation—avec les bâtisses dessus érigées.

Conditions de vente : Argent comptant. L'acquéreur devra assumer les hypothèques grevant les dits immeubles. Le cahier des charges est visible au bureau du soussigné.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 408, Edifice "Power".
Montréal, 9 octobre 1912. 4295

Sous l'Acte des Liquidations.

Dans l'affaire de "Canada Mica Mfg. Co. Ltd", Hull, En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un ordre de mise en liquidation a été donné en cette affaire et que j'ai été nommé liquidateur provisoire.

Par ordre de la cour, l'assemblée des créanciers et actionnaires pour nommer un liquidateur est fixé au 26 octobre 1912, à la cour, à Hull.

J. E. COUTURE,
Liquidateur provisoire.

Hull, 24 septembre 1912. 4105

District of Saint Francis.

In the matter of E. E. Precourt, Lake Park Hotel, Insolvent.

A dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 28th day of October instant, after which date the estate will be closed.

J. P. ROYER,
E. E. PRECOURT,
Joint liquidators.

Office : No. 87, Wellington street.
Sherbrooke, 10th October, 1912. 4200

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*

In the matter of Maison Fournier-Fournier, Limited, Saint Hyacinth, P. Q., In liquidation.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after the 28th October, 1912.

Any contestation of such dividend must be deposited with us, before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Liquidators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street.
Montreal, 12th October, 1912. 4202

Insolvent Sale**NOTICE OF SALE.**

In the matter of Alfred Desautels, contractor, Insolvent.

Sale by public auction, WEDNESDAY, 13th NOVEMBER, 1912, at 11 o'clock a. m., at 69, Saint James street, Montreal, of the following immovables :

Two lots of land fronting on the third avenue in the ward Rosemont, in the city of Montreal, known as Nos. 1673 and 1674, of the official subdivision of lot No. 172, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Visitation—with the buildings thereon erected.

Terms of sale : Cash. The purchaser will have to assume the payment of the mortgages affecting said immovables. The book of charges can be seen at the office of the undersigned.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office : 408, "Power" Bldg.
Montreal, 9th October, 1912. 4206

Under the Winding-up Act

In the matter of "Canada Mica Mfg. Co. Ltd", Hull, In liquidation.

Notice is hereby given that a winding up order has been granted in this matter and that I have been appointed provisional liquidator.

By order of the court, meeting of creditors and shareholders to appoint a liquidator to be held on 26th October, 1912, at court house, Hull.

J. E. COUTURE,
Provisional liquidator.

Hull, 24th September, 1912. 4106

Province de Québec. }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 187.

"The Bishop Construction Co., Ltd.",
En liquidation.

Un ordre de liquidation a été accordé dans cette affaire et une assemblée des créanciers, actionnaires et contribuables de la dite compagnie est par le présent convoquée pour le seizième jour d'octobre 1912, à dix heures de l'avant-midi, dans la salle d'audience No 31, dans le palais de justice, dans la dite cité de Montréal, afin de nommer un liquidateur final à la dite compagnie.

N. Z. CORDEAU,
Député protonotaire, C. S.

John McD. Hains,
Comptable,
412, Bâtisse Coristine, Montréal.
Montréal, 3 octobre 1912. 4093

Province of Quebec. }
District of Montreal. } Superior Court
No. 187.

"The Bishop Construction Co., Ltd.",
In liquidation.

A winding-up order has been granted in this matter and a meeting of the creditors, shareholders and contributories of the said company is hereby called for the sixteenth day of October, 1912, at ten of the clock in the forenoon, in the court room, No. 31, in the court house, at the said city of Montreal, to appoint a final liquidator to the said company.

N. Z. CORDEAU,
Deputy prothonotary, S. C.

John McD. Hains,
Accountant,
412, Coristine Building, Montreal.
Montreal, 3rd October, 1912. 4094

Licitations

Avs est par les présentes donné, que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 5ième jour du mois d'octobre 1912, dans une cause dans laquelle Adélard Lévesque, cordonnier, et Donat Lévesque, imprimeur, tous deux des cité et district de Montréal, sont Demandeurs; et Dame Agnès Lévesque, épouse commune en biens de Joseph Homier, tous deux des cité et district de Montréal, et le dit Joseph Homier, pour autoriser et assister sa dite épouse comme mari et curateur à la dite Dame Agnès Lévesque et personnellement, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir :

Un lot de terre connu et désigné comme étant le numéro trois cent dix (310), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste; borné en front par la rue Colonial, et étant les numéros civiques 464, 466, 468 and 470 de l'avenue Colonial—avec les dépendances y érigées, situé en la cité de Montréal.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATORZIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1912, à DIX heures et DEMIE du matin, cour tenante, Chambre No 31, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six ours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats des demandeurs.

Montréal, 7 octobre 1912. 4115
[Première publication, 12 octobre 1912.]

Province de Québec, }
District de Saint François. } Cour Supérieure.
No. 99.

Dame Mary Ann Côté et vir, Demandeurs;
vs

Jean B. E. A. Côté et al, Défendeurs.

Avs est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Saint-François, le trentième jour de septembre mil neuf cent douze, dans une cause dans laquelle Dame Mary Ann Côté, du canton de Weedon, dans

Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 5th day of October, 1912, in a cause in which Adélard Lévesque, shoemaker, and Donat Lévesque, printer, both of the city and district of Montreal, are Plaintiffs, and Dame Agnès Lévesque, wife common as to property of Joseph Homier, both of the city and district of Montreal, and the said Joseph Homier, for authorize and assist his said wife as husband and curator of the said Dame Agnès Lévesque and personally, are Defendants, ordering the licitation of the immoveable property as follows, to wit :

A lot of land known and designated under number three hundred and ten (310), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean-Baptiste; bounded in front by the Colonial street, and bearing civic numbers 464, 466, 468 and 470 of the said Colonial street, and with the dependances thereon erected, situated in the city of Montreal.

The immoveable herein above described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER next, 1912, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in room No. 31, of the court house of the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and being the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys for plaintiffs.

Montreal, 7th October, 1912. 4116
[First published, 12th October, 1912.]

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } Superior Court.
No. 99.

Dame Mary Ann Côté et vir, Plaintiff;
vs

Jean B. E. A. Côté et al, Defendants.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting in and for the district of Saint Francis, on the thirtieth day of September, 1912, in a cause in which Dame Mary Ann Côté, of the township of Weedon, in the dis-

le district de Saint-François, épouse commune en biens de Israël Bourque, cultivateur, du canton de Weedon, et le dit Israël Bourque pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, sont Demandeurs ; Jean Baptiste Eusèbe Arthur Côté, Dame Marie Mathilde Boraniar Côté, épouse de Herbert Alcott, et le dit Herbert Alcott pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, Marie Elise Alix Luxina Côté, épouse de Israël Lapierre, et le dit Israël Lapierre pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, Osias Olivier Côté, Jean-Baptiste Damase Émérille Côté, Marie Elizabeth Côté, épouse de Napoléon Rondeau, et le dit Napoléon Rondeau pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, Marie Angéline Côté, épouse de Willie Vincent, et le dit Willie Vincent pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, tous ces défendeurs et défenderesses ci-devant du canton de Weedon, et maintenant absent aux états-unis d'Amérique, Marie Rose Blanche Côté, épouse de Victor Vincent, et le dit Victor Vincent pour autoriser sa dite épouse à ester en justice, Louis Moïse Côté, Marie-Louise Côté, fille majeure et usant de ses droits, tous ces défendeurs ci-devant du canton de Weedon et maintenant aux états-unis d'Amérique, Marie Flore Côté, épouse de Ovide Vachon, tous deux du canton de Weedon, et le dit Ovide Vachon pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, tous deux mineurs émancipés de Joseph Vachon en sa qualité de curateur au dit Ovide Vachon et à la dite Dame Marie Flore Côté, Louis Brunelle, du canton de Weedon, district de Saint-François, en sa qualité de tuteur dument nommé à Marie Rosalie Eugénie Côté, Emélie Côté, Jean Sauveur Côté, Marie Joséphine Côté, enfants mineurs de feu Jean Baptiste Côté et de feu Rosalie Bouffard, ci-devant du dit canton de Weedon, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Deux lots de terre connus et désignés comme étant le lot numéro quatorze A (14A), sur les plan et livre de renvoi officiels du premier rang du canton de Weedon, et le lot numéro quatorze B (14 B), sur les plan et livre de renvoi officiels du premier rang du canton de Weedon—avec les bâtisses sus érigées, circonstances et dépendances.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TREIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1912, à DIX heures du matin, dans la salle d'audience du palais de justice, à la cité de Sherbrooke, district de Saint-François ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrit par le présent, elles seront forcées du droit de la faire.

PANNETON & LEBLANC,

Avocats des demandeurs.

Sherbrooke, 5 octobre 1912. 4117

[Première publication, 12 octobre 1912.]

district of Saint Francis, wife common as to property of Israël Bourque, farmer, of the township of Weedon, and the said Israël Bourque, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, are Plaintiffs ; Jean Baptiste Eusèbe Arthur Côté, Dame Marie Mathilde Boraniar Côté, wife of Herbert Alcott, and the said Herbert Alcott, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, Marie Elise Alix Luxina Côté, wife of Israël Lapierre, and the said Israël Lapierre, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, Osias Olivier Côté, Jean Baptiste Damase Emerille Côté, Marie Elizabeth Côté, wife of Napoléon Rondeau, and the said Napoléon Rondeau, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, Marie Angéline Côté, wife of Willie Vincent, and the said Willie Vincent, to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, all the said defendants heretofore of the township of Weedon, and presently absentees in the united states of America, Marie Rose Blanche Côté, wife of Victor Vincent, and the said Victor Vincent, to authorize his said wife "à ester en justice," Louis Moïse Côté, Marie Louise Côté, spinster, in the exercise of her rights, all the said defendants heretofore of the township of Weedon, and now in the United States of America, Marie Flore Côté, wife of Ovide Vachon, both of the township of Weedon, and the said Ovide Vachon to authorize his said wife "à ester en justice" for the purposes hereof, both emancipated minors, and Joseph Vachon in his capacity of curator to the said Ovide Vachon and the said Dame Marie Flore Côté, Louis Brunelle, of the township of Weedon district of Saint Francis, in his capacity of duly appointed tutor to Marie Rosalie Eugénie Côté, Emélie Côté, Jean Sauveur Côté, Marie Joséphine Côté, minor, children of the late Jean-Baptiste Côté and of the late Rosalie Bouffard, heretofore of the said township of Weedon, are defendants, ordering the licitation of certain immovables designated as follows :

Two lot of land known and designated as being number fourteen A (14 A), on the official plan and book of reference of the first range of the township of Weedon, and lot number fourteen B (14 B), on the official plan and book of reference of the first range of the township of Weedon—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The immovables hereinabove described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the THIRTEENTH day of NOVEMBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house, in the city of Sherbrooke, district of Saint Francis ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for plaintiffs.

Sherbrooke, 5th October, 1912. 4118

[First published, 12th October, 1912.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Arthabaska, à savoir : } **O** DILON LESSARD,
No. 625. } Demandeur ; vs MARY
JANE LAMONTAGNE et vir, Défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs :

La moitié nord-est de la moitié sud-ouest du lot numéro douze (12), du dixième rang du canton de Thetford—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale du Sacré Cœur de Marie, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif.

Arthabaska, 8 octobre 1912.

[Première publication, 12 octobre 1912.]

Shérif.

4139

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Arthabaska, to wit : } **O** DILON LESSARD,
No. 625. } Plaintiff ; vs MARY
JANE LAMONTAGNE et vir, Defendants.

As belonging to defendants :

The north east half of the south west half of lot number twelve (12), in the tenth range of the township of Thetford—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the Sacred Hearth of Mary, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER next, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office,

Arthabaska, 8th October, 1912.

[First published, 12th October, 1912].

Sheriff.

4140

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **E** DOUARD GROLEAU,
No. 781. } Demandeur ; vs FELIX
SIMONEAU, Défendeur.

La demie sud-est du lot numéro un ($\frac{1}{2}$ S.-E. No 1), du cadastre du quatrième rang du canton de Linière, section B—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE prochain, 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif,

Saint-Joseph, Beauce, 16 septembre 1912.

[Première publication, 21 septembre 1912].

Shérif.

3769.2

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **E** DOUARD GROLEAU,
No. 781. } Plaintiff ; vs FELIX SIMONEAU, Defendant.

The south east half of lot number one (S. E. $\frac{1}{2}$ No. 1), of the cadastre of the fourth range of the township of Linière, section B—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Côme, on the TWENTY THIRD day of OCTOBER next, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office,

Saint Joseph, Beauce, 16th September, 1912.

[First published, 21st September, 1912.]

Sheriff.

3770

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

District de Kamouraska, } **D**ANIEL D'AIGLE,
No. 9014. } Demandeur ; contre
ALPHONSE GUAY, Défendeur.

Tous les droits, travaux et prétentions qu'a et peut avoir le défendeur sur un emplacement faisant partie nord-est du lot (No 21) numéro vingt et un, septième rang, canton Demers, d'environ cinquante pieds de front sur cent vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné au nord-est à Pierre Malenfant, au sud-ouest au chemin public, au nord

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Kamouraska, } **D**ANIEL D'AIGLE,
No. 9014. } Plaintiff ; against
ALPHONSE GUAY, Defendant.

All the rights, works and pretensions the defendant has and may have in an emplacement forming the north east part of the lot (No. 21) number twenty one, seventh range, township Demers, of about fifty feet in front by one hundred and twenty five in depth, english measure ; bounded on the north east by Pierre Malenfant, on the

et au sud à Etienne Tremblay—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Honoré, le VINGT-TROISIEME jour d'OCTOBRE 1912, à UNE heure de l'après-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 18 septembre 1912. 3829.2
[Première publication, 21 septembre 1912.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit. — Québec.

Montmagny, à savoir : } JOSEPH BROWN, marchand, de Sainte-Claire, Demandeur ; vs JEAN MORISSETTE, autrefois de Saint-Philémon, et maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

Un lot de terre étant la juste moitié sud-est du lot numéro cinq, premier rang du canton Mailloux, dans le comté de Bellechasse, formant environ deux arpents et deux perches de front sur la profondeur du rang—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philémon, le TREIZIEME jour de NOVEMBRE prochain 1912, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 9 octobre 1912. 4213
[Première publication, 12 octobre 1912.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit. — District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LES COMMISSAIRES D'ECOLES POUR LA MUNICIPALITE SCOLAIRE DE SAINT JOSEPH DE BORDEAUX, dans le comté d'Hochelaga, district de Montréal, Demandeurs ; contre les terres et tenements de P. G. ST. PIERRE, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Deux emplacements ou lots vacants situés dans le quartier Bordeaux, de la cité de Montréal; bornés en front par l'avenue du bois de Boulogne, connus et désignés comme étant les lots numéros deux cent cinquante et deux cent cinquante et un, de la subdivision officielle du lot, numéro trois cent un (301-250 et 251), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Recollet.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 18 septembre 1912. 3611.2
Première publication, 7 septembre 1912, est nulle.
[Première publication, 21 septembre 1912]

south west by the public road, on the north and south by Etienne Tremblay—with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Honoré, on the TWENTY THIRD day of OCTOBER, 1912, at ONE o'clock in the afternoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 18th September, 1912. 3830
[First published, 21st September, 1912]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court. — Québec.

Montmagny, to wit : } JOSEPH BROWN, merchant, of Sainte Claire, Plaintiff ; vs JEAN MORISSETTE, formerly of Saint Philémon and now of parts unknown, Defendant.

A lot of land being the exact south east half of lot number five, of the first range of the township Mailloux, in the county of Bellechasse, forming about two arpents and two perches in front by the depth of the range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Philémon, on the THIRTEENTH day of NOVEMBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, 9th October, 1912. 4214
[First published, 12th October, 1912]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court. — District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE SCHOOL MUNICIPALITY OF SAINT JOSEPH DE BORDEAUX, in the county of Hochelaga, district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of P. G. ST. PIERRE, of the city and district of Montreal, Defendant.

Two emplacements or vacant lots situate in Bordeaux ward, of the city of Montreal; bounded in front by the avenue Bois de Boulogne, known and designated as being lots numbers two hundred and fifty and two hundred and fifty one, of the official subdivision of lot number three hundred and one (301-250 and 251), on the official plan and book of reference of the parish of Saul-au-Recollet.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy sheriff.
Montreal, 18th September, 1912. 3612
First publication, 7th September, 1912, is null.
[First published, 21st September, 1912].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **DEMOISELLE ARZELIE**
 No 4047. } **PIGEON**, fille majeure,
 de la cité de Montréal, Demanderesse ; vs **DAME**
EVELINA BRUNEAU, veuve de Arsène Pigeon,
 du même lieu, Défenderesse.

Le droit de remérer en faveur de Onésime Dagenais, consenti par Dame Evelina Bruneau, veuve de Arsène Pigeon, dans un emplacement situé dans le quartier Bordeaux, de la cité de Montréal ; borné en front par l'avenue Columbia, le dit emplacement étant connu et désigné sous le numéro trois cents (300), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le comté d'Hochelaga, de la contenance de quarante-cinq pieds de largeur en front et en arrière, par soixante-sept pieds et demi de profondeur—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Le dit droit de remérer étant pour un terme de cinq ans à compter du 23 octobre 1908, en par la dite Dame Evelina Bruneau, veuve Arsène Pigeon, payant et remboursant au dit acquéreur la somme de \$1400.00 avec intérêt au taux de sept pour cent par an, à compter du 28 octobre 1908, payable semi-annuellement les 23 avril et les 23 octobre, au domicile du dit acquéreur Onésime Dagenais, le tout en vertu d'un acte passé devant M^{re} Théoret, notaire, le 23 octobre 1908, et enregistré sous le numéro 150103, registre D, volume 105.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif.

Député shérif.

Montréal, 4 septembre 1912.

3613-2

[Première publication, 7 septembre 1912.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.*

Saint-Hyacinthe, à savoir : } **DAME MELINA**
 No. 27. } **DST-JEAN ET VIR,**

Demandeurs : contre **JOSEPH BOUSQUET**, Défendeur.

Un terrain situé en la ville d'Actonvale, avenue Jeanne d'Arc, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le village d'Actonvale, aujourd'hui la ville d'Actonvale, sous le numéro deux cent soixante et dix (270)—avec bâtisses servant d'hôtel et toutes autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la ville d'Actonvale, **MARDI**, le **VINGT-DEUXIEME** jour d'OCTOBRE prochain, 1912, à **DIX** heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif,

Shérif.

Saint-Hyacinthe, 17 septembre 1912.

3839.2

[Première publication, 21 septembre 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **DEMOISELLE ARZELIE**
 No. 4047. } **PIGEON**, spinster, of the
 city of Montreal, Plaintiff ; vs **DAME EVE-**
LINA BRUNEAU, widow of Arsène Pigeon, of
 the same place, Defendant.

The right of redemption in favor of Onésime Dagenais, consented by Dame Evelina Bruneau, widow of Arsène Pigeon, in an emplacement situate in Bordeaux ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Columbia avenue, the said emplacement being known and designated under the number three hundred (300), of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, in the county of Hochelaga, containing forty five feet in width in front and in the rear by sixty seven and a half feet in depth—with the whole of the buildings erected thereon.

The said right of redemption being for a term of five years from the 23rd of October, 1908, in by the said Dame Evelina Bruneau, widow of Arsène Pigeon, paying and reimbursing the said purchaser the sum of \$1,400.00 with interest at the rate of seven per centum per annum from the 28th of October, 1908, payable semi annually on the 22nd day of April and the 23rd of October, at the domicile of the said purchaser Onésime Dagenais, the whole under a deed passed before M^{re} Théoret, notary, on the 23rd of October, 1908, and registered under the number 150103, register D, volume 105.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **FOURTEENTH** day of **OCTOBER** next, at **THREE** o'clock in the afternoon.

A. M. DURAND,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Montreal, 4th September, 1912.

3614

[First published, 7th September, 1912.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Saint Hyacinth.*

Saint Hyacinth, to wit : } **DAME MELINA**
 No. 27. } **ST. JEAN ET VIR,**

Plaintiffs ; agst **JOSEPH BOUSQUET**, Defendant.

An emplacement situate in the city of Actonvale, Jeanne d'Arc avenue, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the village of Actonvale, now the city of Actonvale, under number two hundred and seventy (270)—with buildings used as hotel and all other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the city of Actonvale, **TUESDAY**, on the **TWENTY SECOND** day of **OCTOBER** next, 1912, at **TEN** o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Saint Hyacinth, 17th September, 1912.

3840

[First published, 21st September, 1912.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **GEDEON BELANGER**, Demandeur ;
No 477. }
contre **ADELARD GUERIN**, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Wenceslas, dans le neuvième rang du canton Aston, de la contenance de deux arpents et demi de front, plus ou moins, sur la profondeur du dit rang ; bornée en front par le chemin public du dit neuvième rang, et en profondeur par le dixième rang, au sud-ouest par Johnny Prince, ou le No 190, du cadastre de Saint-Wenceslas, et au nord-est par Ludger Bourgeois ou la partie nord-est du No 191, du susdit cadastre, connu et désignée la dite terre comme étant la partie sud-ouest du numéro cent quatre-vingt onze (No 191), du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Wenceslas—avec bâties y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wenceslas, le **TREIZIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 9 octobre 1912. 4211
[Première publication, 12 octobre 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **DEMOISELLE**
No 53. } **MARY LEDUC**,
Demanderesse ; contre **OMER PERREAULT**, Dé-
fendeur.

Un terrain situé en la paroisse de Précieux-Sang, à être pris et détaché de la terre portant le numéro six cent quatre-vingt-dix-huit (698), du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Bécancourt, ayant le dit terrain cinquante pieds de largeur, au front, sur le chemin de front du rang Saint Henri, à partir du terrain occupé par la route Drouin jusqu'à la dite largeur de cinquante pieds, sur la profondeur de cent pieds, de là, soixante pieds de largeur sur deux cents pieds de profondeur, le tout mesure anglaise ; tenant au chemin de front du rang Saint-Henri et aboutissant à Origène Perreault, entre ce dernier au sud-ouest et à la dite route Drouin au nord-est—avec les bâties sus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Très Précieux Sang de Notre Seigneur, le **TREIZIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 9 octobre 1912. 4209
[Première publication, 12 octobre 1912.]

ERRATUM.

A la page 1917, de la Gazette Officielle du vingt-huit septembre 1912, aux Nos 3875-76, lisez **Willie W. Godin**, au lieu de **William N. Godin**, et à la page 1918, lisez **La Compagnie d'Imprimerie et de Publicité** au lieu de **Compagnie d'Imprimerie et de Publicité**, ainsi que dans celle du cinq octobre 1912, aux pages 1981-1982, numéros 3875-76.

4219

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **GEDEON BELANGER**,
No. 477. } Plaintiff ; against
ADELARD GUERIN, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Wenceslas, in the ninth range of the town of Aston, containing two arpents and a half in front, more or less, by the depth of the said range ; bounded in front by the public road of the said ninth range, and in depth by the tenth range, on the south west by Johnny Prince or the No. 190, of the cadastre of Saint Wenceslas, and on the north east by Ludger Bourgeois or the north east part of No. 191, of the aforesaid cadastre, the said land being known and designated as being the south west part of number one hundred and ninety one (191), of the cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Saint Wenceslas—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Wenceslas, on the **THIRTEENTH** day of **NOVEMBER** next, at **TWO** o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 9th October, 1912. 4212
[First published, 12th October, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **MISS MARY LEDUC**,
No. 53. } Plaintiff ; against
OMER PERREAULT, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Précieux Sang, to be taken and detach from the land bearing the number six hundred and ninety eight (698), of the cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Bécancourt, the said lot containing fifty feet in width, in front on the front road of the Saint Henri range, from the ground occupied by the Drouin road to the said width of fifty feet by the depth of one hundred feet, thence sixty feet in width by two hundred feet in depth, all english measure ; adjoining the front road of the Saint Henri range and terminating at Origène Perreault, between the latter on the south west and the said Drouin road, on the north east—with the buildings erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Très Précieux Sang de Notre Seigneur, on the **THIRTEENTH** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 9th October, 1912. 4210
[First published, 12th October, 1912.]

ERRATUM.

On page 1917, of the Official Gazette of the twenty-eight of September, 1912, at Nos. 3875-76, read **Willie W. Godin**, instead of **William N. Godin**, and on page 1918, read "**La Compagnie d'Imprimerie et de Publicité**" instead of "**Compagnie d'Imprimerie et de Publicité**", and also in that of the fifth of October, 1912, on page 1981-1982, numbers 3875-76.

4220

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit septembre 1912, constituant en corporation Dame Marie Louise Débigaré, de Victoriaville, veuve de feu H. H. Guay, en son vivant, commerçant du même lieu; Wilfrid Paris, comptable, de Victoriaville, Xavier Guay, rentier, du village de Princeville, Joseph Pie Henri Massicotte, médecin, et Wilfrid Laliberté, avocat, de Victoriaville, dans les buts suivants :

Faire et continuer le commerce d'épicerie et de liqueurs, en gros et en détail, ci-devant fait par le dit feu H. H. Guay ;

Acquérir pour cette fin tout permis octroyé par l'autorité compétente, et être autorisée à prendre tout permis ou licence pour la continuation du dit commerce ;

Acquérir pour les fins de son commerce des marchandises, roulant, fonds de commerce et les payer soit en argent soit en parts acquittées de la compagnie ;

Acquérir spécialement le fonds de commerce de feu H. H. Guay, à Victoriaville, et payer le dit fonds de commerce soit en argent soit en parts acquittées de la compagnie, sous le nom de "H. H. Guay, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

4141

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'octobre 1912, constituant en corporation l'Honorable Henry Aylmer, de Sherbrooke, shérif, Major Général Lord Aylmer, de Queens' Bay, C. A., rancher, Honorable Frederick Whitworth Aylmer, ingénieur civil, de Chase, C. A., et Harry Adolphus Paget Aylmer, avocat, de Montréal, dans les buts suivants :

Faire en général les affaires d'immeubles ; Acquérir, posséder, détenir, vendre, transporter, échanger, louer ou aliéner toutes propriétés immobilières soit comme patron ou agent ;

Faire toutes autres choses en rapport avec aucun des susdits objets ou fins ou propres à l'acquisition d'iceux, sous le nom de "Eastern Township Realty Company", avec un capital total de mille piastres (\$1,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4111

Sous-secrétaire de la province

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. William James Kelly, assistant surintendant, James McGregor, M. D., Arthur Clement, commerçant, Eusèbe Huard, commerçant, Louis Bolduc, marchand de bois, tous de Mégantic, dans les buts suivants :

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of September, 1912, incorporating Dame Marie Louise Débigaré, of Victoriaville, widow of the late H. H. Guay, in his lifetime trader of the same place, Wilfrid Paris, accountant, of Victoriaville, Xavier Guay, rentier, of the village of Princeville, Joseph Pie Henri Massicotte, physician, and Wilfrid Laliberté advocate, of Victoriaville, for the following purposes :

To carry on and continue the wholesale and retail grocery and liquor business heretofore carried on by the late said H. H. Guay ;

To acquire for such purpose any permit granted by the competent authority, and be authorized to take any permit or license for the continuation of the said business ;

To acquire for the purposes of its business, merchandise, rolling stock, stock in trade, and pay for same either in cash or in paid up shares of the company ;

To especially acquire the stock in trade of the late H. H. Guay, at Victoriaville, and pay for such either in cash or in paid up shares of the company, under the name of "H. H. Guay, Limitée", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Victoriaville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

4142

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of October, 1912, incorporating the Honorable Henry Aylmer, of Sherbrooke, sheriff, Major General Lord Aylmer, of Queens' Bay, B. C., rancher, Honorable Frederick Whitworth Aylmer, civil engineer, of Chase, B. C., and Harry Adolphus Paget Aylmer, barrister at law, of Montreal, for the following purposes :

To generally carry on the business of real estate ;

To acquire, hold, own, sell, transfer, exchange, lease or alienate any immoveable properties either as principal or agent ;

To do anything else in connection with any of the said objects or purposes or proper for the attainment thereof, under the name of "Eastern Township Realty Company", with a capital stock of one thousand dollars (\$1000.00), divided into one hundred (1,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Sherbrooke.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4112

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of October, 1912, incorporating Messrs. William James Kelly, assistant superintendent, James McGregor, M. D., Arthur Clement, trader, Eusèbe Huard, trader, Louis Bolduc, lumber merchant, all of Mégantic, for the following purposes :

Faire les affaires d'agents et de courtiers financiers et promoteurs de compagnie ;

Faire le commerce d'obligations, débetures, stocks et garanties de toute sorte ;

Garantir le paiement de l'intérêt sur obligations et débetures ;

Prêter de l'argent sur billets promissaires et autre papier commercial ;

Faire le commerce de toute sorte d'immeubles et d'hypothèques garantis sur iceux et de terres et limites à bois ;

Acquérir, développer et tracer en lots des morceaux de terre plus grands et payer pour toute propriété de toute sorte ou services rendus à la compagnie, en obligations ou stock de la compagnie ;

Faire les affaires d'administration d'immeubles et agir comme agents et courtiers de terres ;

Faire toutes affaires qui peuvent être conduites avantageusement en rapport avec les affaires qui doivent être faites par cet compagnie ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie et qui peuvent être conduits avantageusement en rapport avec la présente compagnie, et entrer en aucun arrangement pour le partage des profits avec toute telle compagnie ou avec toute personne faisant ou engagée ou sur le point de faire ou d'être engagée dans les affaires ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée ;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, sous le nom de "La Société de Prêts de Mégantic, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Mégantic.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4135

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Charles Mackay Cotton, avocat, de la cité de Westmount, Egbert W. Westover, avocat, Arthur Edward Odell, commis, Simon Kirsch, professeur, de la cité de Montréal, et Walter Joseph Shea, gérant, de la ville de Montréal Ouest, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des propriétés immobilières ;

Construire des maisons, résidences et autres bâtisses sur telles propriétés immobilières ou sur partie d'icelles ;

Vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger, disposer de telles propriétés immobilières ou d'aucune partie d'icelles de la manière que la compagnie jugera à propos ; améliorer telles propriétés et en disposer en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Faire des avances en argent, par prêts aux acheteurs ou locataires de toute partie des immeubles de la dite compagnie, pour des fins de constructions ou autres améliorations ;

Aider avec l'approbation des actionnaires de la dite compagnie, par argents avancés ou autrement, à la construction et au maintien des chemins, rues, aqueducs, canaux d'égouts ou autres travaux d'améliorations destinés à rendre les propriétés de la compagnie plus accessibles et en augmenter la valeur ;

To carry on the business of financial agents and brokers, and company promoters ;

To deal in bonds, debentures, stocks and securities of all sorts and kinds ;

To guarantee the payment of interest on bonds and debentures ;

To loan money upon promissory notes, and other commercial paper ;

To deal in real estate of all sorts and kinds and in hypothecs and mortgages secured thereon and in timber lands and limits ;

To purchase, develop and lay into lots larger parcels of land and to pay for any property of any sort and kind or for services rendered to the company in bonds or stock of the company ;

To carry on the business of managing real estate and to act as land agents and brokers ;

To carry on any business which may be carried on advantageously in connection with the business to be carried on by this company ;

To amalgamate with any other company having objects wholly or in part similar to the present company and which may be conducted advantageously in connection with the present company, and to enter into any arrangement for sharing profits with any such company or with any person carrying on or engaged in or about to carry on or engage in business or transaction which this company is authorized to carry on or engaged in ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, under the name of "La Société de Prêts de Mégantic, Limitée", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Mégantic.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4136

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the third of October, 1912, incorporating Messrs. Charles Mackay Cotton, advocate, of the city of Westmount, Egbert W. Westover, advocate, Arthur Edward Odell, clerk, Simon Kirsch, lecturer, of the city of Montreal, and Walter Joseph Shea, manager, of the town of Montreal West, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to own real estate ;

To construct dwelling houses and other buildings upon real estate or any part thereof ;

To sell, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal, with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lane, squares or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements and, with the approval of the shareholders, to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, waterworks, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value ;

Prendre et recevoir des hypothèques et aucune garantie quelconque pour assurer le paiement du prix d'achat d'aucune des propriétés vendues par la compagnie, ou tous argents dus à la compagnie par les acheteurs ou annonces par la compagnie aux acheteurs pour des fins de constructions ou autres améliorations ;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et disposer d'actions, débiteures ou garanties dans aucune autre compagnie ayant le même but que celui de cette compagnie et faisant affaire de manière à apporter directement ou indirectement des bénéfices à cette compagnie ;

Vendre ou disposer autrement partie d'immeubles ou toute propriété possédée par la compagnie pour telle considération, termes et conditions que la compagnie jugera à propos et accepter des actions, débiteures et garanties d'aucune autre compagnie ayant un objet semblable à celle-ci en paiement ou en partie de paiement de telles propriétés ;

Acquérir et posséder toute franchise, privilèges, entreprises, propriétés, droits, baux, contrats, immeubles, actions, actifs et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des privilèges ci-dessus à une valeur jugée raisonnable par la compagnie ;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement pour toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits ou autres actifs par la compagnie par aucun titre ;

Vendre, louer ou disposer autrement de l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant des affaires avec objets en tout ou en partie semblables à celles de cette compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être jugés convenables, et en paiement de la considération d'icelle accepter de l'argent ou au lieu de l'argent des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débiteures ou autres garanties de toute autre corporation, et distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, de temps en temps, toutes espèces, actions, obligations, débiteures, garanties ou autres biens appartenant à la compagnie ;

Payer tous les frais ayant rapport à la charte d'incorporation de la compagnie, et faire toutes choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant, aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital actions de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation de la compagnie, ou la conduite de ses affaires, sous le nom de "Boulevard Annex Incorporated", avec un capital total de trente-cinq mille piastres (\$35,000.00), divisé en trois cent cinquante (350) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'octobre 1912.

C. J. SIMARD,

4109

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public ou en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six septembre 1912, constituant en corporation MM. Louis Poulin de Courval, ingénieur-civil, François-Xavier Lemieux, notaire, Albert Blanchette, propriétaire de mines, Louis Philippe Crépau, avocat, et Auguste Quesnel, junior, étudiant en droit, de la ville d'Arthabaska, dans les buts suivants :

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company from purchasers, or advanced by the company to purchasers or others, for building purposes or other improvements ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures, or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as directly or indirectly benefit this company ;

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate or other property owned by the company for such consideration, and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or in part payment thereof ;

To acquire and own any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stocks, assets, and other rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof at a fair value thereof ;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds, or other securities of the company in payment or in part payment for any real or personal property, rights or other assets by the company by any title ;

To sell, lease, or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, or to amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and in payment of the consideration therefor to accept cash, or, in lieu of cash fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures, or other securities of any other corporation, and to distribute among the shareholders of the company, from time to time, any specie, shares, bonds, debentures, securities or other property belonging to the company ;

To pay all costs incidental towards the charter of incorporation of the company, and to do any such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

To remunerate any person or company for services rendered in placing assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company's capital stock, or any other debentures or any other securities of the company, or in or about the formation of the company, or the conduct of its business, under the name of "Boulevard Annex Incorporated", with a capital stock of thirty five thousand dollars (\$35,000.00), divided into three hundred and fifty (350) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of October, 1912.

C. J. SIMARD,

4110

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of September, 1912, incorporating Messrs. Louis Poulin de Courval, civil engineer, François Xavier Lemieux, notary, Albert Blanchette, mine owner, Louis Philippe Crépau, advocate, and Auguste Quesnel, junior, law student, of the town of Arthabaska, for the following purposes :

Faire des explorations, recherches, exploitation, commerce de mines et de toute sorte de minéral, dans toute branche; acheter, louer, posséder acquérir et vendre des mines, terrains miniers, droits de mines ou tous autres droits analogues et autres droits de propriété ou de location de mines, terrains miniers et droits de mines, avec tous droits et privilèges s'y rapportant;

De fouiller, miner, broyer, concasser, pulvériser, moulin, passer au crible, fondre, épurer ou traiter par et de tous autres procédés, le sol, les terres, les roches, pierres et carrières, pour les fins d'en tirer et extraire toute sorte de minéral, de leur donner une valeur marchande et de les vendre ou d'en disposer autrement;

Acheter, acquérir, recevoir, posséder, détenir, développer, vendre, louer, échanger, accepter, engager, hypothéquer, améliorer et autrement disposer d'immeubles et de propriétés immobilières, de limites à bois, de mines, terrains miniers, droits de mines ou droit et intérêt en ceux et de tous autres propriétés;

Acquérir, acheter, recevoir, posséder, vendre, donner à bail, louer, échanger et exploiter tous pouvoirs hydrauliques nécessaires à ses opérations et dans le but d'en faire un commerce;

Acquérir, acheter, posséder, construire, entretenir, exploiter, louer et vendre, sur ces propriétés ou sur celle dont elle a le contrôle, des chemins de fer à la vapeur ou à l'électricité, des lignes de télégraphe ou de téléphone, canaux, digues, jetées, quais, aqueducs, usines, bâtiments, moulins nécessaires et utiles pour les opérations de la compagnie, et construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Faire le commerce en général, en détail et en gros, et manufacturer tous les produits, outils et machines nécessaires pour son commerce et son exploitation, et disposer de l'excédant;

Acquérir et louer des terrains et bâtisses, biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de toutes personnes ou compagnies, exercer des opérations que cette ou ces compagnies sont autorisées à exercer ou s'y rapportant directement, et acheter, vendre et disposer de parts, actions obligations, débiteures et autres valeurs de toute sorte, de toutes compagnies ou corporations exerçant une industrie semblable à celle que cette compagnie est autorisée à exercer, et émettre des actions acquittées, en paiement de tels achats, ou locations;

Le but de la compagnie est l'exploitation et le commerce des mines et de leurs produits en général, ainsi que de tous les actes et opérations qui en sont inhérents ou qui en sont les accessoires;

Le pouvoir de faire sa propre lumière, gaz ou électricité, ou de produire et accumuler de l'électricité et de la force motrice électrique ou autres agents semblables ou autrement, pour son propre compte;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "The Canada Copper Company Limited", avec un capital de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq cent mille (500,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD

Sous-secrétaire de la province.

To prospect and explore for, exploit and deal in mines and minerals of every kind; to purchase, lease, hold, acquire and sell mines, mining lands, mining rights and any other analogous rights and other proprietary or location rights, mining lands and rights, with all rights and privileges connected therewith;

To dig for, mine, crush, pound, pulverize, smelt, cradle, grind, refine or treat in any manner, the soil, earth, rocks, stones and quarries, for the purpose of taking and extracting therefrom any minerals whatever, and giving them a merchantable value and selling or otherwise disposing of same;

To purchase, acquire, receive, own, hold, develop, sell, lease, exchange, accept, pledge, hypothecate, improve and otherwise dispose of real estate and immovable property, timber limits, mines, mining lands, mining rights or rights and interests in same, and of any other property;

To acquire, purchase, receive, hold, sell, let, lease, exchange and exploit any hydraulic powers necessary for its operations and for the purpose of dealing with same;

To acquire, purchase, hold, construct, maintain, exploit, lease and sell on its own property or upon those under its control, steam or electric railway, telegraph and telephone lines, canals, dams, embankments, wharves, waterworks, factories, buildings, mills necessary and useful for the operations of the company, and construct, acquire, hold, charter and employ the vessels for its operations and to transport its products;

To carry on business generally, wholesale and retail, and manufacture any products, tools and machinery necessary for its business and operation, and dispose of the excess thereof;

To acquire and lease the lands and buildings, property, undertakings, goods, privileges, franchises, contracts or rights of any persons or companies carrying on operations that this or such companies are authorized to carry on in connection therewith directly, and purchase, sell and dispose of the shares, stock, bonds, debentures and other securities of every kind of any companies or corporations carrying on a similar business to that which this company is authorized to carry on, and issue paid up shares in payment of such purchases or leases;

The purpose of the company is the operation and the business of mines and their products generally and all the acts and operations inherent thereto or accessory therewith;

The power to make its own light, gas or electricity, or to produce and accumulate electricity and electric motive power or other similar agents or otherwise, for its own use;

The shareholders shall incur no responsibility outside of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "The Canada Copper Company, Limited", with a capital of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five hundred thousand (500,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Arthabaska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1912, constituant en corporation MM. C. Thibeault, marchand de fer et plombier, de Victoriaville, Olivier Thibeault, avocat, de Montréal, Paul E. Thibeault, agent collecteur et solliciteur, Jos. Coulombe, plombier, et J. Beauchesne, notaire, de Victoriaville, dans les buts suivants :

Organiser et établir un système de prêts, par lequel les personnes qui paieront un droit d'entrée et une contribution mensuelle fixée par la compagnie auront, en suivant l'ordre numérique de leur contrat respectif, le droit d'emprunter de la compagnie, une somme de mille piastres (\$1,000.00) par contrat, aussitôt qu'une pareille somme provenant des contributions mensuelles, sera accumulée, au nom de la compagnie, pour former un fonds spécial destiné à cette fin ;

Faire des contrats avec toutes personnes recommandables à l'effet ci-dessus ; établir le montant des contributions mensuelles, la proportion d'icelles que la compagnie pourra garder pour payer les frais d'administration et pour créer un fonds de réserve ; stipuler les garanties qui pourront être exigées pour le remboursement du prêt, le mode, le montant et les versements de ce remboursement en déduisant toutefois les sommes qui auront été versées par le sociétaire avant l'échéance de son contrat et en général dans tous les contrats, toutes dispositions de nature à faciliter et garantir les affaires de la compagnie dans les limites de la loi ;

Disposer des prêts remboursés de la façon indiquée par la compagnie, sous le nom de "La Compagnie de Prêts Immobiliers de Victoriaville", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce vingt-cinquième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

4099

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1912, constituant en corporation MM. Judson G. Lee, de la ville de Lachine, courtier d'assurance, Percy T. Danford, de la cité de Montréal, commi. Harold Rolph, ingénieur, Frederick A. Shackell, gérant, et Samuel W. Hobart, gérant, de la ville de Lachine, dans les buts suivants :

Acquérir des immeubles de toute description soit à la ville ou à la campagne, par achat pour argent ou stock de la compagnie, ou autre considération, ou partie dans l'un ou partie dans l'autre, ou par échange pour tel stock, ou autre considération, louer toute propriété immobilière ;

Posséder toute propriété immobilière ainsi acquise par la compagnie ; construire et ériger des bâtisses sur icelles ; mettre les dites bâtisses en opération ;

Vendre ou louer la dite propriété, ou toute partie d'icelle, ou l'échanger pour une autre propriété ;

Emprunter de l'argent et en garantir le paiement par hypothèque, obligations ou engagement sur la dite propriété ;

Acheter et posséder des actions du stock de toute compagnie ou compagnies, ou obligations garanties sur propriété ou entreprise leurs appartenant, et autre compagnie ou compagnies faisant des affaires semblables à celles de la compagnie, et de temps en temps vendre les dites actions ou obligations, ou les échanger pour d'autres actions ou obligations ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of September, 1912, incorporating Messrs. C. Thibeault, iron merchant and plumber, of Victoriaville, Olivier Thibeault, advocate, of Montreal, Paul E. Thibeault, collecting and soliciting agent, Jos. Coulombe, plumber, and J. Beauchesne, notary, of Victoriaville, for the following purposes :

To organize and establish a loan system by which persons paying an entrance fee and a monthly contribution fixed by the company shall, in the numerical order of their respective contracts, have the right to borrow from the company the sum of one thousand dollars (\$1,000.00), by contract, whenever a like sum derived from the monthly contributions shall be accumulated in the name of the company to form a special fund destined for such purpose ;

To enter into contracts with any recommendable persons to the above effect ; to establish the amount of the monthly contributions, the proportion of same that the company may hold to pay the costs of administration and to create a reserve fund ; to stipulate the securities that may be exacted for the repayment of the loan, the mode, the amount and the payments of such reimbursement, deducting however the sums which has been paid by the associate before the expiration of his contract and generally in all the contracts ; to take any provisions of a nature to facilitate and secure the business of the company within the limits of the law ;

To dispose of the repaid loans in the manner indicated by the company, under the name of "La Compagnie de Prêts Immobiliers de Victoriaville", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company, will be at Victoriaville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

4100

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1912, incorporating Messrs. Judson G. Lee, of the town of Lachine, insurance broker, Percy T. Danford, of the city of Montreal, clerk, Harold Rolph, engineer, Frederick A. Shackell, manager, and Samuel W. Hobart, manager, of the town of Lachine, for the following purposes :

To acquire real property of any description whether in town or country, by purchase for cash or stock of the company, or other consideration, or partly one and partly the other, or by change for such stock, or other consideration, to lease any real property ;

To hold any real property so acquired by the company ; to construct and erect buildings thereon ; to operate said buildings ;

To sell or lease said property, or any part thereof, or to exchange the same for other property ;

To borrow money and to secure the repayment of the same by hypothec, mortgage or pledge upon said property ;

To purchase and hold shares of stock in any company or companies, or bonds secured upon property or undertaking belonging to an other company or companies carrying on a business similar to that of the company, and some time to time to sell such shares or bonds, or exchange them for other shares or bonds ;

Vendre l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour telle considération que les directeurs jugeront à propos ;

S'engager en général dans toutes les entreprises ayant rapport aux immeubles, la construction de bâtiments sur iceux et l'entretien des dites bâtisses, sous le nom de "Summerlea Land Company", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'octobre 1912.

4231

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

To sell the undertaking of the company in whole or in part for such consideration as to the directors may appear advisable ;

To engage generally in all undertakings relating to real estate, the construction of buildings thereon and the maintenance of such buildings, under the name of "Summerlea Land Company", with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the said company, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of October, 1912.

4232

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

LITTLE NATION RIVER RAILWAY COMPANY.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de prolonger le temps pour le commencement et achèvement des lignes de chemin de fer mentionnées dans l'acte d'incorporation de la dite compagnie, à savoir : chap. 86 de 7 Edouard VII, tel qu'amendé par chap. 74 et 1 George V, et pour autres fins.

BELCOURT, RITCHIE & CHEVRIER,
Solliciteurs de la compagnie.

Ottawa, 7 octobre 1912.

4207

Avis public est par le présent donné par "The Canadian Trust Company", corps politique et incorporé, de Montréal, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte, 5 Edouard VII, chapitre 77, retranchant le mot "the" du nom de la compagnie, remplaçant l'article 3 de la dite loi et les sous sections d'icelle, ratifiant certains règlements de la compagnie ayant rapport au transport et transmission de ses actions, autorisant la compagnie à recevoir le capital des rentes et payer les rentes en vertu des dispositions de la loi des accidents du travail ou semblable, posséder son propre stock en qualité fiduciaire, demander aucun ordre à toute cour ailleurs où les biens possédés par la compagnie en qualité fiduciaire peuvent être situés, percevoir une rémunération raisonnable pour ses services, remplacer la section 10 de la dite loi, et en général amender la charte de la compagnie et recevoir et étendre ses pouvoirs.

BROWN, MONTGOMERY &
McMICHAEL,
Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 9 octobre 1912.

4223

Avis est par la présente donné que Louis Feiczewicz, avocat, Charles Feiczewicz, marchand, tous deux de la cité de Montréal, et Jacobs Feiczewicz, marchand, de la cité de Québec, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à changer leur surnom pour celui de Fitch, et pour autres fins.

JACOBS, HALL & COUTURE,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 7 octobre 1912.

4221

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières }
VILLE DE GRAND'MÈRE.

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Grand'Mère s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa

Applications to the Legislature

LITTLE NATION RIVER RAILWAY COMPANY.

Notice is hereby given that, an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to extend the time for the commencement and completion of the lines of railway mentioned in the act of incorporation of the said company, namely: chapter 86 of 7 Edward VII, as amended by chapter 74 of 1 George V, and for other purposes.

BELCOURT, RITCHIE & CHEVRIER,
Solicitors for the company

Ottawa, 7th October, 1912.

4208

Public notice is hereby given by "The Canadian Trust Company", a body politic and corporate of Montreal, that it will make application at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to amend its charter, 5 Edward VII, chapter 77, striking out the word "The" from the name of the company, replacing article 3, of the said act and the sub-sections thereof, ratifying certain by-laws of the company relating to the transfer and transmission of its shares, authorizing the company to receive the capital of rents and pay rents under the provisions of any workmen's compensation or similar act, to hold its own stock in a fiduciary capacity, to apply for any order from any court elsewhere where property held by the company in a fiduciary capacity may be situate, to collect reasonable remuneration for its services, to replace section 10 of the said act, and generally to amend the charter of the company and to revise and extend its powers.

BROWN, MONTGOMERY &
McMICHAEL,
Solicitors for applicant.

Montreal, 9th October, 1912

4224

Notice is hereby given that Louis Feiczewicz, advocate, Charles Feiczewicz, merchant, both of the city of Montreal, and Jacob Feiczewicz, merchant, of the city of Quebec, will apply at the next session of the Legislature of Quebec, for an act to empower them to change their surname to that of Fitch, and for other purposes.

JACOBS, HALL & COUTURE,
Solicitors for applicants.

Montreal, 9th October, 1912.

4222

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. }
TOWN OF GRAND'MÈRE.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Grand'Mère, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter the act 1,

charte, la loi 1, Georges V, chap. 54, pour entr'autres fins, les suivantes :

Réglementer le système d'éclairage à l'électricité dans la ville de Grand'Mère ;

Empêcher toutes compagnies et toutes personnes d'exploiter des systèmes d'éclairage et de force motrice dans la ville de Grand'Mère ;

Pour régulariser la qualification des électeurs municipaux ;

Demander la confirmation de certains règlements passés par la corporation de la ville de Grand'Mère, et en général pour faire tous règlements pour la bonne administration de la ville.

F. X. LACOURSIERE.

4225 Procureur pour la ville de Grand'Mère.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour constituer en corps public reconnu les révérends Pères Idelphonse Francesconi, Guillaume Vangelisti et Angélique Barsi, tous trois de Montréal, district de Montréal, ainsi que les autres personnes qui font ou feront partie de leur communauté, sous le nom de "Les Servites de Marie," avec les pouvoirs ordinaires des communautés religieuses incorporées, siège social à Montréal. Droit de posséder, vendre, aliéner, fonder des succursales et autre fins que de droit.

LAMOTHE, ST. JACQUES &

LAMOTHE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 7 octobre 1912.

4229

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Saint-Lambert, connue sous le nom de "Ville de Saint-Lambert", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de reviser et amender sa charte et les lois par lesquelles elle est administrée ; la soumettre aux dispositions de la loi des cités et villes, à l'exception de certaines modifications quant à ; préparation des listes électorales ; nomination des candidats ; date, tenue et mode de l'élection du maire et des conseillers ; nombre des conseillers devant être élus chaque année ; approbation, désapprobation et refus des règlements par les électeurs et le lieutenant-gouverneur, leurs publications, contestation ou enregistrement ; limite du droit de poursuivre la municipalité et avis requis ; régler la prise de glace dans le fleuve Saint-Laurent et chemins d'hiver sur icelui ; canaux d'égouts ; division ou non division de la municipalité en quartiers et districts du scrutin ; annexion de territoire ; droit de vote sur règlements par certaines classes de personnes ; pouvoir de taxer les chemins de fer et matériel de chemin de fer ; poteaux dans les rues publiques ; défendre les bruits dans la ville ; empêcher le sifflement, la sonnerie des cloches et voie d'évitement de chemins de fer, engins et trains à vapeur dans les limites de la ville ; limiter et régler la vente et manufacture du malt, spiritueux, vinaux, alcooliques ou liqueurs enivrantes dans les limites de la ville et fixer la limite pour licence ; prêts temporaires ; montant que la ville peut emprunter par prêt ; approbation et publication des règlements de prêt ; dépense spéciale et prêt pour drainage, canaux d'égouts et pour autres améliorations, et pour autres fins.

A. E. HARVEY.

ARTHUR LARAMEE,

Procureurs de la ville de Saint-Lambert.

Saint-Lambert, 3 octobre 1912.

4227

Avis est donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour ériger en municipalité de ville, tant pour les fins municipales que scolaires, un certain territoire situé en la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, comprenant les lots originaires 576 à 583 inclusivement, 594 à 600 inclusivement, 612 à 632 inclusivement, du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, avec et y compris les numéros de subdivision de ces lots, sous le nom

George V, chap. 54, for the following among other purposes :

To regulate the electric lighting system in the town of Grand'Mère ;

To prevent any companies and persons from operating lighting and motive power systems in the town of Grand'Mère ;

To regularize the qualification of the municipal electors ;

To apply for the confirmation of certain by-law passed by the corporation of the town of Grand'Mère, and generally make any by-laws for the proper administration of the town.

F. X. LACOURSIERE,

4226 Attorney for the town of Grand'Mère.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, to constitute into a recognized public body the Révérends Pères Idelphonse Francesconi, Guillaume Vangelisti and Angélique Barsi, all three of Montreal, district of Montreal, and the other persons who form or shall form part of their community, under the name of "Les Servites de Marie", with the usual powers of incorporated religious communities, and corporate seat at Montreal. The right to hold, sell, alienate, found branches and other rightful purposes.

LAMOTHE, ST. JACQUES &

LAMOTHE,

Attorneys for petitioners.

Montréal, 7th October, 1912.

4230

Notice is hereby given that the corporation of the town of Saint Lambert, known under the name of "Town of Saint Lambert", will present to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, a bill to revise and amend its charter and the laws by which it is governed ; to subject it to the provisions of the "Cities and Towns Act", except certain modifications as to ; preparation of voters' list ; nomination of candidates ; date, hearing and mode of election of mayor and councillors ; number of councillors to be elected each year ; approval, disapproval and disallowance of by-laws, by electors and the Lieutenant-Governor, their publications, contestation or registration ; limit or right of suit against municipality and notice required ; to regulate taking ice from river Saint Lawrence and winter roads on same ; sewage outlet ; division or non-division of municipality into wards and polling districts ; annexation of territory ; right to vote on by-laws by certain classes or persons ; power to tax railroads and railway plant ; poles on public streets ; prohibit noises in the town ; prohibit whistling, bell ringing and shunting of steam railway engines and trains in limits of town ; restrain and regulate the sale and manufacture of malt, spirituous, vinous, alcoholic, or intoxicating liquors in the limits of the town and to fix limit for license ; temporary loans ; amount town can borrow by loan ; approval and publication of loan by-laws ; special expense and loan for drainage, sewage-out-let and for other improvement, and for other purposes.

A. E. HARVEY,

ARTHUR LARAMEE,

Attorneys for the town of Saint Lambert.

Saint Lambert, 3rd October, 1912.

4228

Notice is hereby given that a demand shall be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the erection into a town municipality, for municipal and school purposes, of that certain territory situated in the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, comprising the original numbers 576 to 583 inclusively, 594 to 600 inclusively, and 612 to 632 inclusively, of the cadaster of the parish of Saint Laurent, with also all the subdivision numbers of the said ori-

de "Model City," avec les pouvoirs accordés par l'acte des cités et villes, sauf certains changements quant à la qualification pour exercer les charges municipales, le pouvoir d'emprunt, et quant à certains autres objets, et aussi pour autres fins.

ALPHONSE DECARY,
Avocat des requérants.

Montréal, 8 octobre 1912.

4183

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville de la Pointe aux Trembles s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendement sa charte, de façon à lui permettre d'acquiescer, par expropriation ou autrement, certains terrains et de disposer du surplus de ce qui pourra lui être nécessaire, lui donnant de nouveaux pouvoirs d'annexion, modifiant et définissant son pouvoir d'emprunt, ratifiant certains règlements accordant des boni à des industries, certains contrats se rapportant à l'acquisition du terrain et à la construction d'un hôtel de ville, comme les obligations contractées à ce sujet, certaines annexions de territoires, l'autorisant à emprunter une somme de cent mille piastres, et pour autres fins.

PELLETIER & BEAULIEU,
Procureurs de la requérante.

Montréal, 9 octobre 1912.

4179

Province de Québec, }
District de Montréal. }

VILLE DE LONGUEUIL.

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Longueuil s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, 7 Ed. VII, chap. 71, et entre autres les suivants :

Pour déterminer les limites de la ville ; pour étendre l'application de la loi des cités et villes de 1903, à la ville de Longueuil, et spécialement adopter la dite loi concernant la date des élections, nomination des auditeurs, qualification des assesseurs ; paiement des taxes pour permettre aux électeurs de voter, la préparation du rôle, l'examen, la préparation et la mise en vigueur de la liste électorale, la nomination du secrétaire à l'élection ; l'avis d'élection ; la nomination des candidats ; l'imposition d'une taxe sur les marchandises, et aussi pour obtenir que le présent conseil soit continué en office jusqu'au premier jour juridique de février 1915, lorsque les prochaines élections générales auront lieu ; pour déterminer les endroits de votation et où ils seront placés ; pour augmenter les taxes pour l'octroi de certificats de licences ; pour changer la date de l'année fiscale, et pour ajuster et percevoir les taxes en conséquence ; pour changer la date de préparation et mise en vigueur du rôle d'évaluation ; pour être exempté de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, tous règlements à l'exception de ceux pour emprunter ; pour imposer des taxes sur les propriétés non sujettes à la taxe ; pour payer les frais de construction de trottoirs et d'égouts ; pour accorder le droit de vote aux compagnies incorporées ; pour annoncer les avantages de la ville et payer les frais de telles annonces ; pour payer à même le fonds public, les frais de réceptions officielles ; pour donner des obligations et débentures de la ville, comme garanties collatérales pour les prêts temporaires ; pour acquiescer dans les limites de la ville ou en dehors d'icelle, une ferme d'incinération et d'égout ; pour exempter la ville des obligations d'exécuter le plan homologué et pour autres fins.

Donné sous mon seing, à Longueuil, ce premier jour d'octobre 1912.

M. DAGENAI,
Sec.-trés., ville de Longueuil.
LAMARRE & BRODEUR,
Procureurs de la ville.

Longueuil, 1er octobre 1912.

4087

ginal lots, under the name of "Model City," with the powers granted by the cities and town act, with certain modifications and to the qualification for municipal offices, as to the borrowing power other objects, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for petitioners.

Montreal, 8th October, 1912.

4184

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice public is hereby given that the corporation de la ville de la Pointe aux Trembles, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law amending its charter so as to allow said corporation to acquire, by expropriation or otherwise, certain lots of land, and to dispose of the surplus over what may be required, granting new powers of annexation, modifying and defining its borrowing powers, ratifying certain by-laws, which were granting boni to certain industries, also certain contracts relating to the acquisition of land and to the construction of a city hall, as well as all obligations assumed on that account, also certain annexation of territories, authorizing said corporation to borrow a sum of one hundred thousand dollars, and for other purposes.

PELLETIER & BEAULIEU,
Attorneys for the petitioner.

Montreal, 9th October, 1912.

4180

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

TOWN OF LONGUEUIL.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Longueuil will apply at the next session of the Quebec Legislature, to obtain certain amendments to its charter, 7 Edw. VII, chap. 71, and amongst others, the following :

To determine the town's limits ; to extend the application of the town and cities law of 1903 to the town of Longueuil, and specially to adopt said law regarding date of elections, appointment of auditors, qualification of assessors ; payment of taxes to allow electors to vote, the preparation of the roll, the examination, preparation and enforcement of the electoral list, the appointment of secretary to the election ; the notice of election ; the nomination of candidates ; the imposing of a tax on goods, and also to obtain that the present council be continued in office until the first judicial day of February next, 1915, when the next general elections shall take place ; to determine the voting places and where they shall be located ; to increase taxes for granting of license certificates ; to alter the date of the fiscal year, and to adjust and collect the taxes accordingly ; to alter the date of the preparation and coming into force of the valuation roll ; to be freed from submitting to the lieutenant governor in council any by-law except those to borrow ; to impose taxes on non taxable properties to pay the cost of constructing sidewalks and sewers ; to grant right to vote to incorporated companies ; to advertise the advantages of the town and pay cost of such advertising ; also to pay out of public funds, the cost of official receptions ; to give bonds and debentures of the town, as collateral securities for temporary loans ; to acquire within the town limits or outside of them, an incinerator and sewage farm ; to freed the town from the obligation to execute the homologated plan, and for other purposes.

Given under my hand and seal, in Longueuil, on the 1st of October, 1912.

M. DAGENAI,
Sec.-treas., town of Longueuil.
LAMARRE & BRODEUR,
Attorneys for the town.

Longueuil, 1st October, 1912.

4088

Avis Divers

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4279. Dame Virginie Bradley, des cité et district de Montréal, épouse commune quant aux biens de Joseph Giroux, charretier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Joseph Giroux, des cité et district de Montréal, Défendeur. Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 13ème jour d'août 1912. Bessette & Dutaud, avocats de la demanderesse, Montréal, 10 octobre 1912. 4233

Avis de Faillites

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal. } No 184.
Dans l'affaire de Arthur Leonard Wilson, maître-charretier, Failli.
Avis est par le présent donné que, le 4e jour d'octobre 1912, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées, doivent être déposées entre mes mains sous trente jours de cette date.

WM. T. HOOD,
Curateur.

Bureau du curateur :
513-514, Bâtisse de la Banque des Marchands,
Montréal. 4197

Index de la Gazette Officielle de Québec No 41.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Arsenault vs Loiselle.....	2065
" Auclair vs Bétisle.....	2064
" Boucher vs Clontier.....	2064
" Bradley vs Giroux.....	2084
" Dallaire vs Lachance.....	2065
" Hébert vs Duchesneau.....	2065

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc. 2029.

ASSEMBLÉE ANNUELLE :—Levis County Railway, 2065.

ASSOCIATION :—Lachine Nest of Owls, 2032 ;
Montreal Nest of Owls, 2032.

AVIS :—Marlington Cemetery Coy, 2064.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—
Assemblée législative, 2049 ; Conseil législatif, 2047.

BILLS PRIVÉS, Parlement Fédéral :—Chambre des
Communes, 2046 ; Sénat, 2033.

CIE ENREGISTRÉE :—La Sauvegarde Life Insurance
Coy, 1973.

COMPAGNIE INCORPORÉE :—Cie d'assurance mutuelle
contre le feu de la paroisse de Saint-Frédéric,
2064.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 4279. Dame Virginie Bradley, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Giroux, carter, of the same place, Plaintiff ; vs the said Joseph Giroux, of the city and district of Montreal, Defendant. An action for separation from bed and board and from property has been instituted in this cause on the 13th day of August, 1912. Bessette & Dutaud, attorneys for plaintiff, Montreal, 10th October, 1912. 4234

Bankrupt Notices

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. } No. 184.
In the matter of Arthur Leonard Wilson, master carter, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 4th day of October, 1912, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this date.

WM. T. HOOD,
Curator.

Office of curator :
513-514, Merchants' Bank Building,
Montreal. 4198

Index of the Quebec Official Gazette. No. 41.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

" LeBaron vs LeBaron.....	2066
" Martel vs Fortin.....	2065
" Roberge vs Hébert.....	2065
" Roberge vs Prenovost.....	2064
" Robyns vs Gillet.....	2066
" Yared vs Yared.....	2065

ADVERTISEES :—Notice to :—Respecting notices, etc. 2029.

ANNUAL MEETING :—Levis County Railway, 2065

ASSOCIATION :—Lachine Nest of Owls, 2032 ;
Montreal Nest of Owls, 2032.

NOTICE :—Marlington Cemetery Coy, 2064.

PRIVATE BILLS. P. Q. :—Notices respecting the :—
Legislative Assembly, 2049 ; Legislative Council, 2047.

PRIVATE BILLS, Federal Parliament :—House of
Commons, 2046 ; Senate, 2033. ;

REGISTERED COMPANY :—The Sauvegarde Life
Insurance Coy, 1973.

INCORPORATED COY :—Mutual Fire Insurance Coy
of the parish of Saint Frederic, 2064.

DEMANDES A LA LEGISLATURE : —

Administrateurs de l'Université Laval—Admi- trators of Laval University	2061
Annexer municipalité Ville Emard—To an- nex municipality of Ville Emard.....	2060
Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec—Board of School Commissioners Roman Catholic of the city of Québec	2051 2053
Calumet & Northern Railway Coy.....	2060
Cie d'assurance contre le feu Laurentide....	2052
Cité de—City of Lachine.....	2059
Commissaires d'écoles de la cité de West- mount—School commissioners of the city of Westmount	2053
Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital-Général de Montréal	2052
Compagnie Hydraulique Stadacona.....	2020
Corporation de la ville—of the town of Beau- harois	2000
Corporation de la ville de—of the town of Magog	2051
Corporation du—of the village of Sault-au- Réculet.....	2054
DeLisle, Chs. Alex. & J. N. Stuart Leslie et al.	2062
Delisle, Chs. Alex. es-q, et al.	2063
Desbarats, Wm. A.	2055
Dominion Trust Coy	2062
Doyer, George.....	2058
Evans, Frederick W.	1999
Faiczewicz, Louis et al.	2081
Gauthier, Ls. Edgar.....	2061
Hebrew Free Loan Association.....	2004

ELECTION, état des dépenses : — Hon. C. R. De-
vlin, 2064.

ERRATA : — Pages 1917, 28 septembre et 1981-
1982, 5 octobre, 2075.

FAILLIS : — INSOLVENTS :

Abud.....	2068
Angers.....	2067
Carreau, Itée.....	2067
Caron.....	2068
Cloutier.....	2066
Dutremble.....	2066
Fagnan.....	2067
Frechette & Cie.....	2068
Gousse & Cie.....	2068

LETTERS PATENTES : —

Arcanum Chambers Coy.....	2036
Boulevard Annex, incorporated.....	2077
Dominion Brick Coy Ltd.....	2041
Eastern Township Realty Coy.....	2076
Guay, H. H., Itée.....	2076
J. M. Nault, Itée.....	1973
La Cie d'Aqueduc de Sainte-Euphémie.....	2038
La Cie Electrique Lamartine, Itée.....	2043
La Cie Electrique Lamartine, Itée.....	2043
La Cie de Près Immobilières de Victoriaville.	2080
La Société de Près de Mégantic, Itée.....	2076

LETTERS PATENTES SUPPLEMENTAIRES : — Côte Saint
Luc Land Improvement Coy Ltd, 2035 ; La Cie
Industrielle & Commerciale Ltée de East
Broughton, 2035.

LIQUIDATION : — Canada Mica Mfg Co. Ltd, 2069 ;
The Bishop Construction Co., 2070.

NOMINATIONS : —

Magistrat de district : — M. Philéas Corriveau,
2029.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : —

La cité de—The city of Hull.....	2058
La cité de—The city of Montreal.....	2056
La cité de—The city of Québec.....	2021
La ville de—The town of Maisonneuve.....	2058
La ville de—The town of Maisonneuve— amender charte—to amend charter.....	2057
Les grevé de substitution et curateur de feu Colin Campbell—Institute and curator of late Colin Campbell.....	2053
Les Servites de Marie.....	2082
Little Nation River Railway Coy.....	2081
Model City.....	2082
National Hydro-Electric Coy. Ltd.....	2055
Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal.....	2059
Quebec & North Eastern Railway.....	2055
Ross Realty Coy. Ltd.....	2060
Succession Estate J. hn M. H. Robertson..	2018
The Canadian Trust Coy.....	2081
The Girls' Cottage Industrial School.....	2061
The Donnacona Paper Coy. Ltd.....	2053
The Huntingdon & Hemingford Railway Coy.	2051
The Montreal Foundling and Baby Hospital.	2060
Turcotte, Alphonse et al.	2057
Village de—of Norway Bay.....	2053
Ville de—Town of Chateauguay.....	2054
Ville de—Town of Grand'Mère.....	2081
Ville de la—Town of Pointe-aux-Trembles..	2083
Ville de Saint-Lambert.....	2082
Ville de Saint-Laurent.....	2082
Ville de—Town of Verdun.....	2063
Ville—Town Lasalle.....	2062
Ville—Town Laval des Rapides.....	2061
Ville—Town Longueuil.....	2084

ELECTION, statement of costs : — Hon. C. R. Devlin,
2064.

ERRATA : — Pages 1971, 28th September and 1981-
1982, 5th October, 2075.

FAILLIS — INSOLVENTS

Laplanche.....	2067
Levesque.....	2067
Maison Fournier-Fournier, l'ée.....	2089
Pratt.....	2066
Précourt.....	2069
Rubinovitch.....	2068
Solid Shoe Co.....	2067
Wilson.....	2084

LETTERS PATENTS : —

North Shore Realty Coy, Ltd.....	2033
New Quebec Realty Coy, Ltd.....	2036
Quebec Bridge & Railway Terminals Realty Coy	2038
Sawyer, Edmond, Itée.....	2034
Summerlea Land Coy	2080
The Canada Paper Coy, Ltd.	2078
The Jeanneville Land Coy, Ltd.....	2042
The Queen City Realty Coy.....	2030
The Quebec county Realty Coy.....	2035

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT : — Côte Saint Luc
Land Improvement Coy Ltd, 2035 ; La Cie
Industrielle & Commerciale Ltée de East
Broughton, 2035.

LIQUIDATION : — Canada Mica Mfg Co. Ltd, 2069 ;
The Bishop Construction Co., 2070.

APPOINTMENTS : —

District magistrat : — Mr. Philéas Corriveau,
2029.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT : —
Par Jos. Alb. Poupart, 2046; Par Jos. Nap.
Médard Préville, 2032; F. E. McKenna, 2046.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES : — En faveur
de Gaudiose Guérard, 2032; Chs Art. Gau-
vreau, 2032.

PROCLAMATIONS : — Convocation des Chambres pour
la dépêche des affaires, 2031; Jour d'actions
de Grâce, 2029; Jour d'actions de Grâce,
2030.

VENTE DE FAILLITE : — Desautels, 2069.

VENTES PAR LICITATION : — Côté (Dme) et vir vs
Côté et al, 2070; Levesque et al vs Dme Le-
vesque et vir, 2070.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA : — Lessard vs Dme Lamontagne et vir,
2072.

KAMOURASKA : — Daigle vs Guay, 2072.

MONTMAGNY : — Brown vs Morissette, 2073.

MONTREAL : — Les Commissaires d'écoles vs St.
Pierre, 2073.

SAINT-HYACINTHE : — St. Jean (Dme) vs Bousquet,
2074.

TROIS RIVIÈRES : — Bélanger vs Guévin, 2075;
Leduc (Dlle) vs Perreault, 2075.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : —
By Jos. Alb. Poupart, 2046; By Jos. Nap.
Médard Préville, 2032; F. E. McKenna, 2046.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED : — In favor of
Gaudiose Guérard, 2032; Chs Art. Gauvreau,
2032.

PROCLAMATIONS : — Parliament convoked for des-
patch of business, 2031; Thanks giving Day,
2029; Thanks giving Day, 2030.

INSOLVENT SALE : — Desautels, 2069.

SALES BY LICITATION : — Côté (Dme] et vir vs Côté
et al, 2070; Levesque et al vs Dme Levesque
et vir, 2070.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Lessard vs Dme Lamontagne et vir,
2072.

KAMOURASKA : — Daigle vs Guay, 2072.

MONTMAGNY : — Brown vs Morissette, 2073.

MONTREAL : — The school commissioners vs St.
Pierre, 2073.

SAINT HYACINTH : — St. Jean (Dme) vs Bousquet,
2074.

THREE RIVERS : — Bélanger vs Guévin, 2075;
Leduc (Dlle) vs Perreault, 2075.

14 OCT 1912

14 OCT 1912